

Après le remboursement d'un emprunt de 1983

L'Etat français n'a plus de dette extérieure

Indépendance et épargne

Il aura donc fallu plus de sept ans pour que la France paie complètement les erreurs de la politique économique des années 1981 et 1982. Celle qui a été menée depuis 1983 a permis un rétablissement spectaculaire des comptes extérieurs et une reconstitution des réserves en devises.

Pour avoir oublié un instant quelques principes simples de gestion (on ne peut pas durablement dépenser plus que l'on ne gagne), la France avait dû demander quelques prêts auprès de riches pays pétroliers (l'Arabie saoudite notamment) et d'organisations internationales (la Communauté européenne). Avec un chèque de 400 millions de dollars, elle a pratiquement remboursé ses emprunts de l'époque et effacé cet épisode de la relation à contre-courant. Aujourd'hui, l'envol de la dette de l'Etat américain inquiète davantage que la situation financière de la France.

POUR avoir remboursé les emprunts contractés au début des années 80, l'Etat français n'en continue pas moins à s'endetter. Lourdemment même, mais d'une autre manière, en amenant en France et à l'étranger des titres du Trésor. La gourmandise actuelle des étrangers en bons de l'Etat français ne doit pas nous faire oublier les risques de cette situation. Sa situation est cependant bien différente. Ayant modernisé la gestion de sa dette, celle-ci ne lui pose pas de problème pour l'instant. D'une dépendance à l'égard des grands prêteurs internationaux, la France est passée à une dépendance à l'égard des marchés financiers.

Dépensant toujours plus qu'il ne gagne, l'Etat accumule des déficits (le trou budgétaire devrait encore être de 80 milliards de francs en 1991) qu'il lui faut bien combler. Autrefois, il lançait de grands emprunts d'Etat. Aujourd'hui, comme une entreprise, il se finance de multiples manières. Il a, en particulier, développé un recours systématique au marché des capitaux, avec l'émission massive et régulière de titres du Trésor. La dette globale de l'Etat se gonfle. Elle dépasse les 1 600 milliards de francs. Une partie croissante est financée par des investisseurs étrangers - japonais et allemands notamment.

Si les « gnomes » de Zurich ou leurs successeurs nippons venaient à douter de la France ou s'ils trouvaient ailleurs (à l'Est ou au Sud) des placements plus attrayants, ils pourraient désertier Paris.

Toutefois, la dette de l'Etat n'est pas forcément un mal. Orientée vers des investissements, elle est le moyen de préparer l'avenir. Quant à son financement, il dépend en définitive du jugement que portent les grands investisseurs étrangers sur l'avenir du pays. Dépendance inévitable, sans doute, mais qui peut être réduite. Soit en diminuant le déficit budgétaire, et donc les besoins à financer. Soit en augmentant l'épargne intérieure. M. Bérégovoy préconise un cocktail des deux. A juste titre. Mais le rythme adopté est-il suffisamment rapide alors que certains craignent une pénurie mondiale d'épargne?

M 0147 - 728 0 - 5,00 F



Détérioration du climat en Afrique du Sud

M. De Klerk presse M. Mandela de faire cesser la lutte armée

Pour tenter d'enrayer la détérioration du processus de négociations, le président sud-africain M. De Klerk a rencontré d'urgence, jeudi 26 juillet, M. Mandela. Un autre entretien est prévu la semaine prochaine. Ces conversations font suite aux accusations de « complot communiste » lancées contre le Congrès national africain (ANC) et l'arrestation de responsables du mouvement. Le président sud-africain est soucieux de voir cesser la lutte armée.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Irrité par les déclarations des différents responsables de l'ANC après la réunion de leur comité exécutif national (NEC), qui ont vigoureusement rejeté toutes les accusations de complot formulées par la police (le Monde du 27 juillet), M. De Klerk a voulu frapper du poing sur la table. Un communiqué de la présidence a précisé que le gouvernement déciderait de « ses actions futures en fonction du déroulement de la réunion ». Phrase lourde de sous-entendus. Il y a un grain de sable dans l'engrenage du processus de négociations.

Aucun communiqué n'a été publié au terme de l'entretien. Aucune information n'a filtré non plus. M. De Klerk a simplement déclaré qu'« à la demande de M. Mandela » une autre réunion aurait lieu en début de semaine, en tout cas avant la deuxième série des négociations sur les négociations, prévue le 6 août. Pour l'instant, rien n'a été remis en cause. Les deux parties ont, du reste, multiplié les déclarations apaisantes ces derniers jours, réaffirmant leur conviction que les ultimes obstacles sur la route des négociations seraient bientôt balayés.

FREDERIC FRITSCHER

Lire la suite page 5

Le tas de bombes

par André Fontaine

Dans son interminable duel avec le monde occidental, que reste-t-il aujourd'hui à l'ex-patrie du socialisme, en dehors d'une idéologie morte, d'une économie naufragée, d'un empire perdu, d'un pouvoir contesté? Réponse : des armes, rien que des armes. Les armes sont certes nécessaires au maintien d'un ordre intérieur de plus en plus menacé. D'autres ont l'avantage d'être exportables, et même payables en devises fortes.

On ne saurait en dire autant de ces milliers de têtes nucléaires, avec les lanceurs appropriés, dont s'est doté depuis quarante ans le Kremlin. Elles ne lui auront permis ni de garder son glacis d'Europe centrale ni même d'empêcher la réunification au sein de l'OTAN de l'ennemi d'hier devenu le banquier d'aujourd'hui. Boumedienne avait raison quand, au lendemain du conflit d'octobre 1973 au Proche-Orient, dans lequel l'URSS avait observé une prudence de serpent, confiait à ses visiteurs : « Nous sommes arrivés à la conclusion qu'elle ne fera la guerre que pour l'Allemagne... et encore. »

Ces armes n'ont pas seulement été inutiles. Leur coût exorbitant a largement contribué à la panade économique dans laquelle se débat Gorbatchev. Comment ne pas faire la comparaison, à l'heure

où s'achève la guerre froide, entre l'épuisement du vaincu d'aujourd'hui, toujours surarmé, et l'insolente prospérité des vaincus d'hier, Allemagne et Japon, fort économes quant à la dépense militaire, et demeurés vertueusement à l'écart de l'armement nucléaire? Comment ne pas s'interroger sur la sagesse qu'il y a eu pour la France à vouloir à tout prix faire partie du club?

Lire la suite page 4

La rencontre Havel-Waldheim



Lire l'article de WALTRAUD BARYLI page 4

Les Albanais tentés par l'exil

Personne à Tirana ne croit vraiment à la libéralisation du régime. Les uns s'attendent à une « révolution » à la roumaine ; les autres craignent une répression à la chinoise

TIRANA

de notre envoyée spéciale

« Nous ne croyons pas en Ramiz Alia. Il parle de réformes mais c'est un menteur. Nous n'avons aucun espoir. » Il est 1 heure du matin à Tirana. Au milieu des rues désertes, une demi-douzaine de jeunes traînent leur ennui, tout disposés à parler avec des étrangers. La règle selon laquelle il y aurait, dans le pays, un agent de la Securimi (la police politique intérieure) pour trois personnes, ce

qu'un diplomate européen juge « irréaliste », ne semble pas s'appliquer à ce groupe de jeunes.

Ils sont cependant sur le quivive, et la seule mention du nom d'Hodja, l'ancien dictateur, dont l'immense statue est à quelques pas, les effraie. « Nous avons la peur clouée dans la tête. Maintenant, il y a peut-être plus de marge, mais il y a aussi une limite à ne pas dépasser. Au-delà, on est fichus. Et puis, nous ne savons pas ce qui peut se passer ; tout dépend du gouvernement. Et, du jour au

lendemain, tout peut redevenir comme avant. La seule solution, c'est partir. »

Depuis qu'il est possible d'obtenir un passeport, le mot « départ » est sur toutes les lèvres. Sur celles de cet adolescent qui, à la vue d'étrangers, descend de vélo et demande rapidement ce qui se passerait s'il sortait légalement d'Albanie et réclamait ensuite l'asile politique.

CATHERINE BOITARD

Lire la suite page 3

Mort de Jean Fourastié

L'auteur des Trente Glorieuses est décédé à l'âge de quatre-vingt-trois ans

page 20

Attentat terroriste en RFA

Le secrétaire d'Etat à l'Intérieur a été légèrement blessé par l'explosion d'une bombe

page 20

Accord sur les élections panallemandes

Bonn et Berlin-Est se sont mis d'accord sur un mode de scrutin unique pour le 2 décembre

page 4

Adidas : une enquête de la COB

La Commission des opérations de Bourse s'intéresse à un possible délit d'initié dans le rachat de la société allemande par M. Tapie

page 18

Un article de M. Alain Carignon

Des propositions pour réformer la vie politique

page 6

La distribution de la presse

La CGT divisée à propos de la modernisation des NMPP

page 17

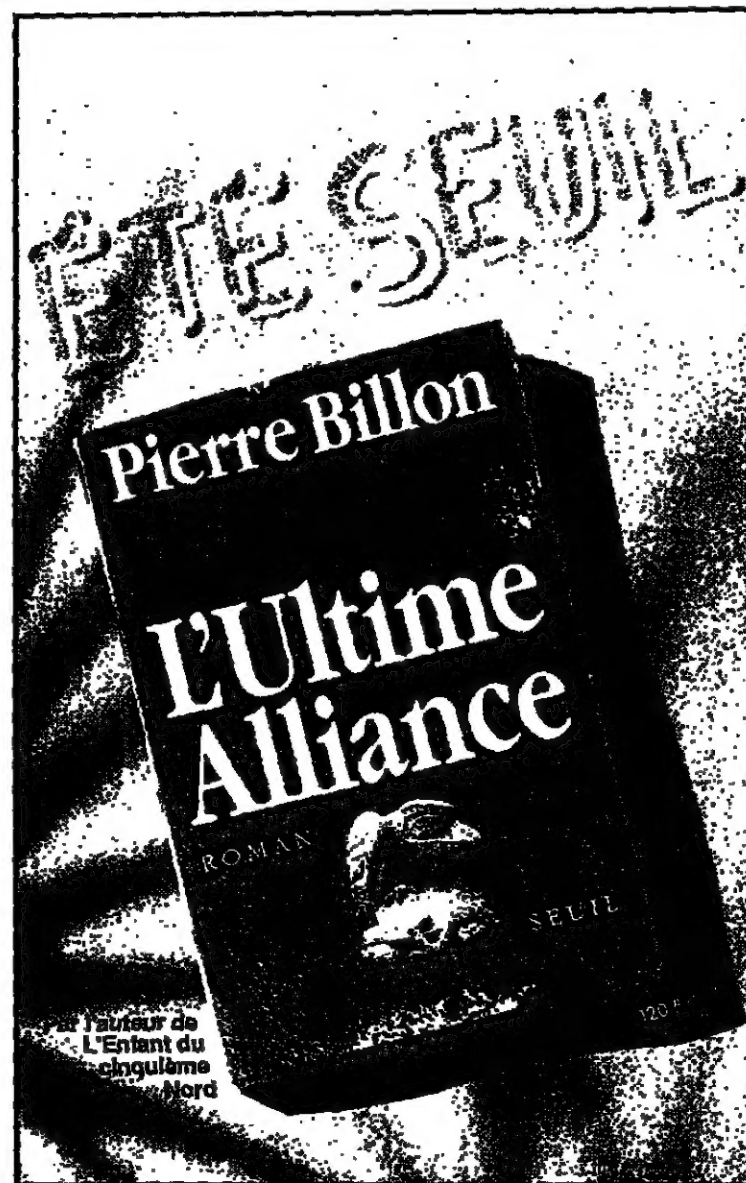
Avignon 90

page 8

Frissons fin de siècle

Le feuilleton de JEAN-PIERRE RIOUX
10. - Messieurs les ronds-de-cuir
page 2

Le sommaire complet se trouve page 20



Les grèves à Air Inter (suite)

Le début du week-end devait être difficile pour les usagers d'Air Inter. La compagnie aérienne a en effet annoncé jeudi 26 juillet qu'elle ne pourrait assurer que 40 % des vols prévus les vendredi 27 et samedi 28 juillet, par suite du mot d'ordre de grève de quatre syndicats. Le tribunal de grande instance d'Evry, qu'elle avait saisi mercredi, a refusé d'ordonner la suspension de la grève qu'elle demandait.

Les syndicats (CGT, UGICT-CGT, SNPT pour le personnel au sol, USPNT pour les navigants) demandent une hausse des salaires, un accroissement des effectifs, une amélioration des conditions de travail et des carrières. Les discussions engagées n'avaient pas abouti, mercredi, malgré plusieurs réunions.

Lire nos informations page 15

SANS VISA

Yubari, ville noire à l'avenir rose
■ La table ■ Jeux
pages 11 à 13

سكنا من الامم

Frissons fin de siècle

1889-1900

par Jean-Pierre Rioux

Un expéditionnaire à la direction des Cultes invente des bureaucrates qui font rire la France. Il signe ses œuvres d'un pseudonyme : Courteline. Les agents de l'Etat y sont gentiment brocardés. On rit de l'administration, par incapacité à penser son rôle.



En 1900, il y a déjà près d'un million de fonctionnaires.

ser l'initiative privée échauffer les poulains candidats aux concours administratifs dont on ne peut se dispenser, et donner aux enfants des bonnes familles la teinture républicaine de la méritocratie ambiante.

L'Ecole libre des sciences politiques, fondée par Emile Boutmy en 1872, à défaut de l'université qui n'a pas été sollicitée, tiendra fort dignement ce rôle. Ses « écuries », ses enseignements éclairés, son intime connivence avec la finance, la politique et le beau monde, modèlent une mince et bien-séante élite républicaine de fonction publique. Face à l'Ecole normale de la rue d'Ulm, dont les boursiers heureux bûchent l'agrégation, la rue Saint-Guillaume reproduit en finesse et peuple, sans bousculade, les grands services d'esprits déliés qui n'auront pas d'états d'âme et vivront en bonne harmonie avec toutes les élites en place.

Ce dispositif minimal laisse toutefois végéter le citoyen-roi dans la position inconfortable de misérable administré. Les Français sont plus que jamais confrontés à la fin du dix-neuvième siècle au formalisme, à la lenteur et aux us et coutumes hautement récréatifs de l'administration subalterne. L'expéditionnaire en calotte, installé là par recommandation, calligraphie dans l'ombre comme jadis. Malgré sa féminisation qui s'annonce, l'antre bureaucratique fleurit toujours le mâle, comme la caserne, dans un mélange de poussière, de tabac à priser, de parfum bon marché et de ratatouille. L'assiduité des commis d'ordre ne suffit pas à hâter le règlement des affaires, et les garçons de bureau savent décourager le quémandeur de bonne foi. Ainsi s'explique le succès d'un Courteline : mieux vaut en rire pour n'avoir pas trop à enragier.

C'est Courteline-Moinaux, justement, qui a pris avec Alphonse Allais et quelques drôles montmartrois l'initiative de présenter aux élections législatives de 1893, dans le IX^e arrondissement de Paris, la candidature du fantomatique Capitain Cap. Lequel souhaitait, entre autres, qu'on fit de la place Pigalle un port de mer et qu'on rétablît la lice dans les rues pour hâter la repopulation. Mais le cœur de son programme allait droit au but. Son comité de soutien le résume ainsi : « Un homme s'est levé, citoyens, et cet homme a regardé autour de lui. Son regard a été obscurci par des manges de sandaquine. Autour de lui il n'a vu que paperasse, ignorance, incurie et routine. Plus de ronds-de-cuir, s'est-il écrit. Assez longtemps nous avons obéi aux manches de lustrine. Les temps sont venus de renverser cette Bastille de cartons verts. Alors, sans hésiter, à notre demande, il a tout quitté, son bord et ses chères études pour prendre la barre du paquebot de nos revendications. » « L'origine de tous nos maux, clamait le Capitain Cap, n'allait pas la chercher plus loin : c'est le microbe de la bureaucratie. Or, on ne parle pas avec les microbes. ON LES TUE ! » L'énergique candidat récoltera 176 voix.

Prochain épisode La secte socialiste

Sur France-Culture

Du lundi au vendredi, à 19 h 45, Jean-Pierre Rioux raconte et illustre chaque jour un épisode de la série « Frissons fin de siècle ».

• Vendredi 27 juillet : Messieurs les ronds-de-cuir.

• Lundi 30 juillet : La secte socialiste.

Pour en savoir plus

- Les Elites de la République (1880-1900), de Christophe Charle, Fayard, 1987.
- Les Hauts Fonctionnaires en France au XIX^e siècle, de Christophe Charle, Gallimard, 1980.
- Théâtre, contes, romans et nouvelles, de Georges Courteline, R. Lafont, 1990.
- Courteline, d'Emmanuel Haymann, Flammarion, 1990.
- L'Etat en France de 1789 à nos jours, de Pierre Rosanvallon, Le Seuil, 1990.
- Bureaucratie et bureaucrates en France au XIX^e siècle, de Guy Thuillier, Droz, 1980.
- La Vie quotidienne dans les ministères au XIX^e siècle, de Guy Thuillier, Hachette, 1976.
- Sciences-Po. Histoire d'une réussite, de Gérard Vincent, Olivier Orban, 1987.

10. Messieurs les ronds-de-cuir

EN 1893, Georges Moinaux, alias Courteline, expéditionnaire au 3^e bureau de la direction des Cultes du ministère de l'intérieur sis rue Vaneau, publie, chez Flammarion, *Messieurs les ronds-de-cuir*. Cette série « d'humoristiques études sur la vie de bureau » avait pour origine un feuilleton donné tous les quinze jours, d'août 1891 à mars 1892, à l'*Echo de Paris*. Mais le volume fait encore rire, pèle-mêle, des fonctionnaires par trop rancés, des victimes de la lenteur des papiers et maints contribuables bons enfants. Courteline, en outre, s'est déjà taillé une jolie réputation de flemmard vagabond à la plume leste par ses croquis de presse sur la vie moderne. On apprécie l'homme de théâtre, l'ami d'Antoine qui vient de donner *Lidoire* et les *Joyeuses Commères de Paris* et qui triomphe, la même année 1893, avec *Boudouche* au Théâtre libre : le « petit homme de la race des chats maigres », aux petits yeux, « noirs comme des pépins de poire », nous dit Edmond de Goncourt, confirme, avec cette satire de l'administration, un de ces talents un peu courts mais qui sentent bon Montmartre et dont raffolent alors les Français.

Moinaux parle en expert. Il est entré aux Cultes en 1880, à vingt et un ans, recommandé par son père à son ami Flourens, qui dirigeait le service. Treize ans de bureau, c'est long, surtout quand la vie parisienne vous happe, qu'on aime déguster lentement l'absinthe avec de joyeux loustics et que le prurit littéraire vous démange : l'expéditionnaire a beaucoup flâné et même, racontera-t-il sans qu'on puisse vérifier la véracité du propos, carrément sous-traité son travail à un collègue boulimique pour n'avoir plus à paraître rue Vaneau. Son nouveau chef, Charles Dumay, est un farouche franc-maçon assez mesquin mais talentueux, qui a donné lui aussi dans la satire légère avec *Piqués d'épingles* et, à bas les calicots !, mais dont les propos anticléricaux très militants lui valent d'être pris à parti dans toute la presse, sauf dans les journaux auxquels, par un heureux hasard, collabore Courteline : il ferme donc les yeux sur l'atonie de son collègue et confère. Il se séparera de lui, en 1894, la mort dans l'âme, quand l'auteur dramatique comble sollicitera très humblement une « mise à disposition sur sa demande », mais non sans avoir beaucoup fait pour qu'on rougisse sa boutonnière trois ans plus tard.

Pas plus que les Gaietés de l'escadron

n'était une contestation de l'armée, Messieurs les ronds-de-cuir n'entend pas dénoncer l'administration : Courteline se contente de l'égratigner en laissant percer une douce philosophie du café du Commerce qui apprend à vivre avec ses défauts. Mais quel coup de patte ! Le roman a pour fil conducteur, assez distendu, les déambulations du conservateur du musée de Vanne-en-Bresse dans les couloirs labyrinthiques de la direction des Dons et Legs, où il vient réclamer une paire de jumelles marines et un chandelier Louis XIII dont le dossier s'est égaré.

Il y entrevoit tout à tour Lahrie, le fougueux jeune homme qui honore sa maîtresse à pied d'œuvre. Letondu, l'adepte de la régénération par la gymnastique qui a transformé son antre en salle d'escrime, se prend pour Platon et trucidera proprement son supérieur hiérarchique, le père Soupe, qui vogue à d'intimes satisfactions. Van der Hogen, le maniaque des affaires classées, et Sainthomme, qui fait tourner la boutique à lui seul en espérant bâter ainsi sa promotion dans la légion violette des décorés des Palmes académiques. Larvaires et consumés d'étranges appétits, évanescents et péremptaires, ces « ronds-de-cuir » vont rouler à l'abîme dans un concours de blagues énormes. Leur chef de service sentira même un doute monter en lui : « Je viens savoir, dit-il à l'un d'eux, si la direction des Dons et Legs est une administration de l'Etat ou une maison de tolérance. »

Le drame, si l'on peut dire, est qu'en ne fouaillant pas plus avant la plaie de cette nonchalance bizarre d'une bureaucratie hors du temps Courteline tombe dans un conformisme dont se satisfont maints bons esprits responsables du rendement de la machine. A preuve, ce rapport de 1884 sur la direction des Cultes, échantonné par Guy Thuillier, sous la plume du conseiller d'Etat Rousselet, qui appréciait visiblement les Moinaux : « Le personnel actuel, disait-il, suffit à sa tâche. Peut-être a-t-il de loin en loin quelques instants de répit. Mais après tout, qu'importe, et faut-il rigoureusement lui mesurer sa peine ? Il y a une certaine école qui envisage les hommes comme des instruments, des facteurs matériels destinés à une production incessante, sans leur permettre de prendre haleine. On conçoit que l'industrie, qui n'a en vue que le gain réalise le plus rapidement et le moins coûteusement possible, adopte ces théories. Mais l'Etat estime davantage ses employés et s'inspire d'autres considérations. [...] Il poursuit un

but plus élevé. Il demande à ses agents de se montrer exacts, appliqués de bien faire, en y mettant le temps et la réflexion nécessaires, avec la faculté de respirer quelquefois, n'exige nullement d'eux une besogne à tour de bras et apprécie la qualité plus que la quantité de travail. On dit qu'il est le meilleur des maîtres. »

Le maître, vers 1900, règne sur moins de 500 000 agents civils. On en recense 121 000 à l'instruction publique, 70 000 aux PTT, 52 000 aux finances et 11 000 à la justice en 1896. En ratisant plus large, en comptant 150 000 militaires de carrière, les auxiliaires en tous genres, les employés des collectivités locales ou des établissements publics et même 50 000 heureux bénéficiaires de ces « bureaux de tabac » que les députés se disputent pour leurs électeurs sûrs, on totalise un petit million d'individus qui émargent à des budgets de la nation. C'est peu : l'Etat libéral est encore svelte. Il se contente de gérer une société d'individus, de lui garantir la défense du territoire et une bonne police à l'intérieur, de lui proposer un minimum de services publics, des bureaux de postes aux salles de classe, et de lever l'impôt pour financer ses interventions souveraines.

Les premiers signes d'une propension future à prendre de l'embonpoint sont tout juste perceptibles du côté de la solidarité et de la protection : la loi sur les accidents du travail de 1898, les premières formes d'assistance et d'assurance sociales, la création d'un ministère du travail en 1906 donnent déjà quelque consistance à cette mission providentielle engendrant de nouveaux bureaux dont va s'investir, dit Pierre Rosanvallon, un Etat « instituteur du social ».

MAIS cette administration encore peu peuplée souffre de l'absence d'une claire vision de son rôle. Héritière à la fois des charges et des corps de l'Ancien Régime, de la souveraineté révolutionnaire et de l'élitisme napoléonien, elle a cumulé les rôles et additionné les contraintes sans les hiérarchiser. Le pouvoir politique revêt toujours les grands corps techniques, recrutés sans concours et formés dans les grandes écoles de l'armée, des Ponts et Chaussées, des Mines, des Eaux et Forêts ou de l'instruction publique. Il dore les cohortes d'ingénieurs ou d'agréés qui gèrent leur domaine sans broncher.

Mais il a laissé proliférer partout ailleurs des capacités médiocres, à peine sanctionnées par de faibles études du droit : la diplomatie, la justice, l'intérieur et la police, les contributions, les domaines, les postes regorgent de surcroît d'agents choisis à discrétion par les chefs de services, livrés à leurs caprices et à leur favoritisme pour l'avancement et même le salaire, manquement affectés à des tâches hiérarchisées, étanches et répétitives. Ici jouent à plein la protection politique ou familiale, le réseau des « relations » et la philosophie des prébendes et des sinécures.

C'est que 1789 n'a donné au régime républicain qu'un idéal : une administration appliquant mécaniquement les lois, et étroitement subordonnée à un pouvoir politique dont une des tâches consiste à empêcher la constitution d'un Etat administratif dans l'Etat. Pas de statut, pas de règles strictes pour la promotion, pas de « grilles » des traitements : pour combattre la singularité potentielle de l'administration on a longtemps parlé des « fonctions publiques » au pluriel. Les fonctionnaires ne peuvent donc être que des employés dociles, des agents d'exécution dévoués : préfets responsables des « bonnes élections » dans leur département, ou bureaucrates obscurs appliquant à la lettre les ordres du cabinet du ministre, ils gèrent en bons républicains, craignant éparpillements ou mutilations en cas de défaillance civique. Seule la pression corporative et bientôt syndicale des agents de l'Etat, qui devient forte à la fin du siècle et qui argumente sur les impératifs de rationalisation technique de la gestion d'un pays moderne, a pu préserver des plagues socialement tranquilles, comme la diplomatie, ou mettre en route un système de recrutement par concours, aux finances par exemple dès 1890.

Ainsi s'explique qu'il ait été soigneusement enterré par la Troisième République le vieux projet quarante-huitard de création d'une Ecole nationale d'administration, recrutant les hauts fonctionnaires. En arguant contre lui d'une défense de la démocratie contre le mandarinat et le privilège, elle a, en fait, conforté sa crainte de voir s'installer une caste de praticiens ingouvernables, et trahi son impuissance à penser le rôle social de l'administration. Seul le choc de la défaite de 1870 et l'impératif d'une régénération civique et morale de la nation qu'il a fait lever ont pu lui faire accepter la solution la moins onéreuse et, pensait-elle, la moins dangereuse : l'ai-

ALBANIE : l'évolution de la situation

Vers une nouvelle diplomatie ?

« Des délégations sont en voie de formation en Albanie et en URSS dans la perspective de restauration des relations diplomatiques, rompu par l'Albanie en 1961 », a indiqué jeudi 26 juillet l'agence de presse soviétique Novosti. Un responsable du ministère soviétique des affaires étrangères, cité par l'agence, a indiqué que l'URSS s'est abstenue de commenter l'affaire des ambassades étrangères à Tirana, car elle ne « dispose pas d'informations suffisantes sur ce qui s'est réellement produit ». Cette information de Novosti est une nouvelle illustration de l'évolution de la diplomatie albanaise.

En laissant partir à l'étranger, 4 786 de leurs citoyens réfugiés dans des ambassades, les dirigeants albanais ont payé au prix fort l'ouverture internationale ébauchée il y a quelques années. Les premiers contacts pour l'établissement de relations avec la République fédérale d'Allemagne remontent à août 1984 avec la visite de Franz-Josef Strauss, l'un des interlocuteurs privilégiés des diplomates albanais. A la tête de son ministère

depuis bientôt dix ans, Reis Malile s'est peu à peu entouré d'une équipe de spécialistes des relations internationales, devenus les artisans d'une nouvelle politique, dont les principales étapes peuvent être reconstituées depuis 1984 à la lumière des derniers événements.

A l'époque, les déclarations officielles appelaient encore à la lutte contre les « plans rapaces et belléistes » des Soviétiques et des Américains. Mais les Albanais révisaient déjà leur attitude à l'égard des pays est-européens, comme la République démocratique allemande et surtout la Roumanie.

Du côté soviétique, on souhaitait la normalisation des rapports, reconnaissant une part de responsabilité dans la rupture de 1961. Officiellement, la réaction albanaise était négative. Cependant, lors de conversations avec les dirigeants albanais en octobre 1987, nous avons entendu un langage plus nuancé. M. Sofokli Lazri, directeur de l'Institut des relations internationales de Tirana, devenait une sorte d'« ambassadeur itinérant » de la diplomatie albanaise, secondé plus tard par M. Foto Cami, l'un des plus proches collaborateurs de M. Ramiz Alia. Même si M. Alia, numéro un du parti et de l'Etat, chef de file des « pragmatiques », restait le porte-

parole principal en matière de politique étrangère, les « diplomates » semblent avoir exercé une influence croissante.

La première session ministérielle des pays balkaniques en février 1988 à Belgrade, suivie un an plus tard par celle de six vice-ministres à Tirana, était marquée par des initiatives albanaises. L'Albanie pratiquait désormais une politique régionale, parle des « intérêts communs » des peuples balkaniques plus importants que leurs divergences idéologiques. D'où les préoccupations constantes au sujet de l'instabilité de la Yougoslavie voisine, pays hors bloc et par conséquent « allié objectif », en dépit du grave conflit qui les oppose (en particulier avec la Serbie de M. Slobodan Milosevic) sur le Kosovo.

Un vocabulaire plus civilisé

Le nombre des visites albanaises à l'étranger (et vice versa) augmente : le vocabulaire se civilise. S'adressant, en octobre 1989, à l'Assemblée générale des Nations unies, M. Reis Malile parle d'une « diminution relative de la tension internationale » facilitée par le dialogue politique entre Moscou et Washington.

Pendant ce temps, l'Europe centrale et orientale entre en ébullition. Au

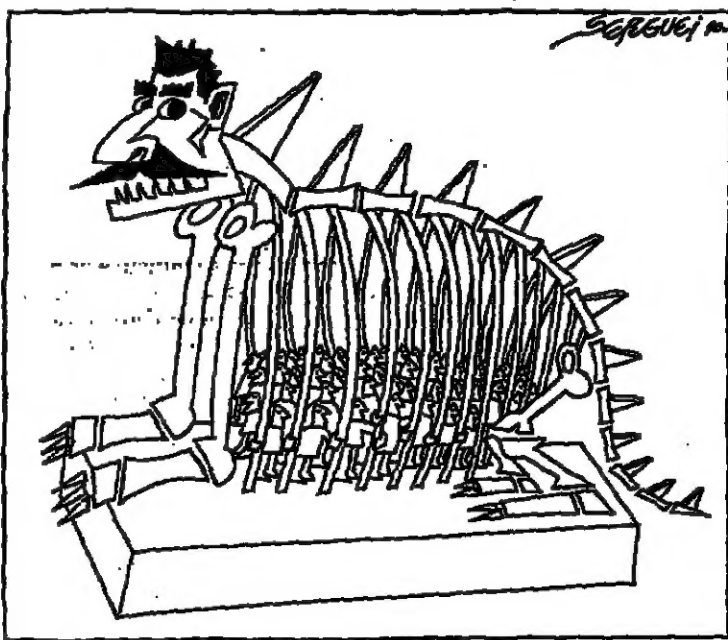
début, M. Ramiz Alia et d'autres dirigeants estiment que leur pays n'est aucunement concerné par la crise de la « communauté socialiste ». Mais les circonstances de la chute des Ceausescu touchent sans doute les tenants du pouvoir.

En janvier dernier, avant la réunion d'un plénum du comité central, un vaste débat se serait déroulé dans les organisations du parti. Il ne s'agissait pas seulement de parler des réformes envisagées, mais surtout de connaître l'opinion de la base avant une étape décisive dans le processus de rapprochement avec le monde extérieur. Un rapprochement proposé par les « diplomates » et combattu avec acharnement par la vieille garde post-stalinienne. Finalement, les arguments des « diplomates » sont acceptés. M. Javier Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, est invité à Tirana, on annonce la libéralisation des voyages à l'étranger, le rétablissement des relations avec les Etats-Unis et l'URSS et surtout le désir albanais de participer aux travaux de la CSCE.

Cette réorientation explique le règlement relativement rapide de l'affaire des 4 786 réfugiés. Pour la direction albanaise, il fallait surtout gagner du temps pour rétablir une situation inséparable des plus précieuses.

THOMAS SCHREIBER

Les Albanais tentés par l'exil



Suite de la première page

« Ici, précise-t-il, on dit que c'est impossible, que nous serions renvoyés en Albanie » ; sur celles des centaines de personnes qui se pressent tous les matins devant les ambassades grecque et yougoslave et attendent, sous le soleil de plomb et entourées d'une sérieuse garde policière, de se voir remettre un visa. « On est complètement débordés », explique un fonctionnaire grec, avant de s'excuser pour les dizaines de mouches qui bourdonnent dans le bureau. « Elles viennent de l'ambassade voisine, celle de RFA ».

Les Albanais qui viennent là ont des parents en Grèce, qui pourront les prendre en charge durant les trois mois de séjour auquel ils ont droit. Pour ceux qui n'ont pas cette chance, l'absence d'argent rend le passeport sans intérêt. Resterait alors les autres ambassades, quand elles rouvriront, ce que semblent souhaiter les autorités albanaises. « Je ne suis pas parti cette fois, car mon père m'a supplié à genoux de ne pas le faire ; mais la prochaine fois, je serai le premier à sauter le mur », déclare un des jeunes notables de Tirana. Il n'a pas entendu parler de répression après le départ des réfugiés. « Dans mon immeuble, dit-il, des gens, dont le fils est parti, ont quand même dû remplir une déclaration. » De source diplomatique, on s'attend

donc à de nouvelles vagues de réfugiés. Et, surtout, à un soulèvement populaire.

Les esprits sont échauffés

« C'est une question de mois, voire de semaines, affirme un diplomate européen, plus personne ne fait confiance au régime et les esprits sont échauffés. Il suffira d'une étincelle ». Une manifestation au cours de laquelle la police tirerait, par exemple, ou une nouvelle prise d'assaut des ambassades. Sans compter la rentrée universitaire, en septembre. Même si l'il n'y a pas eu de véritables manifestations étudiantes, le campus a été en effet assez agité ces derniers temps.

Certes, il n'existe toujours pas d'opposition organisée et, depuis la crise, la population semble être retombée dans une passivité que l'on dit « légendaire ». « Mais nous avons vu que cette passivité peut devenir action et violence », explique un diplomate. Que quarante personnes montent ensemble dans un camion pour se jeter contre une grille d'une ambassade, c'est déjà, ici, l'ébauche d'une organisation. Une chose est certaine : à Tirana, la présence militaire et policière s'est renforcée.

L'agitation a aussi gagné la province. Des troupes ont ainsi été envoyées à Kavajia, au sud de Tirana, où de sérieux affrontements se seraient produits il y a une dizaine de jours. Incidents, aussi, à Fier, une ville industrielle au sud-ouest du pays ; à Shkodra, dans le nord. Sans compter les rumeurs qui ne cessent de courir : sur des vols d'armes, sur la présence de nouveaux réfugiés dans les ambassades... Les diplomates étrangers estiment que ces rumeurs, quelle que soit leur véracité, « reflètent l'état psychologique de la population ».

Il ne faut pas non plus oublier la misère. « C'est très romantique, la misère, plaisante un des jeunes de

Tirana : vous devriez essayer, au moins quinze jours, vous verrez ». L'humour est donc aussi la politesse du désespoir dans un pays où l'on s'entasse à six ou sept personnes dans deux petites pièces minables, où les souris, fréquents et chaleureux, découvrent des dents abîmées ou manquantes, où l'approvisionnement se détériore. Actuellement, seuls la viande et les produits laitiers sont rationnés, mais, cette année, après un très mauvais hiver, il pourrait y avoir de nouveaux problèmes.

Une répression à la chinoise

Dans une telle situation, les réformes économiques décidées récemment, comme la possibilité donnée aux Albanais d'ouvrir de petits magasins privés, l'instauration d'une prime à la productivité ou l'augmentation de 10 % à 20 % des salaires les plus élevés, semblent bien dérisoires. D'autant que, selon les observateurs, le gouvernement n'est prêt à aucune mesure de démocratisation. L'ouverture des lieux de culte, annoncée pendant la visite de M. Perez de Cuellar, n'est toujours pas effective, et il semble exclu que la nouvelle loi électorale, dont il commence à être question, introduise le multipartisme.

Bien que la répression se soit faite plus discrète ou que la date du prochain congrès ait été avancée au premier semestre de 1991 (au lieu de novembre), les milieux diplomatiques écartent la possibilité d'une évolution « à la bulgare ». Ils nuancent également l'idée selon laquelle deux camps s'affronteraient aujourd'hui à Tirana.

Il est en effet très difficile d'y voir clair dans la récente valse des dirigeants. M. Simon Stefani, le redoutable ministre de l'Intérieur, a certes été remplacé, mais il conserve un poste à la tête de la commission du Plan. Son successeur et ex-prédécesseur, M. Haxhi Ram Isai, se retrouve à la tête de la Sigurimi, avec une histoire chargée, qui lui a valu le surnom de « ministre de fer ». M. Lenka Couco, une « dure », a bien été mutée de Tirana à Fier, mais c'est peut-être pour mieux contrôler la région.

Les deux secrétaires généraux du parti à Tirana et à Kavajia ont, eux, été rétrogradés, probablement pour n'avoir pas su maintenir l'ordre. Quant aux nouveaux venus, on se limite à supposer qu'ils sont soutenus par M. Ramiz Alia. C'est le cas de M. Khilasi Goni, passé directement du comité central au bureau politique, sans faire anti-chambre, en tant que membre adjoint, ou de M. Farudim Hodja (aucun lien de parenté avec le fondateur du régime), un quadragénaire efficace, bras droit du premier ministre, nommé ministre à la présidence. Enfin, M. Nexhimie Hodja, veuve du président mort en 1985, porte-drapeau du clan des durs, semble conserver de l'influence.

Bref, « il y a bien deux opinions, mais l'équilibre a été maintenu », affirme un diplomate européen. Tous les dirigeants sont des stalinistes ; ils veulent tous survivre.

Une réflexion qui s'applique aussi aux quelque trente mille agents « à plein temps », qui composeraient la Sigurimi. Une classe à part en Albanie, prête, selon ce diplomate, « à se battre jusqu'à la dernière goutte de sang ». Toutes pro-

GRANDE-BRETAGNE : l'affaire du Syndicat des mineurs

Un Soviétique porte plainte contre M. Scargill

LONDRES

de notre correspondant

Un mineur soviétique a porté plainte contre M. Arthur Scargill, président du Syndicat des mineurs, pour avoir détourné les sommes provenant des quêtes de solidarité effectuées en URSS pendant la grande grève des mineurs britanniques de 1984-1985. M. Sergueï Masslovitch, un mineur de Vorkouta âgé de trente-deux ans, a déposé une plainte en bonne et due forme auprès de Scotland Yard. Il avait été responsable de la collecte des fonds, à l'époque, auprès des 40 000 mineurs de sa région qui avaient chacun donné l'équivalent d'une journée de travail.

M. Masslovitch aimerait savoir ce qu'est devenu cet argent. Il ne voit pas pourquoi, en tout cas, des mineurs soviétiques manquant de tout auraient contribué à alimenter un compte bancaire qui a permis à M. Scargill d'obtenir un prêt pour la construction de sa maison. Il cite le cas d'un mineur de Vorkouta dont la femme a donné une bague en or pour venir en aide aux mineurs britanniques dont elle pensait qu'ils mourraient de faim à cause de la grève.

La plainte de M. Masslovitch a

été révélée, jeudi 26 juillet, au cours d'une audience du tribunal londonien qui examine les finances du Syndicat des mineurs. M. Scargill est poursuivi par la direction de son propre syndicat qui lui demande de restituer une somme de 1,4 million de livres (14 millions de francs) versée par les mineurs soviétiques. Celle-ci a été déposée sur des comptes bancaires appartenant à l'Organisation internationale des mineurs (OIM), dont le siège se trouve à Bobigny, dans la banlieue parisienne, et dont M. Scargill est également président. Une première enquête a décrit comme « impénétrables » les finances de cet organisme.

Un Français, M. Alain Simon, secrétaire général de l'OIM, qui est aussi à la direction de la COT, semble avoir joué un rôle-clé dans toute cette affaire. Les enquêteurs s'étaient plaints jusqu'ici de son « manque de coopération ». M. Simon a déclaré à la télévision britannique qu'il allait ouvrir ses comptes. Le tribunal londonien a suspendu jeudi, pour trois mois, les poursuites contre M. Scargill, en attendant l'examen des opérations bancaires de l'OIM.

DOMINIQUE DHOMBRES

Cinquante-trois ans après sa « disparition »

Le député communiste danois Arne Munch-Petersen réhabilité par le Kremlin

COPENHAGUE

de notre correspondant

Cinquante-trois ans après sa « disparition », le député communiste danois Arne Munch-Petersen vient d'être officiellement réhabilité par le Kremlin qui a estimé que « les accusations dont il avait été l'objet étaient sans aucun fondement ». L'ambassadeur d'URSS à Copenhague en a avisé sa veuve, Elna, aujourd'hui âgée de quatre-vingt-huit ans et le président du Parti communiste danois (orthodoxe), M. Ole Sohn.

Arne Munch-Petersen, fils d'un professeur d'université, avait été secrétaire général des Jeunesses communistes danoises. Elu au Parlement en 1932, il était parti pour Moscou au

début du printemps 1937 avec sa jeune femme afin de participer aux travaux du Komintern. Il aurait été arrêté au début de l'année 1937 pour espionnage. A partir de ce moment, sa trace est complètement perdue. Jusqu'à l'année dernière, les Soviétiques persistaient à affirmer qu'il avait quitté l'URSS de son plein gré.

Il y a environ un an, un journaliste danois apprenait qu'Arne Munch-Petersen serait mort de tuberculose à la prison de Boutyrka en 1940. C'est du moins la nouvelle thèse des Soviétiques qu'aucune preuve n'a pour le moment étayée. On ignore ainsi toujours si Munch-Petersen a été jugé et si son décès doit être attribué à la maladie ou s'il a succombé à un traitement plus « expéditif ».

CAMILLE OLSEN

L'URSS SANS CLICHÉS



© EUGENIA STETSKO.

L'homme

Ils ne sont pas les plus nombreux car l'exil, l'épuration ou la mort avaient éliminé leurs rangs mais certains viennent de la dissidence. D'autres, comme ceux de ce meeting, sont sortis des mouvements « informels », de cette multitude d'organisations spontanément écloses des premières années de la perestroïka.

Ceux-là sont jeunes, aisément reconnaissables à leur bonne gueule, et n'ont pas eu le temps d'avoir, ou de ne pas avoir, à entrer au parti. De tous les nouveaux hommes politiques soviétiques, ils sont à la fois les plus sereins et les plus exigeants, sans problèmes avec leur propre passé et déjà tournés vers aujourd'hui - la reconstruction sur les ruines du communisme.

Et puis il y a tous ceux qui se sont formés dans l'aspiration indépendantiste, les écologistes en passe de devenir ministres, les hommes de télévision assez insolents pour être populaires, les plumes de la perestroïka dont on s'arrache les articles ou les acteurs qui faisaient vibrer d'une intonation que la censure n'avait pas su prévoir. Plusieurs d'entre eux, beaucoup même, étaient ou sont membres de base du parti mais il y a tous ceux surtout - les plus nombreux, de loin - qui appartiennent à l'establishment communiste.

Sans même parler de l'équipe présidentielle, d'où venaient en effet les héros qui déplaçaient les foules ? Du parti, tous ou presque de l'appareil du parti, à partir duquel se forme maintenant un échiquier politique complet. Il y a d'anciens ou toujours communistes sociaux-démocrates, néo-nazis, libéraux, thatchériens, humanistes, et un énorme contingent, de tous les plus massifs, d'hommes en devenir qui savent déjà ce qu'ils ne sont plus mais pas encore ce qu'ils seront.

Rien d'étonnant à cela. Ils sont simplement à l'image de leur pays, en train d'acquiescer une culture et une expérience politiques. Inutile de dire que tout est à apprendre et les trous gigantesques, mais en cinq ans pourtant des députés, des ministres, des chefs de file ou de gouvernement sont apparus. Ce pays était censé n'être plus peuplé de « hommes nouveaux » à la cervelle carrée. Le totalitarisme y avait si bien triomphé, disait-on, qu'il avait façonné un « homo sovieticus » et que, derrière le rideau de fer, l'Histoire s'était achevée.

Le rideau est tombé. Les premières élections partiellement libres datent d'à peine plus d'un an et déjà renait une valeur sûre : l'homme.

BERNARD GUETTA

FIN

سكنا من الاصل

صكزا من الاجل

EUROPE

RFA

La Fraction armée rouge revendique l'attentat contre le secrétaire d'Etat à l'intérieur

BONN

de notre correspondant

Le secrétaire d'Etat au ministère de l'intérieur, ouest-allemand M. Hans Neusel, a été légèrement blessé vendredi matin 27 juillet près de Bonn, dans un attentat à la bombe revendiqué par le groupe terroriste Fraction armée rouge (RAF). Si les circonstances précises de l'explosion ne sont pas encore connues, la police a indiqué avoir retrouvé non loin du lieu de l'attentat une lettre de revendication signée de la RAF.

Les enquêteurs n'ont pas précisé le contenu du message. M. Neusel, âgé de soixante-deux ans et responsable de la sécurité intérieure, avait refusé dans le passé d'utiliser une voiture blindée ainsi que la protection rapprochée de la police pour ses déplacements. Il conduisait seul sa voiture au moment des faits. L'attentat s'est produit peu avant 8 heures sur une bretelle de

sortie de l'autoroute Cologne-Bonn, à proximité du ministère de l'intérieur. L'explosion de la bombe a arraché les barrières de sécurité de l'autoroute sur une vingtaine de mètres et détruit les murs anti-bruit. La voiture de M. Neusel a été gravement endommagée.

Le 30 novembre 1989, le président de la Deutsche Bank, M. Alfred Herrhausen, avait été tué par la RAF dans un attentat à la bombe à Bad-Homburg, près de Francfort. C'est donc la première fois depuis la mise en œuvre du processus de réunification de l'Allemagne que les terroristes renouent avec les actions violentes.

L'attentat contre M. Neusel montre que la RAF, qui semblait décapitée à la suite de l'arrestation, ces dernières semaines en RDA, de ses principaux membres fondateurs, dispose encore d'un noyau dur susceptible d'exécuter des actions de commando. (Interim.)

Vers un règlement de la crise politique à Berlin-Est

Le Parlement allemand sera élu avec un mode de scrutin unique

De la frontière Oder-Neisse jusqu'au Rhin, les deux États allemands ne formeront plus pour l'élection du futur Parlement réuni, le 2 décembre prochain, qu'un seul territoire électoral où s'appliquera le même système de scrutin. Ainsi en ont décidé les commissions pour l'unité allemande des deux Parlements de l'Est et de l'Ouest, réunis en session commune jeudi 26 juillet à Bonn.

BERLIN

de notre envoyé spécial

Cet accord, qui suppose que la RDA déclare son adhésion à la Constitution ouest-allemande avant le 2 décembre, doit être fixé par un traité d'Etat entre Bonn et Berlin-Est. Le Bundestag se réunira le 9 août prochain en séance extraordinaire pour apporter les modifications qui s'imposent à la législation électorale ouest-allemande.

Les deux commissions, qui siègent à la demande de la RDA pour trancher le conflit opposant les partis de la coalition gouvernementale ouest-allemande sur le mode d'élection, ne sont en revanche parvenues à s'entendre sur le système électoral proprement dit. Les sociaux-démocrates et les libéraux de l'Est et de l'Ouest veulent maintenir la barre des 5 % actuellement nécessaire en RFA pour obtenir des sièges à la proportionnelle. Deux tiers des députés ouest-allemands sont élus selon le système proportionnel sur des listes établies pour l'ensemble de la fédération, le reste étant élu au suffrage direct à un tour.

Ce système avait été institué pour éviter un éparpillement des forces politiques au Bundestag. A l'échelle d'une Allemagne réunifiée, il pose un problème pour les partis régionaux, comme l'Union chrétienne sociale (CSU) de

Bavière, alliée des chrétiens-démocrates à Bonn, et pour les partis spécifiques à la RDA, qui, appuyés par les chrétiens-démocrates, soutiennent un abaissement de ce seuil, qui, s'il était maintenu, risquerait de les exclure de la future Assemblée. Le groupe parlementaire social-démocrate est-allemand s'est estimé satisfait vendredi de l'accord intervenu à Bonn. Il retire ainsi sa menace de quitter la coalition dirigée par le premier ministre chrétien-démocrate, M. Lothar de Maizière. Les libéraux, qui étaient sortis en début de semaine de la coalition pour protester contre l'inflexibilité de M. de Maizière, ont laissé entendre qu'ils pourraient le cas échéant y revenir.

HENRI DE BRESSON

RDA

Arrestation de l'ancien chef de la Stasi

L'ancien chef de la police politique du régime communiste est-allemand (Stasi), le général Erich Mielke, quatre-vingt-deux ans, a été arrêté, jeudi 26 juillet à Berlin-Est. Celui qui fut le plus proche collaborateur d'Erich Honecker était déjà sous le coup d'accusations d'abus de pouvoir qui ont été élargies au délit d'aide aux terroristes ouest-allemands, a indiqué le parquet. Huit militants présumés de la Fraction armée rouge (RAF) ont été arrêtés le mois dernier en RDA, où ils vivaient depuis dix ans sous la protection de la Stasi.

Une expertise médicale indépendante a conclu que l'état de santé du général Mielke autorisait son incarcération. Il avait déjà été détenu pendant trois mois cet hiver, puis libéré pour raisons de santé. (AFP, Reuters.)

AUTRICHE : la rencontre entre les présidents autrichien, tchécoslovaque et ouest-allemand

M. Vaclav Havel a implicitement critiqué l'attitude de M. Kurt Waldheim

SALZBOURG

de notre envoyée spéciale

M. Kurt Waldheim a inauguré, jeudi 26 juillet, le Festival de Salzbourg en présence des présidents ouest-allemand et tchécoslovaque, MM. Richard von Weizsäcker et Vaclav Havel, qui ont ainsi été les premiers chefs d'Etat européens à se rencontrer depuis son élection à la présidence de la République en 1986. M. Vaclav Havel, pressenti en tant qu'invité principal pour prononcer le discours inaugural, avait accepté cette invitation il y a plus d'un an, alors qu'il n'était qu'un simple dissident. Il avait tenu à respecter cet engagement en dépit des vives critiques que pouvait susciter sa rencontre avec M. Waldheim (le Monde du 27 juillet).

Les trois présidents se sont ensuite retrouvés pour un déjeuner commun qui leur a permis pendant plus de deux heures d'échanger leurs points de vue. Dans son discours, M. Havel, qui a surtout

insisté sur les changements démocratiques intervenus en Europe de l'Est, n'a toutefois pas hésité à critiquer implicitement l'attitude du président autrichien, à qui on reproche d'avoir menti sur son passé et ses activités dans l'armée hitlérienne. « L'illusion de pouvoir manœuvrer à travers l'histoire sans devoir rendre compte un jour de ses actes et de pouvoir modifier sa propre biographie est une de ces idées folles mais traditionnellement bien enracinées en Europe centrale », a déclaré M. Havel, qui a ajouté : « Il n'y a pas de liberté totale sans la vérité totale. »

Le moment « historique » de la poignée de main entre les trois présidents a été perturbé par le rabbin américain Avi Weiss, un des détracteurs les plus impitoyables de M. Waldheim, qui a crié à l'adresse des présidents ouest-allemand et tchécoslovaque : « C'est une honte de rencontrer le nazi Waldheim », avant d'être conduit dans un poste de police.

WALTRAUD BARYLI

DIPLOMATIE

Le Japon envisage de verser des dommages de guerre à la Corée du Nord

Le gouvernement japonais a fait savoir, de manière encore officieuse, qu'il était prêt à négocier avec la Corée du Nord le montant des compensations à verser pour la période d'occupation japonaise de la péninsule (1910-1945). Cette question avait jusqu'à présent toujours bloqué le dialogue entre les deux pays, qui n'entretenaient pas de relations diplomatiques.

TOKYO

de notre correspondant

Aux termes de l'accord de 1965 sur la normalisation des relations entre la Corée du Sud et le Japon, les compensations (300 millions de dollars en don et 200 millions sous forme de prêts) versées alors à Séoul avaient été considérées comme valables pour toute la péninsule.

Aujourd'hui, les Japonais semblent soucieux de répondre à ce

qu'ils interprètent comme un assouplissement de la position nord-coréenne à leur égard : selon une mission du Parti socialiste japonais qui revient de Pyongyang, les autorités nord-coréennes sont d'accord pour accueillir une délégation du Parti conservateur japonais. Le fait que cette délégation pourrait être conduite par le grand « enarque » du Parti libéral démocrate, M. Shin Kanemaru, semble indiquer que Tokyo confère une grande importance à cette visite.

Processus

de stabilisation régionale

Les autorités nord-coréennes mettent trois conditions à une amélioration des relations avec le Japon, conçue comme un prélude à l'établissement ultérieur de liens diplomatiques : des excuses japonaises pour les méfaits perpétrés pendant la période de colonisation ; l'établissement d'une coopération économique entre les deux pays et l'ouverture d'une route aérienne entre Pyongyang et

Tokyo. Tandis que la Corée du Nord attend surtout de ce rapprochement une aide économique, pour Tokyo la coopération économique doit s'inscrire dans un processus de stabilisation régionale et donc de détente dans la péninsule coréenne.

Celle-ci progresse à son tour. La Corée du Nord a finalement accepté, vendredi 27 juillet, les conditions mises par Séoul au séjour d'une délégation nordiste chargée de négocier la participation de Coréens du Sud à un grand meeting pan-coréen organisé par Pyongyang le 15 août. Ses émissaires seront l'hôte du gouvernement sud-coréen et non pas de l'organisation dissidente, l'Union nationale pour la démocratie, que la délégation du Nord rencontrera cependant.

Ce timide progrès fait suite à l'accord conclu entre les deux États coréens pour des rencontres de leurs premiers ministres à l'autonomie (le Monde du 27 juillet).

PHILIPPE PONS

La presse irakienne cesse ses attaques contre le Koweït

La presse irakienne a interrompu, jeudi 26 juillet, ses attaques contre le Koweït, confirmant le climat de détente qui s'est instauré dans le Golfe au lendemain de l'annonce de pourparlers directs entre les deux pays, ce week-end en Arabie saoudite (le Monde du 27 juillet).

En annonçant, mercredi soir, que Bagdad et l'émirat étaient convenus de négociations, le président Hosni Moubarak, principal médiateur dans le conflit irakien, avait précisé que les deux parties avaient également accepté de mettre un terme à leur bataille médiatique. Les journaux de Bagdad n'ont, toutefois, pas fait allusion, jeudi, à l'accord annoncé par le président égyptien.

De son côté, M. Osama El Bag, principal conseiller politique du président Moubarak, s'est rendu à Bagdad et à Koweït, où il s'est déclaré « très optimiste quant aux perspectives d'un règlement rapide de la crise entre les pays frères d'Irak et du Koweït ». (Reuters.)

Le tas de bombes

Suite de la première page

En dehors même du fait qu'elles entraînent la capitulation quasi immédiate du Japon, il faut bien voir que les armes nucléaires ont joué tout au long de la guerre froide un rôle essentiel. D'abord, ce qui n'est pas rien, elles ont empêché de devenir chaude. De Gaulle avait dit au conseil Plessy, au soir de Pearl-Harbor : « Cette fois, la guerre est définitivement gagnée ; je crains bien que la prochaine étape ne soit une grande guerre entre l'Amérique et la Russie. » Si la seconde partie de cette prophétie ne s'est pas réalisée, c'est pour une bonne part en raison de la sainte frousse que les possesseurs de l'arme des armes ont toujours éprouvée à l'idée de l'employer, n'étant d'aucune manière assurés de n'en pas recevoir les effets.

Moyennant quoi, le monopole dont ils ont joui dans ce domaine jusqu'au début des années cinquante a permis aux États-Unis de maintenir des troupes en Europe, alors que Roosevelt avait promis à Yalta, comme Khrouchtchev devait le rappeler en 1961 à Kennedy, de les retirer dans un délai d'un an après la fin de la guerre. Sans ce qu'on appelait alors la bombe A, Truman aurait dû concéder à Staline une zone d'occupation au Japon sur le modèle de celles que Moscou avait obtenues en Allemagne et en Autriche. Il n'aurait pu prendre le risque ni du pont aérien qui a mis en échec le blocus de Berlin ni de l'intervention en Corée. Avec une armée infiniment plus démolitrice que celle d'en face, il n'aurait pas été question pour lui de venir en aide, avec la « doctrine » à laquelle il a donné son nom, à la Grèce et à la Turquie menacées, l'une par la quadrille communiste, l'autre par la pression directe de Moscou. Le pacte atlantique n'aurait pas vu le jour.

L'URSS elle-même a longtemps tiré parti de la possession d'armes nucléaires. Elles lui auront assuré

un long sursis, en lui permettant d'intervenir manu militari chez ses alliés révoltés de Budapest ou de Prague, sans avoir à redouter que les États-Unis ne mettent en application leurs beaux discours sur le renouveau (roll-back) du communisme.

Si la discussion n'a pas réussi en fin de compte à empêcher l'éclatement du pacte de Varsovie, c'est parce que Gorbatchev s'est refusé à faire donner l'armée rouge pour sauver un Honecker qui ne songeait qu'à le poignarder ; sans doute n'avait-il pas mesuré sur le moment à quel point la disparition de la peur du gendarme soviétique libérerait la passion de liberté des Allemands de l'Est, et, derrière eux, de l'ensemble des populations du glacis.

De son côté, Brejnev se serait senti moins libre de lancer ses légions à la conquête de l'Afghanistan s'il n'avait pas disposé d'un arsenal de représailles de nature à décourager l'Oncle Sam de lui adresser le moindre ultimatum. En réalité, il faut bien voir les choses : ce n'est pas un traité, signé à Yalta ou ailleurs — pourquoi, d'ailleurs, aurait-il été plus respecté que les innombrables pactes qui ont été violés depuis des décennies ? — qui a partagé l'Europe et le monde, c'est l'équilibre de la terreur, cher aux « frères d'armes » américains des années 60.

Et ce n'est pas une pression militaire — sauf à ranger sous cette définition le poids économique de la course aux armements, et la crainte inspirée par l'épée de Damoclès de la guerre des étoiles — qui a bouleversé le statu quo, c'est la révolte de peuples qui avaient cessé d'avoir peur de leurs maîtres.

Reste que faute de pouvoir se dérouler sur le traditionnel champ de bataille européen, cette troisième guerre mondiale qu'a été la guerre froide a été menée à la fois sur le terrain des idées et sur celui de la course aux armements. L'URSS a perdu la partie sur les

deux terrains, sans parvenir à marquer dans le tiers-monde des succès assez décisifs, sur le plan économique, c'est-à-dire essentiellement sur celui des matières premières, pour compenser ces échecs. C'est pourquoi il est possible d'écrire que les mêmes armes qui ont assuré la victoire du camp occidental ont, du fait de leur coût exorbitant et de sa moindre capacité à l'assurer, entraîné la défaite du camp soviétique.

Est-ce à dire que ces armes ne sont efficaces qu'aux mains des riches ? Ce qui se passe actuellement dans le tiers-monde, où se perpétuent les conflits d'élite et se préparent ceux de demain, ne conduit pas à cette conclusion. Nombre de pays se sont engagés, avec plus ou moins de détermination, sur la route de l'armement nucléaire.

De toute façon, que l'URSS survive ou pas en tant que telle, il y aura toujours à Moscou — ou à Saint-Petersbourg, puisqu'il est question de rendre à Leningrad son vieux nom — un pouvoir qui disposera des moyens de détruire la planète. Personne, d'autre part, n'est en mesure de dire quel genre de destin le réveil des nationalités réserve à l'Europe de l'Est et aux peuples de l'URSS. Il est peu probable qu'un pays disposant de l'arme nucléaire songe sérieusement à s'en débarrasser. La Part travailliste britannique lui-même, comme chacun sait, viré es cuti sur ce point.

Quant à la France, dont l'actuelle nostalgie du gaullisme semble tout de même signifier qu'elle entend, au sein d'une Europe unie, continuer d'exister en tant que telle, peut-être aurait-elle pu sans trop de peine faire l'économie de se doter d'une force de dissuasion. Maintenant que celle-ci existe, notre économie n'est pas aujourd'hui en si mauvaise forme qu'on puisse sérieusement songer à se priver d'une protection qui a certes coûté fort cher, mais qui devrait aider à faire face aux aléas, par définition imprévisibles, de l'histoire de demain.

ANDRÉ FONTAINE

Convoi à haut risque en RFA pour les armes chimiques américaines

BONN

de notre correspondant

Un convoi de 80 camions militaires, long de 7 kilomètres, a été pris en 1986, lors d'un sommet entre M. Reagan et le chancelier Kohl. En fait, ce type d'obus est complètement dépassé par les technologies chimiques militaires, qui font appel à des armes binaires (deux composants sans aucun danger si ils sont stockés séparément, mais dangereux si ils sont mis en contact). En outre, le stockage prolongé d'obus chargés de gaz mortels peut créer un facteur de risque à long terme. (Interim.)

Des mesures de sécurité d'un ampleur exceptionnelle avaient été prises pour garantir le bon déroulement de l'opération qui, de fait, s'est déroulée sans aucun incident, sous la protection de plus de 2.000 policiers et militaires allemands et américains, d'une dizaine d'hélicoptères et d'un réseau vidéo monté pour l'occasion.

Le général américain Dennis Banchoff n'a pas voulu indiquer, « pour des raisons de sécurité », la quantité exacte ni le type des obus qui ont été retirés de Clausen et stockés provisoirement à Miesau, à une cinquantaine de kilomètres au nord.

L'opération sera répétée vingt-neuf fois. Lorsque les 102 000 obus contenant du gaz moutarde et d'autres gaz mortels auront atteint Miesau, ils seront chargés sur des trains militaires qui, de nuit, rejoindront le port de Nordenham sur la mer du Nord. L'ultime étape de ce périple, deux navires militaires emporteront la dangereuse cargaison vers l'atoll Johnston, dans le Pacifique, où elle sera incinérée dans des fours spéciaux.

La décision de retirer les armes chimiques américaines de RFA avait été prise en 1986, lors d'un sommet entre M. Reagan et le chancelier Kohl. En fait, ce type d'obus est complètement dépassé par les technologies chimiques militaires, qui font appel à des armes binaires (deux composants sans aucun danger si ils sont stockés séparément, mais dangereux si ils sont mis en contact). En outre, le stockage prolongé d'obus chargés de gaz mortels peut créer un facteur de risque à long terme. (Interim.)

Nominations à l'UNESCO

Treize nominations ont été annoncées ces jours derniers à l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture par le directeur général, M. Federico Mayor. Le conseil exécutif, qui avait vivement critiqué lors de sa dernière session son plan de restructuration de l'UNESCO (le Monde du 20 mai), a donné son accord, mais plusieurs autres nominations sont restées en suspens.

Mme Francine Fournier (Canada) est nommée sous-directrice générale (le grade le plus élevé à l'UNESCO après le directeur général et les deux directeurs généraux adjoints) pour les sciences sociales et humaines.

M. Francesco Di Cistri (Italie) est nommé coordonnateur des programmes pour l'environnement. M. Di Cistri était depuis 1984 directeur du centre d'écologie du CNRS à Montpellier.

Le Soviétique Boris Kluchnikov, qui travailla à l'UNESCO de 1965 à 1971 puis de 1974 à 1981 et était consultant auprès du secrétariat depuis 1988, est nommé directeur de l'unité Europe à la division des relations extérieures.

M. del Corral Botran (Espagne) se voit confier la direction de la division du livre et du droit d'auteur et M. Thomas Keller (RFA), sous-directeur général pour les programmes généraux, est mis au poste de directeur du Bureau régional d'éducation pour l'Afrique (BERA) à Dakar.

M. Youcef Mentelachetta (Algérie) devient secrétaire du programme intergouvernemental d'alphabétisation (fonctions qu'il exerçait déjà par intérim depuis 1989), tandis que l'Égyptien Sadi Zulficar prendra la direction de la division de coopération avec les sources de financement. Enfin, le Philippin Anthony Victor Ordoñez est nommé directeur de la division d'éducation de base et le Mauritanien Ahmed Baba Miské directeur chargé des pays les moins avancés à la division des études sur le développement.

DIPLOMATIE

La « crise des ambassades » entre Madrid et La Havane

M. Fidel Castro accuse l'Espagne de « complicité avec l'impérialisme yankee »

Dans un discours prononcé à La Havane à l'occasion de la fête cubaine du 26 juillet, M. Fidel Castro a déclaré que si les Etats-Unis, l'Espagne et les autres pays de la Communauté européenne acceptaient de leur donner des visas, La Havane autoriserait « tout Cubain qui le souhaite à quitter l'île ». Fidel Castro, qui s'en est pris par ailleurs à l'Espagne qui avait donné refuge dans son ambassade à dix-huit demandeurs d'asile cubains, a ajouté que si les Etats-Unis voulaient eux aussi accueillir les gens qui « se sentent persécutés » à Cuba, ils n'avaient qu'à « venir les chercher avec des bateaux ». Les seules personnes exclues de cette proposition — sur le sérieux de laquelle les chancelleries restaient réservées — étant, a-t-il précisé, celles qui ont cherché à quitter Cuba en pénétrant de force dans des ambassades étrangères.

MADRID
de notre correspondant

La crise diplomatique entre l'Espagne et Cuba, due au « conflit des ambassades », risque d'être plus durable qu'on ne le croyait à Madrid. Le virulent discours, prononcé jeudi 26 juillet à La Havane

par Fidel Castro pour commémorer le trente-septième anniversaire de l'attaque de la caserne de la Moncada, considéré comme le « premier acte révolutionnaire » de Castro et de ses amis contre la dictature, est venu le prouver.

Rôle conciliateur

Le dirigeant cubain, en effet, n'y est pas allé de main morte, et l'Espagne socialiste a tenu une place de choix dans ses diatribes, au même rang que les Etats-Unis. Multipliant les allusions au passé colonial, il a accusé Madrid de se faire aujourd'hui complice de l'impérialisme yankee dans son offensive contre Cuba et s'en est pris à « l'arrogance et à l'insolence » espagnole. Il a affirmé que le gouvernement de Madrid avait « retenu » les réfugiés dans son ambassade à La Havane afin de « provoquer un scandale ». Plus grave encore, il a évoqué implicitement l'hypothèse d'une rupture avec Madrid en laissant tomber que « les intérêts espagnols à Cuba seront préservés, qu'il y ait ou non des relations diplomatiques entre nos deux pays ».

Ce discours était d'autant plus inattendu à Madrid que l'Espagne avait plutôt joué ces derniers jours la carte de la déconspiration. Objet de prédilection de l'ère cubaine, le ministre des Affaires étrangères, M. Francisco Fernández Ordóñez, n'en avait pas moins cessé de répéter que son pays entendait exclusivement résoudre le conflit par « la

voie du dialogue ».

De son côté, le vice-président du gouvernement, M. Alfonso Guerra, avait assuré, jeudi, que la crise actuelle constituait une simple « anecdote » dans les relations « traditionnellement fraternelles » entre les deux pays. « Je ne crois pas qu'il soit positif de faire monter la pression à ce propos », avait ajouté M. Guerra.

Force est désormais de constater à Madrid que telle n'est pas l'opinion du « commandante », qui semble avoir pris en personne l'affaire en main. Alors que plusieurs hauts fonctionnaires cubains s'étaient plutôt montrés conciliants avec l'Espagne ces derniers jours, il est clair que la décision d'adopter une ligne intransigente à l'égard de Madrid a été prise par Castro lui-même. Ce dernier, dit-on, serait personnellement affecté par ce conflit avec le gouvernement de M. Felipe Gonzalez, à qui l'unité avec la relation d'amitié.

Cette situation place dans une position difficile le gouvernement espagnol, qui n'avait pas encore réagi officiellement vendredi matin au discours de La Havane. M. Felipe Gonzalez a toujours soutenu que son pays soit à même de jouer un rôle conciliateur dans le cas où une démocratisation progressive se produirait à Cuba. Il pouvait jusqu'ici s'enorgueillir d'être l'un des rares chefs de gouvernement occidentaux écoutés avec la même attention, tant à La Havane qu'à Washington. Tout porte à croire que ce privilège est bien menacé.

THIERRY MALINIAC

AMÉRIQUES

CANADA : vers un règlement dans le conflit d'Oka

Un promoteur français au secours des « guerriers » mohawks...

MONTREAL

de notre correspondante

Un promoteur français est, à son corps défendant, devenu l'un des personnages-clés de la crise d'Oka, village du nord-ouest de Montréal, où les forces de l'ordre assiègent depuis une quinzaine de jours un millier d'Indiens mohawks, dont certains lourdement armés, retranchés dans une pinède.

M. Maurice Maxime-Rousseau, dont on sait peu de chose sinon qu'il réside dans l'ouest de la France, est en effet depuis 1987 le propriétaire légal de ce terrain boisé qu'il avait promis de vendre à la municipalité d'Oka afin de permettre l'agrandissement du golf local. Tel était du moins le grand projet du maire du village avant que les Mohawks n'occupent cette petite forêt abritant plusieurs de leurs sépultures.

Pour sortir de l'impasse — totale depuis que les policiers québécois ont perdu un de leurs hommes au cours d'une intervention musclée le 11 juillet dernier — le gouvernement canadien n'a pas hésité à faire venir discrètement M. Rousseau à Ottawa pour qu'il lui cède, même au prix fort, le terrain en litige pour le compte des Mohawks. Tout porte à croire qu'une entente a été conclue jeudi 26 juillet. Au moment où

M. Rousseau regagnait son pays le ministre canadien des Affaires indiennes, M. Tom Siddon, se montrait pour la première fois optimiste devant la presse, estimant qu'« il devrait être possible de désamorcer le conflit d'Oka » pour lequel toute la minorité amérindienne du pays s'est mobilisée.

Ce même jour, les policiers québécois ont reçu ordre de favoriser la libre circulation des vivres et des médicaments à travers les barrières mises en place autour du village. Le gouvernement québécois se devait de faire un geste : les appels pressants affluaient de toute part depuis qu'un organisme officiel québécois chargé de la protection des droits de l'homme et autorisé à se rendre sur place avait constaté mardi que les familles amérindiennes étaient soumises de facto à un véritable blocus alimentaire.

Restera ensuite à obtenir le plus difficile, à savoir la reddition de la faction dure des Mohawks, ces fameux guerriers dans les rangs desquels figureraient même d'anciens combattants de la guerre du Vietnam. Les chefs indiens de tout le Canada sont convenus d'organiser dimanche à Oka une grande manifestation en faveur du règlement pacifique d'un conflit dont les guerriers exigent de sortir la tête haute, sans menottes aux poignets.

MARTINE JACOT

SALVADOR : les discussions entre le gouvernement et la guérilla

Accord sur les droits de l'homme, désaccord sur les forces armées

Le gouvernement salvadorien et les rebelles du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) ont conclu, jeudi 26 juillet, un accord sur les droits de l'homme mais n'ont pas réussi à s'entendre sur la réduction des forces armées. Lors de la troisième série d'entretiens de paix, au Costa Rica, le gouvernement et les rebelles ont néanmoins signé jeudi à l'aube un accord en dix-neuf points sur les droits de l'homme.

Les deux parties ont accepté qu'une commission de l'ONU veille au respect des droits de l'homme au Salvador, où la guerre civile a coûté la vie à 75 000 personnes en dix ans. La commission n'entamera sa tâche qu'après l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu. Le gouvernement et les rebelles ont aussi décidé d'organiser une quatrième série d'entretiens au Costa Rica du 17 au 22 août. — (Reuters.)

A TRAVERS LE MONDE

BULGARIE

Impasse pour l'élection du président de la République

L'assemblée constituante bulgare n'est toujours pas parvenue, jeudi 26 juillet, à élire le président de la République.

Après deux tours de scrutin, aucun des candidats n'a réussi à atteindre la majorité des deux tiers requise, comme cela s'était déjà passé mardi (le Monde du 26 juillet).

Les consultations de mercredi entre les différents partis n'ont donc pas abouti puisque le Parti socialiste (ex-communiste), l'Union des forces démocratiques (UFD) et le Parti agraire ont soutenu chacun leur candidat, ce qui rend impossible toute élection.

Le dernier vote a pratiquement confirmé les résultats obtenus mardi : le candidat du PSB, M. Tchevchar Kurunov, est en tête avec 194 voix, suivi du candidat de l'UFD, M. Petar Dertliev, (148 voix) et du candidat du Parti agraire (41 voix).

Selon des sources non officielles, le PSB serait prêt à accepter que le président soit un représentant de l'opposition, à condition qu'il s'agisse d'un candidat autre que M. Dertliev. Le prochain vote aura lieu lundi. — (AFP, Reuters.)

ITALIE

Démission de quatre ministres

Les quatre ministres représentant l'aile gauche de la démocratie-chrétienne (DC) au sein du gouvernement de coalition italien, dont le ministre de la Défense, M. Mino Martinazzoli, ont présenté leur démission, jeudi 26 juillet. Cette décision a été prise après que le président du conseil, M. Giulio Andreotti (DC), ait annoncé devant la chambre des députés qu'il posait la question de confiance sur le projet de loi, actuellement en discussion, sur les interruptions publicitaires à la télévision. Un vote devait intervenir vendredi.

Cette démission collective est interprétée à Rome comme un épisode de la lutte qui oppose, au sein de la DC, la gauche qui soutient l'ancien premier ministre, M. Ciriaco De Mita, à M. Andreotti. (AFP, Reuters.)

AFRIQUE

M. de Klerk presse M. Mandela de faire cesser la lutte armée

Suite de la première page

Quelques heures après que M. Mandela eut fermement démenti, mercredi 25 juillet, l'existence d'un complot communiste, l'un de ses proches, M. Mac Maharaj, membre du NEC, la plus haute instance de l'ANC, était arrêté par la police. Egalement membre du bureau politique du Parti communiste sud-africain (SACP), M. Maharaj, souvent présenté comme le dauphin de M. Joe Slovo, était rentré en Afrique du Sud en juin.

Convenu de sabotage et condamné lors du procès de Rivonia en 1964, M. Maharaj avait été incarcéré dans la prison de Robben Island, d'où il avait été libéré en décembre 1976. En juillet 1977, il avait choisi l'exil et rejoint, à Lusaka en Zambie, l'état-major de l'ANC et du SACP.

Une quarantaine de personnes, membres à la fois d'Umkhonto We Sizwe (la Lance de la nation), la branche armée de l'ANC, et du SACP, dont deux responsables du Congrès indien du Natal, MM. Billy Nair et Praeven Gordon, ont déjà été arrêtées au cours des dix derniers jours, dans le cadre d'une enquête sur un complot visant à renverser le gouvernement.

Réseau et noms de code

Le chef de la police, le général Johan Van Der Merwe, a révélé que ses services étaient en possession d'un grand nombre de documents et de preuves accablantes. Il a affirmé que l'enquête continuait et que d'autres arrestations allaient intervenir. Un proche collaborateur de M. Maharaj, membre d'Umkhonto We Sizwe, du NEC et du SACP, a annoncé, jeudi, qu'il retournait à la clandestinité.

Selon des sources policières citées par la presse sud-africaine,

l'ANC aurait créé en 1987 un « comité présidentiel » (dont les sept membres, à l'exception du président Oliver Tambo, seraient également militants du SACP) chargé de mettre en place, à l'intérieur du pays, une structure clandestine. C'est ce réseau que les services de sûreté seraient en train de démanteler. Les policiers auraient eu accès à un ordinateur de l'ANC dont ils auraient tiré quatre mille pages révélant l'ensemble du réseau, les noms des membres ainsi que leurs noms de code. Le dispositif comprendrait environ soixante-dix personnes et douze commandements régionaux plus particulièrement chargés de l'entraînement terroriste.

Les documents saisis mettraient en cause des Belges et des Néerlandais liés au groupe international de l'ANC, formé par M. Klaas de Jonge, un Hollandais qui s'était réfugié dans son ambassade pendant deux ans avant d'être autorisé à quitter le pays. Les mêmes sources soulignent que ces documents sont postérieurs au discours du 2 février de M. de Klerk annonçant, entre autres, la légalisation de l'ANC, du SACP et la libération de M. Mandela. Il semblerait aussi que les infiltrations de membres d'Umkhonto We Sizwe aient continué après les entretiens officiels de Groote Schuur, au début mai, entre les délégations de l'ANC et du gouvernement, et qu'une « conférence » du SACP se soit tenue à Tongaat, peu de temps après.

Le ministère des affaires étrangères, au cours d'un briefing destiné aux diplomates, a fait référence aux minutes de cette conférence, qui indiqueraient que seules les parties signataires d'un accord de cessez-le-feu sont tenues de l'observer. Les représentants d'autres organisations participant aux négociations au sein d'une délégation mais ne signant pas ses qualités ne seraient pas liés par cet accord.

LIBÉRIA

Les ambassadeurs de la CEE expriment leur « horreur » devant les massacres

Des rebelles des deux factions rivales ont pénétré, jeudi 26 juillet, dans Monrovia par deux directions différentes, selon de bonnes sources diplomatiques à Abidjan. Les hommes de Prince Johnson, dissident du Front national patriotique du Libéria (NPFL) qui contrôlaient Bushrod Island, une île située au nord-ouest de la capitale dont elle est séparée par deux ponts, ont progressé vers le centre. Quant aux maquisards de Charles Taylor, ils ont réussi à atteindre la partie nord de la capitale de l'aéroport James Spriggs Payne, située dans la partie orientale de la ville.

Les ambassadeurs des cinq pays de la CEE qui sont en poste à Monrovia, ont publié un communiqué pour exprimer « leur horreur et leur dégoût devant le meurtre et le pillage de civils innocents ». A leur avis, « il est largement prouvé que les soldats gouvernementaux continuent d'assassiner des civils et des membres de la population ». Pour sa part, le roi du Maroc a adressé un message de félicitations au président Samuel Doe à l'occasion de la fête nationale du Libéria. — (AFP, Reuters.)

TUNISIE : boudant une assemblée monocolor

Le président Ben Ali cherche à relancer le débat démocratique

TUNIS

de notre correspondant

M. Ben Ali est mécontent de ses députés. Le chef de l'Etat a mis à profit la célébration du trente-troisième anniversaire de la proclamation de la République, mercredi 25 juillet, pour manifester son ire d'une façon pour le moins inattendue. Pendant plus d'une heure, tout ce que le pays compte d'officiels, l'attendu en vain à la Chambre des députés pour la traditionnelle réception, qu'il a boudée.

Il a fallu attendre le lendemain pour connaître, par les médias, aux aussi informés après coup, les raisons de ce boycottage qui se voulait, semble-t-il, spectaculaire : quarante-huit heures auparavant, plusieurs projets de loi n'avaient pu être adoptés par les législateurs. Suite de quorum. Aussi, selon l'organe gouvernemental la Presse, M. Ben Ali a exprimé « tout haut sa désapprobation » devant cette absence qui, en cette période de canicule, n'est pas seulement l'apanage de la Chambre des députés. Son attitude, a ajouté le commentateur officiel, « constitue d'une certaine manière un hommage solennel à la République, puisqu'elle vient rappeler que celle-ci est avant tout respect des institutions et des engagements pris envers le peuple ». Mais la défection d'une majorité des députés en séance n'a-t-elle pas aussi servi de bon prétexte au chef de l'Etat pour exprimer combien lui pèse l'existence de cette Chambre monocolor qui, depuis son élection il y a moins de dix-huit mois, nuit à l'image du pluralisme dont il se veut le promoteur?

Dans les cercles politiques, on prête à M. Ben Ali l'intention, d'ici à la rentrée de septembre, de relancer le « processus démocratique », qui s'est dangereusement enlisé. Une dissolution de la Chambre, souhaitée par nombre d'opposants mais qui équivaudrait à reconnaître les conditions très discutables dans lesquelles elle a été élue, paraît assez improbable. En revanche, le président pourrait reprendre son idée de libérer plusieurs sièges de députés — par des nominations ou des démissions provoquées — afin d'organiser des élections partielles qui permettraient à l'opposition d'entrer au Parlement. Faudra-t-il en outre que le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), qui est, selon les propres termes de M. Ben Ali, « le parti du président », accepte de jouer le jeu en sacrifiant un peu de sa toute-puissance sur l'autel de la démocratie.

MICHEL DEURÉ

En d'autres termes, le SACP, représenté par son secrétaire général, M. Slovo, au sein de la délégation de l'ANC, ne serait pas astreint à respecter un cessez-le-feu signé par l'ANC et le gouvernement. Ce n'est pas un hasard si ces révélations sur le SACP ont été faites soixante-douze heures avant la tenue d'un grand rassemblement dans un stade de Soweto pour le « relancement » du Parti communiste.

« L'arrestation de M. Maharaj nous préoccupe tous », a déclaré M. Mandela, qui a affirmé qu'il soulèverait « cette question avec le gouvernement », car il n'y a, selon lui, « aucune excuse pour utiliser de cette façon les lois sur la sécurité ». Le chef d'état-major d'Umkhonto We Sizwe, M. Chris Hani, vient d'accuser le gouvernement de provoquer « l'hystérie avec ses rumeurs de complot ». Pour M. Hani, qui avait soulevé un émoi certain au sein du gouvernement, en annonçant que l'ANC devait être prêt à s'emparer du pouvoir si les Blancs ne voulaient ni le partager ni le céder, l'arrestation de M. Maharaj est une « provocation ».

Le porte-parole du SACP, M. Jeremy Cronin, a déclaré, de son côté, que l'arrestation de M. Maharaj était « un acte de propagande plutôt qu'une action de maintien de l'ordre ». Il a confirmé que le SACP maintiendrait une « organisation clandestine » afin de protéger ses membres en cas de « coup de force de l'extrême droite ».

Le chef du Parti conservateur, M. Andries Treurnicht, considère que « l'ANC commettrait une grave erreur en pensant pouvoir renverser le gouvernement », car « il nous trouverait sur sa route ». Il s'agit donc que le gouvernement persiste à vouloir négocier avec une organisation prônant la violence et impliquée dans un complot insurrectionnel. A son avis, « le refus de M. Mandela de renier les propos de M. Hani » prouve bien que l'ANC n'est pas disposé à faire sienne « une solution acceptable pour les Blancs ».

FRÉDÉRIC FRITSCHER

EN BREF

ALGERIE : formation d'un syndicat islamiste. — Des intellectuels algériens ont annoncé, jeudi 26 juillet, la création de l'Union islamique des syndicats, qui se veut indépendante des partis politiques. Un syndicat, proche du Front islamique du salut (FIS), existe déjà. Il s'est prononcé en faveur de l'abolition de la Sécurité sociale, de l'adaptation du code du travail aux préceptes de l'islam et du versement d'un salaire minimum pour les femmes au foyer. — (Reuters.)

KENYA : nouvelle arrestation d'un avocat après sa libération. — M. Githobu Imanyara, un avocat de l'opposition, qui avait été libéré, ainsi que deux de ses collègues, mercredi 25 juillet, après trois semaines de détention, a été de nouveau arrêté. Rédacteur en chef du journal juridique Nairobi Law Monthly, il avait accusé le gouvernement d'empêcher sur l'indépendance de la justice. Les trois autres avaient été relâchés le lendemain de la rencontre entre le président Daniel Arap Moi et un opposant, M. Paul Muite, qui avait qualifié d'« encourageant » cet entretien. — (AFP.)

COLOMBIE : assassinat d'un député de l'opposition. — Un député colombien du Parti conservateur (opposition), M. Jaime Salazar Robledo, a été assassiné jeudi soir 26 juillet, à Pereira, dans le sud-ouest du pays, a annoncé la police. Le député a été abattu dans le centre de la ville par un inconnu se déplaçant à moto, qui est parvenu à prendre la fuite. — (AFP.)

PEROU : regain de violence à deux jours de l'investiture du président Fujimori. — A deux jours des cérémonies d'investiture du nouveau président péruvien, une vague d'attentats, déclenchée par plusieurs groupes terroristes, dont le Sentier lumineux, a fait au moins une trentaine de morts. D'autre part, jeudi 26 juillet, la police a fait état d'un attentat à la bombe au palais du gouvernement, perpétré par un commando armé et d'une violente attaque menée par quelque cent cinquante guérilleros du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) dans une capitale provinciale, à Yurimaguas, à 370 kilomètres au nord-est de Lima. — (AFP.)

AFGHANISTAN : quatre morts dans une attaque à la roquette contre Kaboul. — Quatre personnes au moins ont été tuées et dix autres blessées dans une attaque à la roquette lancée, jeudi 26 juillet, contre la capitale afghane, a indiqué Radio-Kaboul, qui a mis en cause les Etats-Unis pour ses livraisons d'armes à la résistance. Les tirs ont également provoqué d'importants dégâts dans trois quartiers résidentiels de la capitale, selon la radio. — (AFP.)

سكنا من الامم

هكذا من الاجل

POLITIQUE

POINT DE VUE

Le temps d'agir

par Alain Carignon

L'ENTRE-DEUX-FRANCE s'achève. Notre pays attend le printemps de sa vie publique. Non sans lassitude, car tant de rendez-vous ont été manqués. Faute de passer aux actes, l'évolution a d'abord frappé les discours. Comme si leur incapacité à concrétiser avait amplifié l'amertume, les responsables politiques sont devenus des pessimistes professionnels, accentuant ainsi, en permanence, le fossé qui les sépare des citoyens.

Depuis 1988, une vive accélération du processus s'est produite. Depuis quelques mois, le RPR est entré dans un engrenage d'ascension disciplinaire. Une évolution dangereuse qui peut conduire à la marginalisation du mouvement gaulliste.

Ceux qui vivent avec enthousiasme et espoir leur engagement public ne peuvent se résigner à cette issue. Ce n'est pas au moment où la France se réveille « charles-de-gaulliste » que le parti qui rassemble le plus de gaullistes authentiques doit abandonner ses valeurs et ses références.

La vie publique française a découvert trois nouveaux espaces.

D'abord, l'inconnu. Jusque-là, les forces publiques classiques quadrillaient avec efficacité et rationalité le territoire politique. Malheureusement pour elles, à une société complexe et éclatée ne peut plus correspondre une organisation politique simplifiée, figée, quasi militaire. Une organisation politique qui était verrouillée par des partis structurés, hiérarchisés, guidés par l'opération du chef présidentiable. En ce domaine, l'inconnu a doublement frappé. D'une part, les Français se sont évadés de ces structures politiques-là. Le Front national, les écologistes, l'abstention sont des formes diverses de refus de ces modèles politiques d'hier. D'autre part, la France décentralisée est passée par là. Hier, aucun salut n'existait hors de Paris. Aujourd'hui, la diversité territoriale existe et se renforce constamment. Une diversité territoriale subtile, diffuse, rebelle pour des responsables publics libéraux, qui n'ont jamais eu pour ambition de planter le drapeau d'un parti sur une ville ou sur un département mais qui tentent au quotidien de hisser le seul pavillon de réalisations concrètes, d'innovations, de valeurs. Cet inconnu-là accélère le mouvement des événements.

Second nouvel espace, la mutation du débat présidentiel. La France a dû attendre les années 90 pour vivre la fin des usages de la monarchie républicaine instituée en 1958. Jusqu'alors, après une implacable logique initiale solennelle, le roi républicain offrait à l'opinion un successeur d'ailleurs plus subi par le premier que réellement porté. Maintenant, grande fille émancipée, l'opinion désigne d'elle-même ses leaders. De ce fait, le nombre de présidentiables augmente considérablement. Le débat présidentiel devient plus ouvert et incertain.

La preuve par le neut

Troisième nouvel espace, la personnalisation du débat public. Derrière les dossiers, l'opinion voit des visages. Ces visages traduisent des personnalités, des tempéraments, plus que des identités de doctrine. Les médias se chargeront d'accélérer, à aussi, cette mutation. Dans cette logique, les partis deviennent moins les garants de dogmes que des lieux de rencontre et des supports logistiques de celles et de ceux qui souhaitent accompagner une partie du parcours du candidat choisi. Il est désormais loin, le temps où l'engagement partisan était le quasi-parallèle d'un choix religieux pour partir en croisade contre l'enfer des idées de l'autre.

Ces trois nouveaux espaces ont révolutionné la vie politique française.

Le printemps de notre vie politique passe par la mise en œuvre de quatre réformes essentielles.

Tout d'abord, le choix de l'audace. Tout bouge partout, sauf dans la vie politique française, repliée sur elle-même avec des réflexes de boutiquiers soucieux des seuls intérêts de leurs fonds de commerce. Or l'audace, c'est contribuer à créer rapidement une nouvelle vie publique, sur la base d'une action concrète, acceptant le concurrent, sous une forme dédramatisée, à l'exception de la percée inacceptable du Front national.

Pour lutter efficacement contre

cains doit primer. Pactiser avec le Front national, c'est se renier pour gagner même par la petite porte. L'ignorer, c'est non seulement accepter les pactes obscurs, mais surtout se refuser à dénoncer les dangers de cette formation politique.

Il y a donc place, dans un premier temps, compte tenu de l'importance de cette urgence impérative, à organiser des contrats de gouvernement locaux ou nationaux. Ils doivent être basés sur la modernisation de la vie publique locale ou nationale avec des objectifs clairs et précis. Les gaullistes, forces de rassemblement pour l'intérêt général, doivent en être les premiers porteurs.

Le Front national revenu à une portion marginale, notre vie publique pourra retrouver des ancrages différents. Sous cette forme, cette audace frappe à la porte de chacun. Dans de brefs délais, l'opinion doit pouvoir juger sur les actes.

Un pays au passé riche

Deuxième réforme : pratiquer la vraie compétition. Jusqu'à ce jour, la vie publique subit trop souvent l'absence de compétitions loyales. Les désignations des candidats sont dominées par les rentes de situation. La vie publique apparaît ainsi comme un club fermé composé de professionnels habiles pouvant compter sur des modalités discrètes de cooptation. Il faut généraliser l'entrée de ceux qui ont, par leur action dans les entreprises, la vie sociale ou culturelle, montré leur capacité à agir, plutôt que de privilégier en permanence ceux qui ont seulement bataillé dans leur parti pour en graver les échelons. Seul moyen pour que le plus grand nombre de citoyens se sentent concernés à nouveau et acceptent de s'impliquer.

Troisième réforme : clarifier et valoriser les compétences locales. Une nouvelle loi de décentralisation est indispensable. Elle doit viser non seulement la simplification des attributions mais aussi l'organisation de l'espace territorial. Mieux rassembler sur des missions essentielles, l'Etat gagnera en efficacité et retrouvera de ce fait son autorité d'État.

Enfin, dernière réforme essentielle : s'attaquer réellement aux valorisations attendues des grands services publics de solidarité. Des services publics qui ressemblent de plus en plus à des armées administratives démotivées, désargentées, décredibilisées. Leur faiblesse est la première des injustices et un réel grave facteur quotidien d'inégalité.

Toutes ces réformes demandent du courage pour lutter contre les habitudes, les droits acquis, les bagages institutionnels. Ces réformes s'imposent pourtant pour réconcilier les Français et leur vie publique.

Avec la création du Forum républicain, toutes celles et tous ceux qui partagent cette conscience agiront dans de brefs délais. Ils recomposeront un échiquier politique désuet. Ils définiront les modernisations indispensables. Ils dynamiseront un pays au passé riche, et à l'avenir prometteur. Ils retrouveront le goût des conquêtes et des vrais enjeux. Il est temps d'agir.

► M. Alain Carignon, mis en cause du RPR en juin dernier, est ancien ministre, maire de Gragny, président du conseil général de l'Isère.

Mort de Gérard Minvielle ancien sénateur des Landes

Gérard Minvielle, ancien sénateur socialiste des Landes, est décédé à son domicile de Tartas (Landes), jeudi 26 juillet, à l'âge de quatre-vingts ans.

(Né le 25 octobre 1920, à Geaune (Landes), Gérard Minvielle avait été inspecteur central des contributions indirectes de 1921 à 1946. Maire de Tartas (Landes) de 1945 à 1983, date à laquelle il avait abandonné son mandat, il avait été, en outre, conseiller général socialiste de Tartas-Est de 1949 à 1979. Cette année-là, il ne s'était pas représenté. Élu le 8 décembre 1946 au conseil de la République, puis au Sénat à partir de 1958, il avait siégé au Palais du Luxembourg comme sénateur socialiste des Landes jusqu'en 1983. M. Minvielle avait été questeur du conseil de la République de 1953 à 1958, puis questeur du Sénat de 1958 à 1983.)

Les propositions du ministre de l'intérieur

La recherche d'un statut compatible avec l'insularité corse peut se heurter à des obstacles constitutionnels

Depuis plusieurs semaines, M. Pierre Joxe a engagé une nouvelle phase de discussions afin de rédiger un projet de loi sur la Corse portant, notamment, sur le statut de l'île. Les orientations du ministre de l'intérieur visent à donner à la région plus d'autonomie et de responsabilités. Il les a présentées dans une lettre aux élus corses les 23 et 24 mai, puis dans un entretien au Monde du 28 juin. Toutefois, la Constitution française, bâtie sur le principe jacobin de l'unité de l'État, ne lui donne pas de larges possibilités de manœuvre. Le Conseil constitutionnel a déjà eu l'occasion de donner, en la matière, une interprétation assez stricte de la loi fondamentale.

Selon le calendrier envisagé par le ministre, le projet de loi pourrait être déposé au Parlement à la rentrée afin d'être débattu pendant la session d'automne. Toutefois, M. Michel Rocard n'est pas encore tout à fait déterminé et ne veut pas s'engager dès maintenant sur le dépôt à l'autonomie d'un tel projet. D'une manière générale, le premier ministre a toujours affirmé qu'il se fixait comme ligne de conduite de légiférer le moins possible, quand toutes les autres voies ont été explorées. Si le projet réformant le statut de la Corse dans le sens d'une autonomie accrue voit bien le jour, il devra aussi veiller à ne pas s'attirer les foudres du Conseil constitutionnel.

« Je cherche (...) comment le droit constitutionnel français peut permettre d'établir un statut adapté aux spécificités de la Corse », expliquait M. Joxe dans l'interview accordée au Monde. Cette recherche peut être bien délicate, et contrecarrer plus sûrement

ses projets que l'opposition des milieux les plus conservateurs de l'île.

La Constitution pose une borne et n'indique qu'une voie étroite. La borne, c'est son article 2, qui dispose que « la France est une République indivisible... », avec la conséquence qu'en tire l'article 16, qui place, au nombre des menaces permettant au chef de l'État de se doter des pleins pouvoirs, celle sur « l'intégrité (du) territoire ». La voie, c'est l'article 72, qui permet à la loi de créer « toutes autres collectivités territoriales » en dehors des communes, des départements et des territoires d'outre-mer.

Le Conseil constitutionnel a déjà eu l'occasion d'insister sur la prudence avec laquelle il fallait l'employer.

Quelques garde-fous

Le premier statut particulier de la Corse, voulu par Gaston Defferre, fut soumis par la droite aux gardiens de la Constitution. Ceux-ci, dans une décision du 25 février 1982, n'y trouvèrent rien à redire mais posèrent quelques garde-fous. Ainsi estimèrent-ils que le statut qui leur était soumis ne comportait pas « dans l'état actuel de la définition des attributions respectives des autorités décentralisées et des organes de l'État (...) des dispositions qui puissent en tant que telles être regardées comme portant atteinte au caractère indivisible de la République » et à l'intégrité du territoire national. C'était dire que dans un autre « état » cela aurait été possible.

Le Conseil constitutionnel recommanda la même prudence devant le mode de scrutin qui prévoyait que l'Assemblée de Corse serait élue sur des listes régionales. Il considéra que, comme celui des régions continentales n'était pas encore connu, rien ne permettait de soutenir que le régime appli-

que à la région Corse sera dérogeatoire au droit commun. Il ne disait donc même pas qu'il ne pouvait pas être dérogeatoire. Le gouvernement de M. Laurent Fabius ne voulait pourtant pas prendre de risques, et lorsqu'en 1985 il décida que les conseils régionaux seraient élus sur des listes départementales, il fit modifier dans ce même sens la situation de la Corse.

La leçon de l'outre-mer

Un commentateur avisé de la jurisprudence du Conseil constitutionnel, son actuel secrétaire général, M. Bruno Genevoix, a pu ainsi écrire (1) à propos de cette décision : « Elle tire son intérêt de ce qu'elle admet l'existence d'un certain particularisme administratif au sein de la métropole, tout en prenant garde cependant à ce qu'il ne débouche sur un morcellement institutionnel. » Pour lui « le Conseil a cherché à ménager l'avenir ». Effectivement, le Conseil n'a cette fois donné aucune recette de la doctrine. M. Genevoix lui-même la juge « stricte » en évoquant sa « rigueur ». Mais, cette fois encore, le sage principe de la vérification de la constitutionnalité des lois pourrait se révéler pernicieux. Par crainte de se voir censurer, il est déjà arrivé que le législateur se montre excessivement prudent, en ne cherchant pas à aller jusqu'aux extrêmes limites permises par la Constitution. M. Joxe ne voudrait vraisemblablement pas prendre le risque de voir le nouveau statut qu'il envisage pour la Corse jugé contraire à la loi fondamentale. Si la crainte du Conseil constitutionnel peut inciter à la sagesse, elle peut, aussi, conduire à la pusillanimité.

Les précisions furent apportées un peu plus tard, et à propos des départements d'outre-mer. Toujours en 1982, le gouvernement socialiste voulut fusionner les conseils généraux et régionaux des régions mono-départementales qu'il créait dans les DOM. Cette fois, par sa décision du 14 décembre 1982, le Conseil constitutionnel ne le laissa pas faire.

Constatant que, dans le texte qui lui était soumis, les assemblées départementales d'outre-mer seraient élues, comme les conseils régionaux, à la proportionnelle, il en déduisit qu'elles ne pourraient plus assurer « la représentation des composantes territoriales du département », comme cela était le cas en métropole par le scrutin cantonal. Or, pour le Conseil : « Le statut des départements d'outre-mer

doit être le même que celui des départements métropolitains sous la seule réserve des mesures d'adaptation que peut rendre nécessaire la situation de ces départements d'outre-mer ; que ces adaptations ne sauraient avoir pour effet de conférer aux départements d'outre-mer une organisation particulière » prévue par (...) la Constitution pour les seuls territoires d'outre-mer.

Si un DOM ne peut avoir une « organisation particulière » par rapport aux départements métropolitains, est-il envisageable que la Corse ait un statut spécial, c'est-à-dire « une organisation particulière » différente de celle des régions continentales ? A moins que M. Joxe ne veuille faire de l'île un « territoire d'outre-mer »...

La jurisprudence n'est donc guère encourageante pour le ministre. Il est vrai que le Conseil constitutionnel peut la faire évoluer. Sa décision sur l'outre-mer avait été critiquée, et pas simplement par les « politiciens », mais aussi par les commentateurs de la doctrine. M. Genevoix lui-même la juge « stricte » en évoquant sa « rigueur ». Mais, cette fois encore, le sage principe de la vérification de la constitutionnalité des lois pourrait se révéler pernicieux. Par crainte de se voir censurer, il est déjà arrivé que le législateur se montre excessivement prudent, en ne cherchant pas à aller jusqu'aux extrêmes limites permises par la Constitution. M. Joxe ne voudrait vraisemblablement pas prendre le risque de voir le nouveau statut qu'il envisage pour la Corse jugé contraire à la loi fondamentale. Si la crainte du Conseil constitutionnel peut inciter à la sagesse, elle peut, aussi, conduire à la pusillanimité.

THIERRY BRÉHIER

(1) Bruno Genevoix : La Jurisprudence du Conseil constitutionnel, Éditions Sciences et techniques humaines.

Le Monde

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
75, RUE HUBERT-MÉRY
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. André Fontaine, gérant.

Impression :
du « Monde »
12, rue de Valenciennes
94557 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 347
ISSN : 0395-2037

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

PP. Paris RP

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Valeurs normales-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de
votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
SERVICE À DOMICILE :
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
nouveau numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Appelés sous les drapeaux

L'association Jeune pied-noir reproche à M. Chevènement son « favoritisme pour les Beurs »

L'association Jeune pied-noir, dont le secrétaire général est M. Bernard Coll, reproche au ministre de la défense ses directives particulières en faveur des jeunes Français issus de l'immigration maghrébine et appelés sous les drapeaux (le Monde du 19 juillet).

Elle écrit notamment, dans une « lettre-pétition » adressée à M. Jean-Pierre Chevènement : « Votre favoritisme pour les Beurs » est difficile à faire comprendre aux jeunes Français de souche et aux enfants de nos compatriotes d'AFN et d'outre-mer dont les parents se sont battus pour la France, particulièrement à nos amis harkis et à leurs enfants qui n'ont jamais bénéficié, depuis vingt-huit ans, de mesures semblables (...) Ce qui paraît très étonnant, c'est que vous prôniez des mesures pour une « meilleure intégration » qui vont produire un effet contraire à celui escompté. Nous sommes parmi les nombreux Français de toutes origines qui voudraient bien savoir comment il est possible d'intégrer des populations étrangères en les isolant dans une culture dont les valeurs sont souvent en complète opposition avec celles de notre civilisation. Nous serions très heureux que vous nous l'expliquiez lors d'un débat contradictoire radiotélévisé. »

Le Front national indésirable dans les Landes. — Deux communes des Landes, Magescq et Seignosse, ont refusé d'accueillir un meeting avec M. Le Pen que comptait organiser, cet été, la fédération du Front national, a annoncé, jeudi 26 juillet, le secrétaire départemental du mouvement d'extrême droite. Les deux conseils municipaux ont refusé d'accueillir cette réunion pour « éviter des troubles de l'ordre public », de même que le maire de Soustons, qui avait été sollicité pour une fête du FN en septembre.

Les rocardiens houlent sur « le coup de chaleur » de M. Toubon. — Dans le dernier numéro de leur lettre Convaincre, les rocardiens estiment que M. Toubon « a publié dans le Monde des lignes indignes qui montrent un penchant nouveau pour l'amalgame et la calomnie ». « Toubon a eu un coup de chaleur », espèrent que cela s'arrangera avec les vacances », ajoutent les amis du premier ministre.

MARTINIQUE : « Journée de la morte ». — La plupart des entreprises commerciales, industrielles et artisanales de Martinique ont observé, mercredi 25 juillet, une « journée de la morte » à l'appel de treize organisations socioprofessionnelles qui entendaient manifester leur mécontentement face aux nombreuses coupures de courant frappant l'ensemble de ce départe-

ment antillais depuis le début d'une grève commencée le 19 juillet à EDF-Martinique. A Fort-de-France, les grandes surfaces, de nombreux restaurants et stations-service sont restés fermés tout au long de la journée. Environ deux cents personnes ont défilé dans les rues et devant le centre EDF de Martinique aux cris de « nous ne nous laissons pas manipuler » et « nous voulons travailler ».

M. Mitterrand dans le « désert de Retz ». — Avant de se rendre dans le parc du château de Versailles, mercredi après-midi 25 juillet (le Monde du 27 juillet), M. François Mitterrand s'est rendu dans le « désert de Retz », site du XVIIIe siècle classé monument historique, situé en bordure de la forêt de Marly-le-Roi près de Chambourcy (Yvelines).

Mme Trautmann reçoit par M. Rocard. — M. Michel Rocard a reçu, jeudi 26 juillet, M^{me} Catherine Trautmann, maire socialiste de Strasbourg, qui l'a alerté sur le « déséquilibre en faveur de Bruxelles » existant, selon elle, au sein du groupe de travail du Parlement européen chargé d'étudier le « compromis » fixant les sessions extraordinaires à Strasbourg et les sessions extraordinaires à Bruxelles. M^{me} Trautmann a également souligné la nécessité de faire avancer « la nécessité de faire avancer le plus rapidement possible » le dossier du TGV est-européen.

A Marseille, Saint-Nazaire, Saint-Dié et Saint-Denis-de-la-Réunion

Des contrats de ville contre l'exclusion sociale

La politique de lutte contre l'exclusion par le développement social urbain entre dans une phase nouvelle avec la signature prochaine de quatre contrats de ville entre l'Etat et les agglomérations de Marseille, Saint-Dié, Saint-Nazaire et Saint-Denis-de-la-Réunion. Commencée en avril 1989, la négociation conduite par les préfets avec les partenaires locaux est terminée, et le comité interministériel des villes (CIV), réuni jeudi 26 juillet à l'hôtel Matignon, a donné le feu vert pour le déblocage des crédits. Le gouvernement a également lancé « une nouvelle étape de la politique de prévention de la délinquance ».

L'Etat participera à hauteur de 35 % en moyenne aux investissements qui seront réalisés pour améliorer l'habitat, les transports, l'aménagement urbain, mais aussi la prévention contre la délinquance, l'insertion par la formation professionnelle et la lutte contre l'échec

scolaire dans les quartiers les plus défavorisés. Pour le projet de Saint-Dié (Vosges), la contribution de l'Etat sera de 35 millions de francs sur trois ans, de 60 millions à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), de 446 millions à Marseille, pour laquelle M. Michel Rocard a souhaité que le contrat de ville s'accompagne d'une réflexion sur le développement économique de l'agglomération, et enfin de 499 millions à Saint-Denis-de-la-Réunion, où « un effort exceptionnel sera consenti pour la résorption de l'habitat insalubre ».

Il s'agit en grande partie de moyens déjà existants dans les différents ministères - et pour 70 % déjà déconcentrés - mais qui sont mis en commun dans une ligne budgétaire unique par souci de simplification administrative et par volonté politique de « dépenser mieux ». Unanimes, paraît-il, sur la nécessité de cette globalisation, les ministres réunis à Matignon ont fait le point de l'état d'avancement des projets des neuf autres agglomérations qui s'étaient engagées dans l'élaboration d'un contrat de ville (1).

Certains maires s'étaient récemment inquiétés de la lenteur du processus. Selon M. Yves Dauge, délé-

gué à la ville, la préparation se poursuit normalement, mais, précise-t-il, la mise en œuvre est forcément longue, car « l'organisation urbaine doit être réinventée avec les partenaires locaux. Le projet n'est pas technocratique, il s'inscrit dans une démarche locale renouvelée ».

Mesures d'urgence

L'objectif des contrats de ville est de conduire une approche globale des problèmes urbains différenciés, mais complémentaires, de l'action déjà engagée par la délégation interministérielle à la ville dans quelque quatre cents quartiers à problèmes. Cette politique à moyen terme n'exclut pas des mesures d'urgence. M. Rocard a ainsi annoncé un effort budgétaire de 200 millions de francs en 1990 et 1991 à destination d'une centaine de sites, choisis avec M. Hubert Prévot, secrétaire général à l'Intégration, en raison de leur situation particulièrement difficile, notamment à Dreux et dans les quartiers nord de Marseille. Les préfets concernés recevront dans les prochains jours une lettre du premier ministre pour qu'ils affectent

ces « crédits exceptionnels et souples » au financement d'initiatives locales.

Parallèlement, le comité interministériel des villes a décidé de lancer « une nouvelle étape de la politique de prévention de la délinquance ». Les premiers arbitrages budgétaires pour 1991 prévoient dans ce secteur une forte augmentation des moyens, qui passeront de 71 à 110 millions de francs. Cet argent frais, désormais distribué selon des contrats pluriannuels de trois ans, est destiné à stimuler les six cent cinquante conseils communaux de la prévention existant en France. Sur proposition de M. Gilbert Bonnemaison, chargé de la prévention de la délinquance au Conseil national des villes, le CIV a décidé la création d'« observatoires locaux de la délinquance », dotés de moyens d'études modernes.

JEAN-JACQUES BOZONNET

(1) Le Creusot-Montceau-Les-Mines, Lyon, Creil, Toulouse, Reims, Dunkerque, Lille, Mantes-la-Jolie de Seine et le département de Seine-Saint-Denis.

REPÈRES

ARCHÉOLOGIE

Un « veau d'or » trouvé en Israël

Une petite idole (11,5 cm de long, 10,5 cm de haut), représentant un veau, faite de bronze et peut-être aussi d'argent et de plomb, a été trouvée récemment dans les ruines d'un temple, sans doute cananéen, de la ville d'Ashkelon (Israël) par des archéologues de l'université américaine Harvard, dirigés par le Dr Lawrence E. Stager. La statuette, en très bon état, devait être placée dans une sorte de « reliquaire » de terre cuite dont on a retrouvé les morceaux. La céramique accompagnant l'idole permet de penser que celle-ci a été faite vers 1550 avant Jésus-Christ. Il s'agit très probablement du dieu-tauureau (le veau d'or) contre le culte duquel la Bible s'élève à plusieurs reprises. - (JPL)

RELIGIONS

Jean-Paul II rappelle à l'ordre les prêtres d'Amérique latine

Le pape a fermement demandé aux prêtres et religieux d'Amérique latine, jeudi 26 juillet, d'abandonner la politique et de ne pas se laisser influencer par le marxisme. Dans une lettre de 46 pages, rédigée dans la perspective du 500^e anniversaire, en 1992, de la découverte du Nouveau Monde, le souverain pontife réaffirme des positions sur des sujets tels que la « théologie de la libération », l'aide de l'Eglise aux pauvres et le besoin d'une nouvelle évangélisation du continent. « Dans certains cas, écrit-il, on a enregistré des interprétations erronées, dans un esprit marxiste, du problème des pauvres, ce qui a conduit à des comportements pastoraux anormaux. » - (AFP, Reuters)

NOMINATIONS

Mgr Gérard Defois évêque coadjuteur de Sens

Mgr Gérard Defois, recteur de l'université catholique de Lyon, a été nommé, jeudi 26 juillet 1990, évêque coadjuteur de Mgr Eugène Emoult, dans le diocèse de Sens (Yonne).

[Né le 5 janvier 1931 à Nueil-sur-Layon (Maine-et-Loire), Mgr Defois a fait ses études au grand séminaire d'Angers, avant d'être ordonné prêtre en 1956. Vicaire à Angers, puis supérieur de lycée à Cholet jusqu'en 1963, il reprend alors ses études, à l'Institut supérieur de théologie de Paris, où il est ensuite professeur à l'Institut supérieur de culture religieuse d'Abidjan de 1971 à 1976. Secrétaire général adjoint, puis secrétaire général de l'épiscopat français, respectivement en 1973 et en 1977, le Père Defois est appelé en juin 1984 au poste de recteur de l'Université catholique de Lyon, où il a en charge près de six mille étudiants.]

MÉDECINE

La Croix-Rouge nationale demande un complément d'information

Sursis pour le dispensaire de Levallois-Perret

La Croix-Rouge française a décidé de sursis à toutes les opérations liées à la fermeture du dispensaire de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), qui fait l'objet d'une promesse de vente au profit d'une société immobilière (le Monde du 17 juillet 1990). En désaccord avec la Croix-Rouge des Hauts-de-Seine, qui a mené la transaction, l'organisation humanitaire estime cette opération insuffisamment « transparente pour qu'on la laisse exécuter » sans un complément d'information.

Alignés sur les bancs de la salle d'attente, les usagers du dispensaire de Levallois-Perret sont venus prendre le pouls de leur établissement. Pas brillant. Le gel des « opérations liées à la fermeture », licenciement du personnel et transaction immobilière, n'annule pas pour autant la promesse de vente qui doit prendre effet au 30 octobre.

« Vous comprenez, ici c'est notre maison, explique Louise, mère de famille d'origine algérienne. On y accepte tout le monde, noir ou blanc. » Le dispensaire, qui pratique le ticket modérateur, accueille une majorité d'immigrés dont certains ignorent le français. Ils trouvent la disponibilité et l'attention pour recevoir des soins dentaires, de médecine générale ou spécialisée.

« Quand on m'a dit que le dispensaire était fermé, je suis allée faire une série de piqûres chez une

infirmière libérale, explique une femme de quatre-vingts ans. J'ai payé trois fois plus cher. Beaucoup ne peuvent pas faire l'avance de telles sommes. » Bien sûr, les murs sont écaillés. Bien sûr, le vieux stéthoscope en cuivre aurait plutôt sa place dans un magasin d'antiquités. Mais les habitants bénéficient, dans ce centre désert, d'une prise en charge qui, disent-ils, n'existe pas ailleurs.

Avec environ 15 000 consultations par an, le dispensaire de Levallois-Perret est le seul de la commune après la fermeture, en 1986, du centre municipal de santé. Il est vrai qu'au gré des opérations immobilières la population défavorisée des environs cède la place à une clientèle plus aisée, peu consommatrice de ce type de soins.

Transparence

« insuffisante »

C'est le 14 juin 1990 que la Croix-Rouge départementale des Hauts-de-Seine a informé les usagers du centre de sa fermeture à partir du 13 juillet. Raison invoquée : des normes d'hygiène et de sécurité non conformes « dans des bâtiments expropriés par la ville de Levallois ». En réalité, si la municipalité a bien prêté, en décembre 1985, une « délibération en vue d'expulser » afin d'agrandir une école voisine, ce projet a finalement été abandonné en 1989.

Le dispensaire n'a donc pas fait l'objet d'une expropriation, comme le reconnaît aujourd'hui la Croix-Rouge, mais d'une promesse de vente au profit de la SCRM (Société de France), une filiale de la SEMA-

REL, la société d'économie mixte chargée de l'aménagement de la commune de Levallois-Perret. Cette transaction, d'un montant de 4 millions de francs, a d'ailleurs été entérinée par le conseil national d'administration de l'organisation humanitaire, le 7 juin.

Aujourd'hui, la Croix-Rouge des Hauts-de-Seine explique sa décision de vendre par le déficit du dispensaire (175 000 francs en 1989) associé à une baisse de fréquentation depuis 1986, dans une conjonction difficile pour l'organisation départementale. « Cette vente permettrait la mise à flot de la trésorerie du dispensaire de Villeneuve-la-Garenne, qui est six fois plus fréquenté que celui de Levallois », précise M. Jacques Brugnon, président du conseil départemental.

Face à une transaction jugée « insuffisamment transparente », M^{me} Georgina Dufour, présidente de la Croix-Rouge nationale, devrait nommer, dans les prochains jours, un haut fonctionnaire chargé d'apporter un complément d'information sur cette affaire. Il devra procéder à une enquête portant à la fois sur l'utilité du centre et sur la transaction dont il fait l'objet. Certaines activités, comme les consultations dentaires et de prévention maternelle et infantile, pourraient être conservées dans des locaux qui restent à préciser, signale la Croix-Rouge nationale.

MARTINE LARONCHE

EN BREF

Les satellites lancés par Ariane sur leur première orbite. - Les premiers manœuvres d'apogée des satellites français TDF 2 et ouest-allemand DFS 2 Koperkaus, lancés mardi 24 juillet par la fusée européenne Ariane, ont été effectués avec succès et à l'heure prévue dans la journée du jeudi 26 juillet. Leurs moteurs devront encore être allumés deux fois dans les prochains jours, avant que ces satellites de télévision et de télécommunication ne gagnent définitivement l'orbite géostationnaire où ils devront travailler. - (AFP)

Les cosmonautes soviétiques ont fermé l'écoutille du module Kvant-2. - Anatoli Soloviev et Alexandre Balandine ont effectué une nouvelle sortie dans l'espace, jeudi 26 juillet, pour réparer l'écoutille extérieure du sas de sortie du module Kvant-2, restée entrebâillée depuis dix jours. Selon la télévision soviétique, il leur a fallu passer trois heures et demi à l'extérieur de la station Mir pour fermer le sas, apparemment bloqué « par un défaut de fabrication » ou par « un élément qui a été endommagé durant le vol ». - (AFP)

Eléphants protégés au Mozambique. - Le gouvernement du Mozambique, qui avait refusé jusqu'ici d'obtempérer aux décisions internationales sur l'interdiction de la chasse aux éléphants, vient de changer d'attitude. Les pachydermes - dont le nombre est passé

en dix ans de 54 000 à 16 600 - sont désormais protégés sur le territoire mozambicain. Toutefois, la guerre civile qui ravage le pays rend pratiquement impossible la lutte contre les braconniers. - (AFP)

Gaëllia juridique autour de Markolsheim. - L'association pour la protection de la nature en Alsace a déposé, jeudi 26 juillet, un recours devant le tribunal administratif de Strasbourg demandant l'annulation de l'autorisation donnée par le ministère de l'Agriculture au défrichement de 30 hectares de la forêt rhénane à Markolsheim (Bas-Rhin). Les 1 500 adhérents de l'association ont écrit à M. François Mitterrand pour lui demander d'empêcher l'installation à cet endroit d'une usine d'acide citrique.

Accident d'un Mirage F-1 français au Tchad. - Dépendant du dispositif militaire « épervier » que la France maintient au Tchad, un intercepteur de défense aérienne Mirage F-1, dont le réacteur a absorbé un volatiles lors d'un vol d'entraînement, s'est écrasé, jeudi 26 juillet, dans une région du Tchad non précisée par l'armée de l'air. Le pilote, qui a pu s'éjecter, a été légèrement blessé. - (AFP)

Mort d'un automobiliste tunisien en Corse-du-Sud. - Un artisan-maçon tunisien, M. Tijani Talbi, trente-sept ans, a été tué par

balles, jeudi 26 juillet, au volant de sa voiture, sur la route de Favaleio, près de Sartène (Corse-du-Sud), par un autre automobiliste qui a pris la fuite. Selon un passager de la victime, une voiture blanche aurait bloqué le véhicule. Le conducteur aurait été à quatre reprises avant de s'enfuir.

Cliniques marseillaises : pas de mise en liberté pour M. Jean Chouraqui. - La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence a rejeté, jeudi 26 juillet, une troisième demande de mise en liberté de M. Jean Chouraqui, directeur de cliniques privées marseillaises, inculpé et écroué, le 27 janvier, pour complicité d'assassinat de Léonce Mout, gérant de la polytechnique-nord assassiné en mai 1988. « La décision de la chambre ne nous a pas surpris, d'autant plus qu'en cette période estivale les magistrats présents n'étaient pas familiers du dossier et que le juge d'instruction Chantal Gaudino est actuellement en vacances », a déclaré Me Jean-François Le Foronney, avocat de M. Chouraqui. Il a indiqué que le magistrat instructeur devait procéder à de nouvelles interrogatoires et confrontations au mois d'août et qu'ensuite son client déposerait une nouvelle demande de mise en liberté, précisant « qu'en cas de rejet, les avocats présenteront publiquement les vidéos du dossier, sans toutefois violer le secret de l'instruction ».

Les vacances mouvementées de jeunes de Montfermeil

Pugilat à la colo

Les « colos du commissaire d'André » réunissent, depuis plusieurs étés, des policiers-moniteurs et des jeunes de milieux défavorisés pour une meilleure compréhension mutuelle. A Bussang (Vosges), la colonie de vacances a dégénéré en pugilat entre une quarantaine de jeunes de la cité des Bosquets, à Montfermeil (Seine-Saint-Denis), et l'encadrement. Un échec que M. Gérard d'André, président de l'Association de prévention pour une meilleure citoyenneté des jeunes, ne désespère pas de réparer en août.

BUSSANG

de notre envoyé spécial

Sur le terrain de foot, le gazon retrouve vigueur et verdure. Il repousse même devant les buts. Pour ne pas gâcher la belle nuit des footballeurs du village, M. Michel Marcot, le maire de Bussang, a fermé les grilles du stade. Tant pis pour les pensionnaires du centre OCVL (Office départemental des centres de vacances et de loisirs) qui jouent le terrain.

Ils n'avaient pourtant guère de distractions pour oublier la pluie des premiers jours de vacances, les jeunes Parisiens. Le directeur de centre, M. Jean-Dany Garmung, fonctionnaire de police à Bordeaux, avait acheté de quoi occuper les enfants de huit à douze ans qu'il était censé accueillir. Mais rien ou presque pour les quatorze-vingt-deux ans qui sont finalement sortis du car le 3 juillet.

Alors, entre une balade en montagne et un peu d'escalade, les plus âgés ont obtenu de sortir le soir. « C'est une erreur », estime Rachid Ben Rezzag, aide-moniteur au centre voisin d'Habermont. « Il faut organiser des activités en soirée et dans la journée pour que les jeunes n'aient pas envie de vivre la nuit. Sinon, il n'y a jamais de vie de groupe avec ce que cela comporte de discipline et de respect mutuel. »

Quatorze mineurs ont voulu imiter leurs aînés et ont filé en douce peu après minuit. Quand les moniteurs s'en sont aperçus, ils ont alerté la gendarmerie. Les patrouilles n'ayant rien donné, ils sont partis eux-mêmes à la recherche des deux groupes à six heures du matin, près de la mairie. En fait de rencontre, il s'agissait plutôt d'une bataille rangée dont les protagonistes se rejettent et l'initiative et la supériorité numérique.

Entre les deux groupes, la communication n'a jamais fonctionné. Les mineurs, peu formés à de telles activités de pré-

vention, ont sans doute hâité face à la réputation des gars des Bosquets. Pas vraiment à tort d'ailleurs. « Dès le réveil, ils se battaient, se volaient, dérangeaient le matériel », constate le directeur du centre. Et, avant de partir, ils ont saccagé les locaux, démolis portes, fenêtres et douches, cassé une vingtaine de lits, rendu inutilisables les motos et les vélos tout-terrain mis à leur disposition.

Les policiers ont donc voulu affirmer d'emblée leur autorité. Trop nettement au goût des plus âgés, en particulier d'Hassan, animateur permanent de la cité, qui est rentré chez lui dès le deuxième jour. Alors ce fut une semaine de hautessements d'épaules en guise de « bonjour » et de repas en tables séparées. « Ils ne nous donnaient pas la parole pour le choix des activités, leurs réunions se limitaient à des parties de cartes », rapporte Fathy, dix-sept ans. Les moniteurs assurent pourtant avoir fait de leur mieux pour instaurer le dialogue et la confiance. « Mais nos paroles entraînaient par une oreille et sortaient aussitôt par l'autre », avance Dany Garmung. (Office départemental des centres de vacances et de loisirs) qui jouent le terrain.

La tension est retombée

Fathy fait partie des onze jeunes de Montfermeil qui ont choisi de rester dans les Vosges, après la fermeture du centre de Bussang. Ils sont à Habermont, à une trentaine de kilomètres de là, et chacun loue leur comportement et leur coopération. « On s'occupe des plus jeunes, on participe aux réunions des monos, on prépare et on choisit avec eux les activités », confie Omar, tellement enthousiaste qu'il voudrait devenir moniteur.

Dans le village de Bussang, la tension est également retombée, et le commissaire principal Gérard d'André retrouve l'espoir. Les jeunes des Bosquets, rentrés prématurément à la maison, pourraient retourner dans les Vosges dès le mois d'août. « Pour les onze d'Habermont, c'est gagné », dit-il. Encadrés et motivés, ils aideront leurs copains sur place. Il ne faut pas oublier que si dix gamins ont foutu le bazar, trois mille autres s'amuse. A les « colos du commissaire d'André » proposent en effet dix-neuf centres de vacances à 1 700 F la semaine. Depuis 1983, vingt mille jeunes sont ainsi partis en vacances. « La police est la seule à s'occuper de cas aussi difficiles », conclut Gérard d'André. J'espère simplement qu'elle continuera à le faire malgré les événements de juillet. »

CHRISTOPHE DE CAEVEL

Déprédations dans un cimetière marseillais : trois jeunes gens défilés au parquet. - Deux mineurs et un homme de vingt-deux ans, arrêtés mercredi 25 juillet près du cimetière Saint-Pierre de Marseille, ont reconnu être les auteurs des déprédations qui y avaient été commises la veille (le Monde du 27 juillet). Ils devaient être présentés au parquet vendredi matin 27 juillet et, probablement, inculpés de violation de sépultures. Le majeur, Santos Ricardo, sans profession, et les deux mineurs ont reconnu s'être introduits dans la nuit de lundi à mardi dans ce vaste cimetière et y avoir brisé et renversé des ornements funéraires. Trois petites croix provenant du cimetière ont, en outre, été retrouvées dans leur voiture.

Jeudi après-midi, les trois jeunes gens ont été entendus à Marseille par des policiers venus d'Avignon pour enquêter sur un rapport éventuel avec la profanation du cimetière juif de Carpentras, en mai dernier.

Intervention de la gendarmerie à la centrale de Muret. - Un escadron de gendarmerie mobile a mis fin, jeudi soir 26 juillet, à un mouvement de protestation de quelque deux cents détenus de la centrale de Muret, près de Toulouse, qui refusaient de réintégrer leurs cellules. L'intervention s'est déroulée sans incident. Les prisonniers protestaient contre leurs conditions de

détention, aggravées par la chaleur. Ils s'étaient regroupés dans deux cours, après la fermeture des ateliers vers 19 heures. Tout est rentré dans l'ordre vers 22 h 30, après l'intervention d'un escadron de gendarmerie mobile de Toulouse.

Quatre étudiants condamnés pour vol de sujets d'examen. - Quatre étudiants de l'Institut universitaire de technologie de Roubaix ont été condamnés à quatre mois de prison avec sursis et 1 000 francs d'amende pour avoir subtilisé les sujets d'un examen de droit, en mai. Ils avaient pénétré dans le local où se trouvaient les sujets et les avaient recopiés, après avoir décollé les enveloppes. Leur condamnation ne sera pas inscrite sur leur casier judiciaire, mais ils ont été exclus de leur établissement.

Un convoyeur de fonds tué près de Lyon. - M. Gérard Pothier, un convoyeur de fonds de la compagnie Transval, a été tué, et un de ses collègues blessé lors de l'attaque de leur fourgon, vendredi 27 juillet, vers 9 h 30, dans le centre d'Ecullay, une commune de la banlieue nord de Lyon. Les trois malfaiteurs ont attaqué le véhicule alors qu'il se trouvait en stationnement devant une succursale de la BNP. Après avoir rafié une somme d'argent dont le montant n'était pas encore évalué en fin de matinée, ils ont pris la fuite à bord d'une automobile.

50 من الاحول

صلى الله عليه وسلم

CULTURE

Arignon 90

de nos envoyés spéciaux

A présent la musique

Scapin est parti avec armes et bagages. En attendant de se retrouver à Nanterre, comédiens et metteur en scène prennent des vacances. Elles sont bien gagnées, en particulier pour Jean-Pierre Vincent qui s'est littéralement multiplié, participant à tous les débats, il aime ça et ne s'est pas lassé. Scapin, le voyou napolitain, a été remplacé par Pierre Boulez. Il a dirigé des œuvres de Varèse, de Bartok, de lui - *Visage nuptial* et le *Soleil des eaux*, en hommage à René Char. Un concert triomphal. La musique qui accompagne en direct les films français des années 20, c'est autre chose, mais ce n'est pas mal non plus, même si elle n'est pas toujours indispensable. La musique de film pourrait d'ailleurs entrer - avec l'écriture dramatique, de scénario ou de livret d'opéra - dans les projets pédagogiques de la Chartreuse. La musique, langage universel, susceptible - peut-être - d'unir les différentes cultures.

« Esquisse pour un chœur européen », c'est ainsi que Jean-Pierre Sarrazac définit sa pièce *Est-ce déjà le soir ?*... Chœur parlé ou chanté, l'important c'est l'harmonie.

C. G.



Sur les textes du poète

Dans la ligne de l'hommage à René Char Pierre Boulez a donné un concert triomphal

Pierre Boulez dans la Cour d'honneur, voilà enfin la star qui manquait au Festival. Il dirige pour la première fois dans ce lieu auguste, qui pour la première fois également, si l'on excepte les accompagnements de films ou de ballets, accueille un orchestre symphonique.

Ce concert, donné avec l'Orchestre national et les chœurs de la BBC a placé la barre terriblement haut.

Pourquoi Boulez cette année ? Parce qu'Arignon célèbre René Char et que le compositeur a écrit trois œuvres sur des textes du poète : le *Marteau sans maître*, le *Visage nuptial*, le *Soleil des eaux*.

L'idée était d'exécuter les trois, mais le *Marteau* est d'une texture si fine, si délicate, que l'on a craint pour lui les dimensions de la Cour. *Visage* et *Soleil* sont restés au programme, précédés de *Intégrales* de Varèse, et du *Mandarin* merveilleux de Bartok.

Guichets fermés depuis un mois. Marches vendues. Public plutôt jeune et décontracté, celui

que l'on voit tous les jours ici, plus quelques élégants qui ne manqueraient à aucun prix un concert Boulez. A l'instant où le chef va lever le bras - il dirige sans baguette - passe un avion, puis une horloge égrène dix coups. Silence. Les lancements de l'année se déclenchent la nuit, relayés par les persussions et les cuivres.

Un langage condensé et libre

L'acoustique est parfaite, il n'y a pas un souffle de vent. Les gestes de Boulez sont aussi fascinants dans leur précision, leur force, leur beauté, que ceux des danseurs japonais et balinaï qui interprètent le *Ramayana*.

Suit un *Mandarin* merveilleux étincelant, gonflé de désir et de douleur. Mais Varèse et Bartok vont bientôt s'effacer devant la splendeur du *Soleil des eaux* et surtout de *Visage nuptial* avec les voix de Phyllis Byrn-Julson et d'Elizabeth Laurence, s'enlaçant

comme les serpents d'un caducée. « René Char est le premier poète contemporain que j'ai fréquenté assidûment », dit Pierre Boulez. J'ai lu d'abord Seuls demeurent, vers 1945. J'ai été frappé par la facture, le langage condensé et libre en même temps. J'ai aussitôt écrit le *Visage nuptial*. Char lui-même, je l'ai rencontré en 1947. Lorsque la radio a monté sa pièce, le *Soleil des eaux*, l'année suivante, il a recommandé qu'on me demande la musique. »

On sait que Boulez aime cent fois reprendre son travail. Ces deux pièces ne font pas exception. Elles ont connu trois versions chacune, avec changement d'effets vocaux et instrumentaux.

Elles apparaissent aujourd'hui, surtout dans l'interprétation d'émotion, de violence contenue qu'en donne Boulez chef d'orchestre, comme deux chefs-d'œuvre. « Char n'a jamais fait de commentaire sur ce qu'il m'avait inspiré, dit encore Boulez. Il me faisait confiance, mais je crois qu'il n'aurait pas la musique. »

SYLVIE DE NUSSAC

L'Europe et le Minotaure

Une parabole de Jean-Pierre Sarrazac sur la jeunesse et le mythe européen : « Est-ce déjà le soir ? »

Ils arrivent d'ailleurs, surgissent des embrasures de portes, débouchent crativement sur un carrefour, sur une scène, personnages en quête d'un destin. Pour cette pièce de Jean-Pierre Sarrazac, *Est-ce déjà le soir ?*, mise en scène par Christian Schiaretti, leur destin est double. Ils représentent l'offrande obligée d'Athènes au Minotaure crétois, le tribut de chair fraîche payé au monstre, jeunes garçons et filles promis à la mort. Dans le Tinel de la Chartreuse, ils sont aussi des comédiens venus des douze pays de la Communauté pour apprendre à chanter et à danser ensemble l'Europe des libertés.

En bon humaniste, Sarrazac a joué des mythes classiques : le labyrinthe, Thésée, l'enlèvement d'Europe. Il les fait résonner dans notre actualité et donne un sens moderne à son allégorie. Il pris garde de ne pas sombrer dans le cantique à l'eau de rose pour patronage européen. Tout au contraire, dans son échange entre les mythes antiques du sacrifice et les temps d'aujourd'hui, il montre les pièges et les pécès. Il invite les jeunes gens, au seuil de l'ère sou-

velle, à se « délabrythier » des étroites particularités nationales et des égocismes de repus.

Sans doute trouve-t-on là des accents didactiques, mais Sarrazac a versé dans cet enseignement sa gravité de poète dramatique. Quant aux jeunes gens, rescapés de leur prison, sans l'aide de Thésée pourtant, ils apportent au jeu collectif une conviction émue, tantôt dans leurs langues originales, tantôt en français.

Christian Schiaretti les a mis en scène en tirant du lieu un beau parti plastique et symbolique. Une grande bouche d'ombre s'ouvre derrière la scène : autre possible de la tête, passage conquis dans un mur à abattre. Les auteurs de ce spectacle le présentent comme une « esquisse pour un chœur européen ». Les comédiens n'ont pas encore entonné le chant communautaire. Ils essaient. Ils s'essient les uns aux autres. Leur esquisse est une promesse, il faut la prendre comme telle.

JEAN-JACQUES LERRANT

► Tinel de la Chartreuse, à 19 heures, les 28, 29 et 30 juillet.

La Chartreuse retrouve la vocation

La Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon veut devenir un centre national pour les écritures dramatiques

Gérard Gibraltair a quarante ans, il est journaliste à l'*Européen*, sa femme de ménage est une rescapée des boat people, sa meilleure assistante est l'épouse de son meilleur ami, un otage porté disparu. Gérard Gibraltair a aussi un ange gardien un peu allumé, fils abandonné d'une gitane qui mange désormais une multinationale des parcs d'attractions. Il y a beaucoup d'autres personnages dans la pièce de Jean-Louis Bauer, *Gérard Gibraltair*, production du cru 1989 des résidences d'auteurs à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon.

En 1987, ils avaient été cinq jeunes Français, choisis par les Editions Théâtrales, à venir habiter là pendant quatre mois. La seconde session a été élargie à la francophonie, avec six auteurs, dont cinq sont revenus pendant le Festival donner lecture de leurs pièces : Jean-Louis Bauer (dont *l'Homme assis* était récemment à l'affiche à Paris dans une mise en scène de Laurent Terzieff) est Français, comme Martine Drai.

Ils ont eu pour voisins les Congolais Caya Makhele - auteur notamment d'une anthologie des jeunes poètes de son pays et d'une pièce, *Le Coup de vieux*, écrite avec Sony Labou Tansi - le Suisse Yves Laplace, et une jeune femme belge, Francine Landrain.

Cet hiver encore, autour de Roland Fichet et Michel Azama, deux ex-résidents, un séminaire sur l'écriture dramatique a rassemblé, venus d'autres horizons de la page blanche, des poètes, des romanciers, des journalistes. Et, suivant les pas de Beaux Quartiers en 1989, la compagnie Beaux Quartiers a fait halte à Villeneuve, où elle a créé un spectacle intitulé *Le Monde*. Depuis trois ans, après une période

d'expérimentations multiples en direction de la musique, des arts plastiques, de la vidéo, du roman, la Chartreuse réfléchit à la façon de recréer ses activités autour de l'écriture dramatique en synergie avec le Festival et la Maison Jean-Vilar.

Les directeurs ont changé. Daniel Girard, en place depuis trois ans, avait hérité d'un déficit important. Il a su, sans subvention accrue, sans fermer la maison, la remettre à flot. Il s'est appuyé sur des institutions plus fortunées, dont la ligne artistique n'entravait pas pour autant celle qu'il entendait tracer : le Centre Acanthes, le Festival d'Avignon, par exemple.

Un compagnonnage souple

« En 1991, enfin, la dette sera remboursée. La Chartreuse souhaite devenir un centre national pour les écritures dramatiques », dit-il. Avec trois vocations : la résidence, la formation, les échanges et l'information. Le ministère de la culture a donné son accord, le conseil d'administration de la Chartreuse doit donner le sien le 6 novembre prochain, et ce centre inédit devrait voir le jour au 1^{er} janvier 1991.

Toutes les formes d'écriture dramatique y seront les bienvenues en amont du spectacle : le théâtre, bien sûr, mais aussi la chanson, le scénario de cinéma et de télévision, l'argument chorégraphique et le livret d'opéra. Dès le mois de septembre, trois compositeurs, parisiens par Betsy Jolas, Luciano Berio et Philippe Aeberra - un critique suisse - s'installeront jusqu'en juillet 1991 en compagnonnage - souple - avec trois écrivains. Leurs

opéras seront donnés en lecture oratoire, dans leur intégralité, au cours du prochain Festival, en coproduction avec l'Orchestre d'Avignon. Parallèlement, cet hiver, à l'occasion de l'année Mozart, la Chartreuse hébergera un colloque sur Da Ponte.

Le centre souhaite associer des partenaires tels que le Centre national des lettres, la Société des auteurs, la Fondation Beaumarchais, des maisons d'édition, et bien sûr les directions du théâtre et du livre. Les auteurs priant la solitude, mais jusqu'à un certain point, on y favorisera les rencontres avec la profession (metteurs en scène, éditeurs, critiques, producteurs), avec le public et les associations régionales, avec l'antenne pour le cinéma et l'audiovisuel, financée par le conseil régional de Languedoc-Roussillon. On éditera un annuaire des auteurs vivants, une revue, on entamera une réflexion sur la traduction des textes dramatiques.

« Il ne s'agit pas de créer une écriture d'auteurs, affirme Daniel Girard, mais de construire une plateforme pour que les gens viennent à nous. » Il a inscrit parmi ses urgences la poursuite de l'aménagement, qui concerne 60 % des bâtiments. La Chartreuse a été rachetée par l'Etat en 1987. Sur les vingt-trois cellules du couvent, seules sept à ce jour sont restaurées. « Notre projet n'aura de sens qu'avec vingt-cinq résidents et un hébergement possible des stagiaires venus suivre une formation dans l'esprit de la méthode florentine du Centre Acanthes : la présence d'un maître, l'apprentissage de son œuvre. »

ODILE QUIROT

Musique sur images

« Première vague », programme consacré aux films français des années 20, est accompagné par le trio d'Adrian Johnston

Ils sont trois jeunes musiciens, compositeurs, instrumentistes, qui ont choisi d'accompagner, aussi, les films muets : Adrian Johnston, pianiste et qui joue d'autres instruments, Mike Roberts, clarinettiste, et le percussionniste Ross Brown. Pour certaines séquences, ils peuvent compléter leur jeu par des bandes magnétiques préenregistrées (par exemple, ils ne jouent pas de violon).

Contrairement aux pianistes d'antan, ils n'improvisent pas. Avant la projection publique, ils ont visionné le film qu'ils accompagnent ; ils ont réfléchi, discuté, et en fait ils ont écrit une partition. Ainsi travaillée et exécutée, la musique, dit Adrian Johnston, « épouse étroitement les contours de l'action, caractérise les personnages, souligne les confrontations, définit des atmosphères et des espaces ; elle peut alors, par un système de motifs mélodiques et rythmiques, éclairer véritablement le film. »

La musique est un soutien tout à fait idoine au *Voyage imaginaire* de René Clair, tourné en 1925. Ce film très drôle, réalisé avec l'élégance précise et gaie propre à Clair, est un enchevêtrement ultra-rapide de poursuites, de gags, de montage à répétition. Il est nettement influencé par les courts-métrages comiques américains, par la dynamique de leurs gags. C'est à tel point que les nombreuses séquences, d'un comique énorme, qui ont pour décor une petite succursale de banque, n'ont aucun caractère d'ici, pourraient plutôt rappeler l'Amérique, l'Angleterre.

Ce film, brillant exercice de style, performance de rythme, est presque de la « musique visuelle ». Chaplin accompagnait la projection de ses courts-métrages de

poursuites et de bagarres par un petit air de piano, toujours le même, dont il semble qu'il ait trouvé la ligne mélodique chez les chanteurs de rues d'Odessa, et, à la longue, retrouver chaque fois cette rengaine pour tous ses courts-métrages, c'est crispant.

Le trio Johnston nous donne, dans le même ton, quelque chose de plus frais. L'une de ses intelligences est de ne pas exécuter une musique imitative.

Même réussite avec *l'Invitation au voyage* de Germaine Dulac, tourné en 1927. Une femme, dont l'époux s'en va soir après soir retrouver sa connaissance, décide, une nuit, de sortir seule, dans une boîte. Champagne, danse. Elle est abordée par un type grossier, qu'elle envoie paître, puis par un homme plus « coolé », en uniforme de marin, qui a un signe particulier car l'acteur (Raymond Dubreuil) s'adonne à une imitation effrénée de von Stroheim. La boîte de nuit s'appelle *l'Invitation au voyage*, titre pris à Baudelaire.

Des notes parfois encombrantes

Ce film est d'une cinéaste très douée, un peu snob dans ses cadrages, et qui tente de figurer, par le cinéma, les mouvements intérieurs de la conscience, de la mémoire, des fantasmes, tout cela entremêlé à des conduites extérieures.

Elle y parvient, sans gaucherie, mais c'était une option un peu naïve, qui a été peu tentée par la suite. Là, le trio Johnston fait merveille. Il n'en va pas de même avec le chef-d'œuvre de Charles Vanel, *Dans la nuit* (le Monde du 27 juillet). Car nous passons ici à un cinéma beaucoup plus élevé, plus inspiré, plus sincère. D'une plus

grande force d'imagination. Un film en même temps « politique », en tout cas d'une responsabilité civique très éminente. Elle est en trop. Elle n'est pas de la même richesse et de la même tenue d'imagination. Le « cinéma » de Charles Vanel dit déjà tout, il a, quoique muet, sa parole, sa mélodie, son rythme. Il aurait fallu un créateur de même force, Schenber, Chostakovitch, qui, sûrement, eussent donné une musique bien plus discrète que celle de Johnston.

C'est du très grand cinéma, et, alors, la musique, pourtant intelligente et attentive de Johnston, devient très gênante. Elle est en trop. Elle n'est pas de la même richesse et de la même tenue d'imagination. Le « cinéma » de Charles Vanel dit déjà tout, il a, quoique muet, sa parole, sa mélodie, son rythme. Il aurait fallu un créateur de même force, Schenber, Chostakovitch, qui, sûrement, eussent donné une musique bien plus discrète que celle de Johnston.

Alors nous regrettons, ou bien le silence de la salle tout juste bercé par le ronronnement sourd de la machine de projection, ou bien le petit piano improvisé, maigrichon, maladroit, qui rappelle le cinéma muet projeté par des nomades, sur de vieux draps. Bravo tout de même aux trois musiciens. Ils ne bâclent pas.

Michel Cournot

CULTURE

MUSIQUES

L'esprit dans le désert

« Le Roi David » d'Honegger à l'abbaye de Sylvanès

SYLVANÈS

de notre envoyé spécial

Pourquoi viennent-ils dans ce minuscule village de l'Aveyron, par des routes étroites qui serpentent sur les crêtes escarpées de soleil ? Pas une ville à moins de quatre-vingts kilomètres. Pourtant, neuf mois de l'année, on chemine vers Sylvanès, intellectuels pour des rencontres ou séminaires, stagiaires pour une formation artistique, peintres d'icônes, prêtres et laïcs qui veulent s'initier à la pratique du chant autour d'André Couzès, le plus inspiré sans doute des compositeurs de musique liturgique en français.

C'est ce frère dominicain, enfant du pays, qui, voici quarante ans, entreprit de redonner vie à une abbaye cistercienne du douzième siècle en piteux état (le Monde du 21 juillet 1986). Rejoint par Michel Wolkowitsky et une équipe de laïcs, avec l'aide de nombreux bénévoles, il restaura les bâtiments abbatiaux, construisit une aile nouvelle pour les visiteurs qui séjournent. Et l'on vient en foule pour les concerts de la saison d'été, et plus encore pour les offices des grandes fêtes, signe d'une communauté vivante qui a pris pour devise : « Accueil et louange, art et rencontre ».

Elle est née, dans ce vallon pareil à cent autres, de cette église qui jaillit d'un seul jet, avec ses voûtes en berceau brisé, sans piliers, inondée de lumière. Pour parachever ce joyau, l'équipe de Sylvanès a commandé des vitraux, qui s'harmonisent avec le nouvel orgue ; celui-ci sera édifié grâce à une souscription originale : chaque paroisse ou maraîcher aura son nom gravé sur l'un des trois mille tuyaux de l'instrument construit par Daniel Brouste (un élève d'Alfred Kern) à Plaisance-du-Gers (1).

On devra tenir compte de l'acoustique extrêmement réverbérante, qui à quelques pas trouble la belle interprétation du Roi David d'Honegger, donnée par l'Ensemble vocal et l'Orchestre de chambre de Montoillier sous la direction de

Jean Gouzes. Les interventions du récitant (Claude Perrin) étaient brouillées, et il y avait surtout une pénible surcharge sonore quand l'orchestre, les chœurs et les solistes à pleines voix superposaient leurs interventions dans des mouvements rapides, traçant derrière eux des résonances de quelques cinq ou six secondes ! Il a fallu toute la puissance de la soprano Françoise Julien pour dominer ce tumulte.

Exultation et repentir

Une mise en scène très simple de Bernard Sancy donnait beaucoup de grâce à ces processions postales, marches guerrières ou danses sacrées, autour des solistes montés sur des caisses de bois (Madeleine Jalbert, Marc Filigrasso, Linda Lo Bello), et on retrouvait avec bonheur le chef-d'œuvre d'Honegger dans ces collines arides où paissent des brebis, comme celles de David le berger.

Une musique spontanée, dans sa fraîcheur primitive, avec son orchestration originale d'instruments à vent, par tons purs, qui fleurissent bon les parfums des champs. Dans tout l'éclat de la jeunesse, le compositeur nous parle le langage direct des psaumes, de la prière, de l'exultation, de l'accablement, du repentir. Il est de plain-pied avec la Bible, comme tous ces gens qui sont venus à Sylvanès, attirés par cette présence de l'esprit dans le désert.

JACQUES LONCHAMPT

(1) Les souscriptions (300 F) peuvent être envoyées à An Organum, Abbaye, 12360 Sylvanès. La moitié du coût de l'instrument (2 millions de F) proviendra des subventions publiques et privées.

► Prochains concerts à Sylvanès : Passions de Demantius et Schütz, par l'Ensemble Sagittarius (le 5 août) ; Jeanne la bûcher, d'Honegger (le 12) ; Requiem de Verdi (le 15) ; les Anges et la lumière, par l'Ensemble Venance Fortunat (le 18 août). Renseignements : 65-48-52-52.

PHOTO

Au-delà du visible

A la commanderie Sainte-Luce d'Arles, la révélation d'une figure active de la photographie belge : Willy Kessels

ARLES

de notre envoyé spécial

« Il y a un autre monde, mais il est dans celui-ci. » Cette phrase de Paul Eluard devait inspirer Willy Kessels, pour qui la photographie était un exercice de funambule, une méthode d'investigation du visible, destinée à révéler, par l'optique et la chimie, une réalité qui échappe à l'œil humain.

Né en 1898 à Termonde, Willy Kessels exerça la profession d'architecte d'intérieur et de dessinateur enseignant avant de consacrer pleinement, à partir de 1931, à ses recherches personnelles. Dans la lignée d'Otto Steiner, il met l'accent sur l'aspect mécanique de la création photographique et se passionne pour l'étude des formes. Modifier l'apparence du réel, capter la complexité des structures, des rythmes et des matières sont les mobiles d'une production résolument subjective, caractérisée par la maîtrise des procédés techniques. Kessels s'inspire volontiers des préceptes du mouvement moderniste : prise de vue rapprochée, contraste élevé, inversion des valeurs, expositions multiples, usage fréquent du flou et enregistrement des trajectoires par le biais de pauses longues. Sa photographie s'émancipe de l'anecdote comme celles de Man Ray, des membres du Bauhaus ou de Moholy-Nagy.

L'éclairage comme matériau

Comme eux, Kessels s'adonne aux rayogrammes, expérimente les possibilités de la solarisation, se joue des rayographies (obtenues sans appareil en plaçant un objet sur du papier sensible) et des images d'ombres : sa propre silhouette, à contre-jour, sert d'affiche à une exposition du Palais des beaux-arts de Bruxelles en 1932. Ces expérimentations, de l'apparence très technique, sont en fait des métaphores poétiques, des interprétations émotionnelles, fantastiques ou irrationnelles du monde visible.

Le hasard et la surprise lui offrent l'occasion d'agrandir des parcelles d'univers. Par ses détails de relief,

Kessels sonde la structure intime des objets les plus simples. Ainsi cette vue macroscopique des alvéoles d'une ruche, qu'il dote d'une dimension inconnue. Ces interprétations fantastiques des motifs et des fonctions sont basées sur le concept surréaliste de la « rencontre gratuite », et de l'« objet trouvé ».

Les vertus expressives de l'éclairage, employé comme un matériau proprement photographique, se retrouvent dans ses nus plantureux et sculpturaux. Par leur force rudimentaire, ils sont dignes des égyptiens de Rops et de Rubens, ou des déesses chthoniennes d'Henry Moore. Ils poursuivent la veine réaliste de ses moines de l'abbaye d'Orval, ou de ses solides bateliers de l'Escaut.

Car ses recherches en chambre noire ne doivent pas occulter son travail documentaire. Comme ce reportage réalisé en 1932, durant le tournage de *Borinage*, film sur les grèves de mineurs, effectué par Henri Storck et Joris Ivens. Absent d'Arles, il montre la vérité toute crue : le faciès émacié des enfants, les baraquements misérables, les terribles clôtures pour empêcher les mineurs de dérober la poussière de charbon. Kessels exécuta aussi des photos de plateaux destinés à la publicité du film (et, comme Ivens le signalait, « pour pratiquer l'agitation politique »). Bref, tout ce qui constitue l'engagement d'un créateur qui ne se considérait pas seulement comme un technicien expérimental. Et pour qui voir n'était pas uniquement un divertissement, mais aussi un acte de lutte.

PATRICK ROEGERS

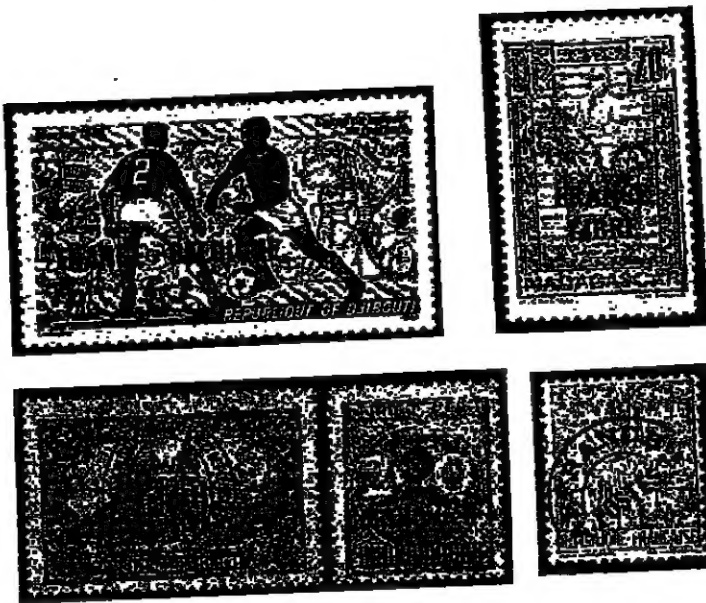
► Willy Kessels, 80 tirages originaux de 1926 à 1955, présentés par Alain Paviot : commanderie Sainte-Luce, Rencontres d'Arles. Jusqu'au 15 août.

► *Borinage*, portfolio de dix photographies de Willy Kessels, signé par Joris Ivens et Henri Storck, éditions Contretype (Bruxelles), 32 000 FB.

AGENDA

PHILATÉLIE

Les surcharges



Quelques surcharges.

De nombreux timbres sont affectés de surcharges, bafouant les principes élémentaires de toute esthétique. Une surcharge est une inscription, imprimée ou manuelle, ajoutée après coup, qui recouvre plus ou moins partiellement le recto du timbre. Ne pas confondre surcharge et surtaxe...

Une surcharge peut changer la valeur faciale d'un timbre (inflation ou déflation). Il existe ainsi un timbre surchargé 50 milliards de marks datant des années 20 en Allemagne. Une surcharge peut marquer un changement de régime politique ou administratif d'un pays, d'une région. Un timbre surchargé « spécimen » perd son pouvoir d'affranchissement (cours d'instruction des PTT, exemplaires destinés à la presse...).

Le timbre d'usage courant *Marianne* à la nef fut surchargé en 1939 « Fréjus + 5 F » au profit des victimes de la rupture du barrage de Malpasset, au-dessus de Fréjus (surcharge à but humanitaire).

De nombreuses administrations postales utilisent régulièrement des stocks d'inventaires en les surchargeant pour commémorer des événements liés à l'actualité (Coupe du monde de football, naissance d'un fils de la princesse de Galles, etc.).

Les timbres préoblitérés (pour les envois en nombre) entrent également dans cette catégorie des surcharges. Ne pas oublier, dans ce tour d'horizon, les surcharges des courriers officiels : « officiel », « OHMS » (On Her Majesty Service), timbres de service, et les surcharges destinées à corriger les erreurs de certaines administrations postales (dates, dessins, orthographe), c'est arrivé !

P. J.

Rubrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes 5, rue Antoine-Bourdelle Tél. : 42-22-20-20

En filigrane



► Saint-Pierre-et-Miquelon, programme. — Le programme des émissions de timbres du second trimestre 1990 à Saint-Pierre-et-Miquelon comprend onze valeurs : *Marianne* de Briat, 1 F, 2 F, 5 F et 10 F (le 16 juillet) ; *Canot* Mic-Mac, 2,50 F (le 15 août) ; *Vue générale de Saint-Pierre-et-Miquelon*, triptyque 14,50 F et 2,30 F (le 19 septembre) ; *Bateaux*, 3 F (le 24 octobre) ; *Charles de Gaulle*, 1,70 F et 2,30 F (le 22 novembre) ; *Noël*, dessin d'enfant, 2,30 F (le 19 décembre). Renseignements : bureau philatélique de l'archipel, BP 4323, place de l'Eglise, 97500 Saint-Pierre-et-Miquelon.

► Manifestation. — Les caves du Mont-Tauch à Tuchan (Aude) organisent jusqu'au 26 août une exposition sur le compagnonnage, avec journées philatéliques, les 4 et 5 août, consacrées à la poste à travers les âges, et bureau de poste temporaire (renseignements, souvenirs philatéliques : Productions du Mont-Tauch, 11350 Tuchan).

WEEK-END D'UN CHINEUR

ILE-DE-FRANCE

Dimanche 29 juillet

Sens, 14 h 30 : tapis d'Orient, mobilier ; Versailles, Chevaux-légers, 14 h 15 : mobilier, objets d'art.

PLUS LOIN

Samedi 28 juillet

Avignon, 14 h 30 : tableaux modernes ; Cahors, 14 h : mobilier, objets d'art.

Dimanche 29 juillet

Agès, 14 h 30 : mobilier.

tableaux ; Anna, 14 h 30 : Arts d'Asie ; Fleury-sur-Ouche, 14 h 15 : mobilier, objets d'art ; Granville, 14 h 30 :inge, éventails ; La Grand-Combe, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Fitchviers, 14 h 30 : tableaux, mobilier ; Semmer-en-Auxois, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Vitry-le-François, 14 h : Archéologie, Extrême-Orient.

FOIRES ET SALONS

Le Molay-Littry (Calvados) :

Trio-sur-Baie et Apt (Vaucluse).

Le Monde

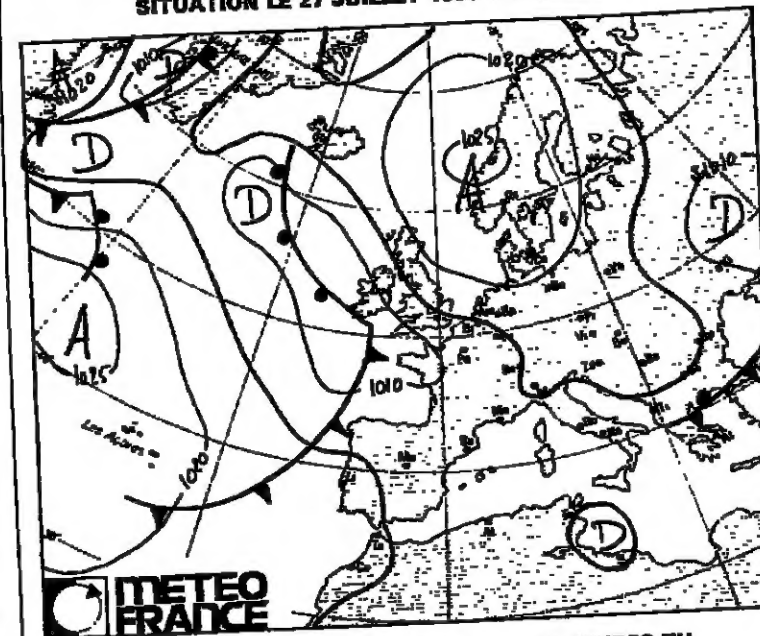
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements :

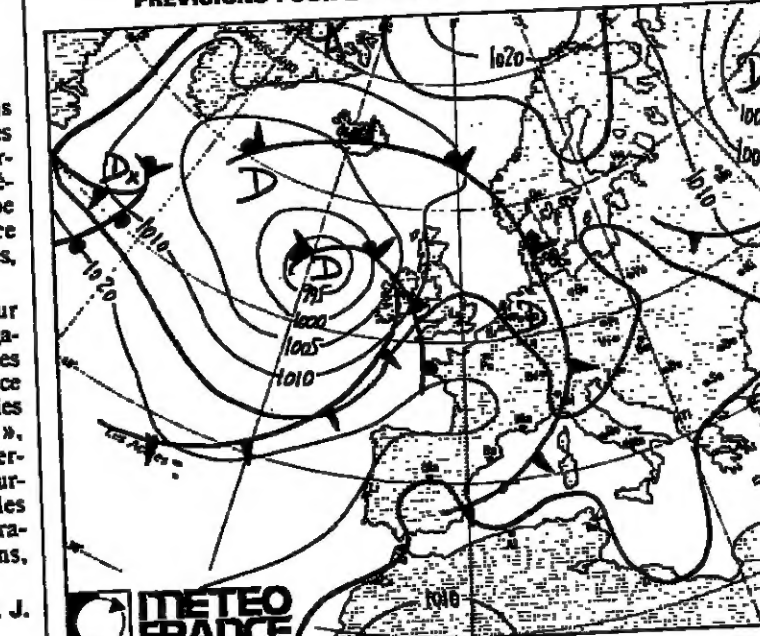
45-55-91-82, poste 4356

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 27 JUILLET 1990 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 29 JUILLET A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 27 juillet à 0 heure et le dimanche 29 juillet à 24 heures.

Le temps se dégradera en cette fin de semaine. En effet, une perturbation pluvio-orageuse traversera notre pays de part en part au cours de ce week-end, apportant nuages, pluies et surtout des orages parfois violents.

Samedi : orages ou pluies sur la majeure partie du pays.

Sur la Lorraine, l'Alsace, la Franche-Comté ainsi que l'ensemble des régions à l'est du Rhône, le temps, déjà nuageux le matin, tournera à l'orage à partir de la mi-journée. Ces orages pourront être violents. La Corse ne sera touchée qu'en soirée.

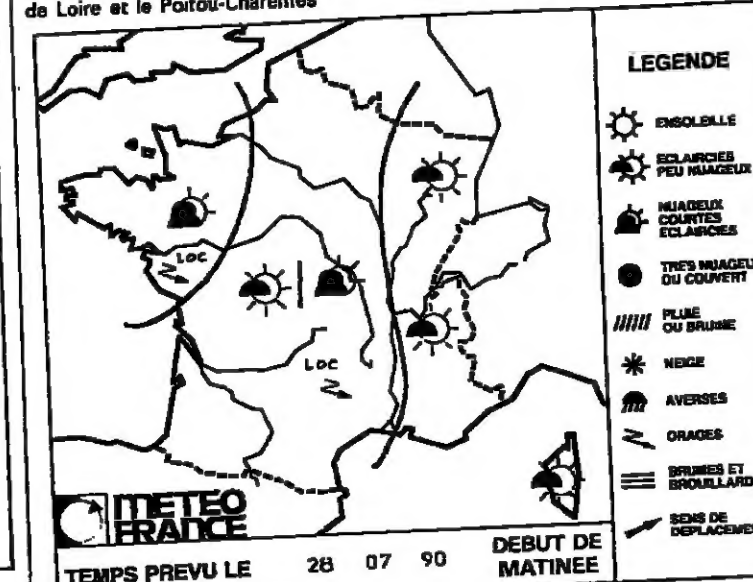
Sur tout le reste du pays, un orage pourra éclater dès le matin. Au fil des heures, pluies abondantes et orages parfois violents se multiplieront. Une amélioration se produira l'après-midi sur la Bretagne, puis le Cotentin, les Pays de Loire et le Poitou-Charentes.

Les températures seront généralement en légère baisse. Les minimales s'échelonneront entre 13 et 15 degrés sur la moitié nord, et entre 17 et 20 degrés sur la moitié sud. Les maximales seront comprises entre 22 et 25 degrés sur l'Ouest, entre 24 et 28 degrés sur le reste de la moitié nord, entre 26 et 30 degrés sur le Sud-Ouest et entre 27 et 32 degrés sur le reste de la moitié sud.

Dimanche : les orages s'éloignent. Sur la Bretagne et la Basse-Normandie, une ondée pourra encore se produire le matin. Ensuite, le ciel restera nuageux, avec un temps soleil.

Sur les Alpes et le Jura, la journée sera très médiocre, avec des nuages abondants, qui donneront encore des pluies abondantes et des orages violents.

Sur le reste du pays, la matinée sera également maussade, avec des orages, des pluies conséquentes et des orages. Une nette amélioration se produira l'après-midi par l'Ouest.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 26-7-90 à 6 heures TU et le 27-7-90 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	LYON	PARIS	STRASBOURG	LIÉGEOIS	BRUXELLES	AMSTERDAM	OSLO	STOCKHOLM	SINGAPOUR	TOKYO	HONGKONG	MANILLE	NEW-YORK	MEXICO	MARRAKECH	MADRID	LOS ANGELES
28 18 D	28 18 D	28 18 D	28 18 D	28 18 D	28 18 D	28 18 D	28 18 D	28 18 D	28 18 D	28 18 D	28 18 D	28 18 D	28 18 D	28 18 D	28 18 D	28 18 D	28 18 D	28 18 D
28 18 D	28 18 D	28 18 D	28 18 D	28 18 D	28 18 D	28 18 D	28 18 D	28 18 D	28 18 D	28 18 D	28 18 D	28 18 D	28 18 D	28 18 D	28 18 D	28 18 D	28 18 D	28 18 D

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	O	P	Q	R	S	T	U	V	W	X	Y	Z
avers	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige																	

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

سكزا من الاصل

سكنا من الاجل

AGENDA

VENDREDI 27 JUILLET

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

LE PENSEUR

Le Penseur (1919), de Léon Poirier. 18 h : Cinéma d'horreur et d'angoisse. Re-animator (1985), de Stuart Gordon. 19 h : Cinéma d'horreur et d'angoisse. Creepshow (1982), de George A. Romero. 21 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS

Le Cercle des poètes disparus (1986), de James Lapine. 18 h 30 : Les poètes disparus. 19 h 30 : Les poètes disparus. 20 h 30 : Les poètes disparus.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS

Le Cercle des poètes disparus (1986), de James Lapine. 18 h 30 : Les poètes disparus. 19 h 30 : Les poètes disparus. 20 h 30 : Les poètes disparus.

LES EXCLUSIVITÉS

Si vous avez manqué le début : Appelez le 17 (1957) d'Edouard Molinaro. Faut divers (1982) de Raymond Depardon. 14 h 30 : la Parisienne. Actualité Gaumont, la huitième femme de Boris-Boris (1958) d'Ernst Lubitsch. 18 h 30 : Au-delà du périmètre : la Berge en colère (1970) de Francis Warin. le Bonheur (1985) de Agnès Varda. 18 h 30 : la Forme d'une ville : A Paris (1972) de Robert Menegoz. les Faveurs de la lune (1984) d'Otar Iosseliani. 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

Si vous avez manqué le début : Appelez le 17 (1957) d'Edouard Molinaro. Faut divers (1982) de Raymond Depardon. 14 h 30 : la Parisienne. Actualité Gaumont, la huitième femme de Boris-Boris (1958) d'Ernst Lubitsch. 18 h 30 : Au-delà du périmètre : la Berge en colère (1970) de Francis Warin. le Bonheur (1985) de Agnès Varda. 18 h 30 : la Forme d'une ville : A Paris (1972) de Robert Menegoz. les Faveurs de la lune (1984) d'Otar Iosseliani. 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

Si vous avez manqué le début : Appelez le 17 (1957) d'Edouard Molinaro. Faut divers (1982) de Raymond Depardon. 14 h 30 : la Parisienne. Actualité Gaumont, la huitième femme de Boris-Boris (1958) d'Ernst Lubitsch. 18 h 30 : Au-delà du périmètre : la Berge en colère (1970) de Francis Warin. le Bonheur (1985) de Agnès Varda. 18 h 30 : la Forme d'une ville : A Paris (1972) de Robert Menegoz. les Faveurs de la lune (1984) d'Otar Iosseliani. 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

Si vous avez manqué le début : Appelez le 17 (1957) d'Edouard Molinaro. Faut divers (1982) de Raymond Depardon. 14 h 30 : la Parisienne. Actualité Gaumont, la huitième femme de Boris-Boris (1958) d'Ernst Lubitsch. 18 h 30 : Au-delà du périmètre : la Berge en colère (1970) de Francis Warin. le Bonheur (1985) de Agnès Varda. 18 h 30 : la Forme d'une ville : A Paris (1972) de Robert Menegoz. les Faveurs de la lune (1984) d'Otar Iosseliani. 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

Si vous avez manqué le début : Appelez le 17 (1957) d'Edouard Molinaro. Faut divers (1982) de Raymond Depardon. 14 h 30 : la Parisienne. Actualité Gaumont, la huitième femme de Boris-Boris (1958) d'Ernst Lubitsch. 18 h 30 : Au-delà du périmètre : la Berge en colère (1970) de Francis Warin. le Bonheur (1985) de Agnès Varda. 18 h 30 : la Forme d'une ville : A Paris (1972) de Robert Menegoz. les Faveurs de la lune (1984) d'Otar Iosseliani. 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

Si vous avez manqué le début : Appelez le 17 (1957) d'Edouard Molinaro. Faut divers (1982) de Raymond Depardon. 14 h 30 : la Parisienne. Actualité Gaumont, la huitième femme de Boris-Boris (1958) d'Ernst Lubitsch. 18 h 30 : Au-delà du périmètre : la Berge en colère (1970) de Francis Warin. le Bonheur (1985) de Agnès Varda. 18 h 30 : la Forme d'une ville : A Paris (1972) de Robert Menegoz. les Faveurs de la lune (1984) d'Otar Iosseliani. 20 h 30.

28-04 : 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94).

AUX SOURCES DU NIL (A., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82).

BEST OF THE BEST (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-37).

BLACK RAINBOW (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26).

LA CAPTIVE DU DÉSERT (Fr.) : Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

CHARLIE (A., v.f.) : Le Berry Zébra, 11 (43-57-51-55) ; Danfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-54-48-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Grand Pavois, 15 (45-54-48-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).

CHET BAKER, LET'S GET LOST (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34) ; George V, 8 (45-62-41-48).

CONTE DE PRINTEMPS (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

CONTRE-ENQUÊTE (A., v.o.) : Cnd Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Maillo, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94).

CRIMES ET DÉLITS (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34) ; Le Triomphe, 8 (45-74-94-94).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Danfert, 14 (43-21-41-01) ; UGC Parnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9 (47-42-56-37) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-84-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Maillo, 17 (40-68-00-16) ; Le Gambetta, 20 (46-38-10-86).

LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU TU ADORERAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 2, TU NE CONVOITERAS PAS LES BIENS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 3, TU NE MENTIRAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 4, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 5, TU NE TUERAS POINT (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 6, TU NE SERAS PAS LUXURIEUX (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 8, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'UN AUTRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 9, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOITERAS PAS LES BIENS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 11, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 12, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 13, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 14, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 15, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 16, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 17, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 18, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 19, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 20, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 21, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 22, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 23, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 24, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 25, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 26, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 27, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 28, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 29, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 30, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 31, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 32, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 33, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 34, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 35, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 36, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 37, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 38, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 39, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 40, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 41, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 42, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 43, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 44, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 45, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 46, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 47, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 48, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 49, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 50, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 51, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 52, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 53, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 54, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 55, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 56, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 57, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 58, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 59, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 60, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 61, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 62, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 63, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 64, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 65, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 66, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 67, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 68, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 69, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 70, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 71, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 72, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 73, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 74, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 75, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 76, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 77, TU NE VOIES PAS LE VOLEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 78, TU NE

Le Monde SANS VISA

Comment faire
d'une ancienne
cité minière
de l'Hokkaido
une ville
vers laquelle
se déplaceraient
en foule
les visiteurs ?
C'est le pari,
et la réussite,
de Tetsuji Nakata,
maire
de Yubari.



Yubari, ville noire à l'avenir rose

C'EST un conte de fées à la japonaise. Plein de dragons crachant des yens, plein de sourires énigmatiques et de longue patience, un conte de fées dont la fin reste à écrire. Une fin qui ne peut être qu'eureuse : ils se marieront et eurent beaucoup de petits festivals.

Le conte commence il y a plusieurs années au Festival du film fantastique d'Avoriaz, création assez générale du promoteur de la station, Gérard Brémont et du chargé de relations publiques essayiste, Lionel Chouchan. Il s'agissait d'inventer une manifestation qui exalte le cadre architectural futuriste du lieu, on choisit le cinéma fantastique, on eut raison. La première édition, en 1973, distinguait l'œuvre modeste d'un débutant, un petit truc assez terrifiant bricolé pour la télé : il s'agissait de *Duel*, de Steven Spielberg. Depuis, Avoriaz a prospéré en horreur et en notoriété, jusqu'à devenir le festival de cinéma le plus célèbre sur la planète après celui de Cannes.

Avoriaz, 10 heures du matin

Célèbre, mais ayant su garder une dimension quasi familiale. Aussi les habitués du rendez-vous hivernal de l'étrange remarquent-ils, malgré sa discrétion, un jeune Nippon affable qui, depuis cinq ou six éditions, se montre d'une assiduité sans faille. Comme il distribue sa carte de visite très volontiers, on finit par apprendre son nom - sans pour autant le retenir : Yoichi Komatsuzawa. Il suit Lionel Chouchan partout, lui manifeste au fil des ans un sentiment quasi filial, prend énormément de photos, ce qui, pour un Japonais, n'est pas un signe distinctif, et beaucoup de notes, ce qui ne dérange personne.

Et puis, en 1988, un événement un peu loufoque se produit. Les journalistes présents à Avoriaz sont priés d'assister à une conférence de presse à 10 heures du matin. C'est tout pour un festivalier. Tout de

même, on se rend assez nombreux dans une salle où l'on a la surprise de voir, alignés sur une estrade de fortune, aux côtés de Yoichi très ému, une brochette de gentlemen en kimono, agitant des clochettes porte-bonheur et faisant passer dans les rangs des petits verres d'un breuvage d'une couleur vénénuse et d'un goût inédit.

Ces gentlemen asiatiques viennent de loin. De Yubari, apprend-on, une ville au nord de l'île du nord du Japon, Hokkaido. Ils viennent annoncer la prochaine naissance, dans cette cité fort peu connue, d'un festival du film fantastique et, en conséquence, le jumelage immédiat d'Avoriaz et de Yubari. Applaudissements polis. Perplexité générale. Cette annonce tient du canular et de la poésie : du sur-réalisme à l'état pur.

Fondu enchaîné comme on dit au cinéma, ou coup de baguette magique comme on dit dans les contes de fées. 1990 verra se dérouler le premier Yubari International Fantastic Adventure Film Festival, dont le délégué général n'est autre que le timide Yoichi Komatsuzawa. Et un petit groupe de voyageurs occidentaux ébahis débarqueront bien un matin sous la neige de Yubari (la ville, plantée à 43 degrés de latitude nord, à 60 kilomètres de Sapporo où se dérouleront les Jeux olympiques d'hiver de 1972, est « skiable » six mois par an).

Accueil calqué sur celui d'Avoriaz : fanfare, masques horribles, fumigènes, soupe chaude, tout y est... Le jumelage n'est pas un vain mot. Pendant cinq jours, avec de bons films, une salle de projection très convenable, des buffets de poissons crus si frais qu'ils semblent encore vivants, le festival ira son train. Guidé par les conseils du « parrain » d'Avoriaz, Lionel Chouchan, épaulé financièrement par des sponsors et des subventions, soutenu par la logistique du « grand frère », le Festival de Tokyo.

Mais malgré la présence de vedettes, tel le comédien américain John Voight ou le réalisateur britannique Terry Jones (ex-Monty Python), la manifestation n'aurait sans doute pas dépassé les limites de l'archipel si une véritable star ne s'y était révélée : la ville elle-même et son impresario le plus efficace en la personne de son maire, M. Tetsuji Nakata.

Yubari, ou la ville qui ne veut pas mourir. Si on longe la rue principale (il ne semble pas qu'il y en ait beaucoup d'autres), on se croirait dans une scène de *la Ruée vers l'or*, tendance Chaplin. Des maisons sans étage, humbles échoppes de merciers centennaires, boutiques nombreuses où s'entassent des denrées indéchiffrables. Seules concessions agressives et ronronnantes à la modernité, les armoires rutilantes des distributeurs de boissons fraîches. La ville semble étendue (elle l'est), assoupie.

Le projet fou

Le soir, dans un ou deux bistrot rudimentaires, on se livre aux délices bon enfant du *karaoke*. C'est le play-back des chanteurs professionnels à la portée des amateurs. On monte sur la scène minuscule, la bande-son du morceau démarre, les paroles défilent sur un petit écran. Et, le micro à la main, on se lance hardiment dans *la Vie en rose*, de Piaf, ou *Strangers in the night*, de Sinatra. Succès intime mais assuré.

La ville a connu des décennies plus glorieuses. Une gloire salissante et laborieuse. Yubari a été en effet la cité houillère la plus prospère du Japon. En 1874, le géologue américain Benjamin Smith Lyman découvrait la richesse du sous-sol de cette région vallonnée et couverte de forêts. Dans les années 50, il y avait jusqu'à vingt-quatre puits en activité, et 120 000 habitants. Puis d'autres énergies prennent le relais, Yubari décline, Yubari perd son âme. 24 000 personnes seulement y vivent aujourd'hui.

Le silence blanc tombe sur la ville noire. Fin du film ?

Sans doute. Si M. Tetsuji Nakata n'existait pas. Cet homme d'apparence à la fois ronde et carrée, qui saisis la moindre occasion pour porter des toasts terrifiants, levant son verre de vin de melon avec de féroces cris guerriers, est élu maire le 22 avril 1979, à l'unanimité... et sans opposant. Car M. Nakata a un projet fou, changer l'image déprimante de Yubari, cette image sombre qui s'efface comme celle d'une photo brûlée. De ce lieu industriel, hanté de gueules noires, forgé par la sueur des hommes, désormais abandonné, ignoré des Japonais eux-mêmes, il veut faire un vaste parc de loisirs, un pôle touristique planétaire, une station de vacances permanentes. Qui chez nous serait assez entreprenant pour vouloir transformer Hénin-Liétard en Saint-Tropez ? Il y a dix ans, les promesses électorales de M. Nakata ressemblaient à cette gageure.

Le plus drôle, c'est que les promesses ont été tenues. « J'ai longtemps été employé de banque », dit M. Nakata. Je sais comment emprunter de l'argent. » Ainsi 16 milliards de yens ont déjà été investis, la société de développement Maisushita, entre autres, ayant été convaincue de s'impliquer dans la renaissance de Yubari.

Pour commencer, le maire décide de changer le plus lourd handicap en atout. Qui pourrait avoir envie de passer ses vacances dans un puits de mine désaffecté ? Personne. Sauf si ce puits est transformé en musée. C'est ainsi qu'est né le « village mineur », vaste complexe didactique qui aura demandé dix ans de construction, gardé en surface par la statue d'un « pionnier », sa lampe de pierre fixée au casque pour l'éternité, d'un réalisme socialiste surprenant.

On entreprend son voyage en pénétrant dans un ascenseur aveugle qui progresse pendant une minute et vingt secondes,



simulant la sensation vertigineuse de s'enfoncer à 1 000 mètres sous terre. Puis on s'achemine le long des boyaux étayés, respirant un air savamment raréfié. Un cheval immobile, dont l'œil de verre brille dans la pénombre, tire ses wagonnets, un mineur de cire lève sa pioche dans un effort figé. Reconstitution touchante, d'une pieuse précision, impressionnante sonorisation. La visite est guidée par un petit homme âgé qui est là comme chez lui. M. Sutzuki a quatre-vingt-quatre ans, son père est mort dans la mine, lui-même y a travaillé de dix-huit ans à soixante ans. M. Sutzuki est vêtu comme un mineur encore, c'est peut-être devenu une seconde peau. Il caresse les parois scintillantes : « C'était un bon charbon », dit-il. Et il ajoute, avec un regret : « Il y en a encore... »

Le Musée de la mine, qui a attiré six cent mille visiteurs en 1989, n'est pas la seule attraction de Yubari. Un peu plus loin, un joli bâtiment blanc à colonnes. Lorsqu'on y pénètre, on est accueilli par une musique douce, des pépiements d'oiseaux. Cela évoque assez le funérarium de luxe. C'est, mise en scène, la aussi divinement sonore, une extraordinaire arche de Noé naturalisée. Plus de mille espèces réunies dans une harmonie, une sérénité que seul le taxidermiste peut obtenir. Le manque de place, fatalité du Japon, a ici des conséquences adorables. Les pingouins du Grand Nord sont blottis contre le zèbre kényan, et l'éléphant d'Asie a été empaillé tout bébé pour ne pas encombrer...

Un autre musée, résolument contemporain, consacré aux robots, a ouvert ses portes plus récemment. L'un d'eux est immense. U. Barrot (25 mètres de haut), technologiquement très avancé, peut cueillir une paquerette à l'aide de ses gigantesques pinces. D'autres, plus anciens et encore plus facétieux, vous prennent en photo, jouent au croquet ou clignotent simplement.

DANIEL HEYMANN

Lire la suite page 13.

سكزا من الالحل

سكز من الاجل

SANS VISA

JEUX

échecs

N° 1395

FEU D'ARTIFICE

(Tournoi interzonal, Manille, juillet 1990)

Blancs : J. LAUTIER (FRANCE)
Noirs : SHIROV (URSS)

Défense est-indienne.

1. d4 Cb6 18. Cc5 Fc5
2. Cf3 g6 19. D-d5 Fc6
3. g3 Fg7 20. Td1 Td8
4. Fg2 d6 21. Td1 Td8
5. e4 Cc6 22. Td2(m) Td8
6. e5 Cc7 23. e3 Dd7
7. Cc3(a) a6 24. Rd3 Fd5
8. a3(b) Fd7 25. Td1(m) Fg3
9. Fg3(d) a6 26. Rg3(c) Dd3
10. Fd3 Td8 27. Dd3 Dd2
11. Cc5(d) b5 28. Dd3 Dd2
12. Cc6 Fd5 29. Rg3 Dd2
13. Cc5 Td5 30. Dd3 Rg3
14. Dd2(h) g5 31. Dd4 Rg3
15. Cc5 Cc7 32. Td1 Fd3
16. Cc4(j) Td5 33. Almond. (v)

NOTES

a) 7. d5, entrant dans la « variante Panno » de l'est-indienne (17... Cc5 ; 8. Cc2, c6 ou 8... c5 comme dans la variante yougoslave... ; 9. a3, cxd5 ; 10. cxd5, Cc4 ; 11. Td2, Cc5 ; 12. b3) n'est pas du goût de J. Lautier qui évite cette variante lors d'une partie récente contre Hobbins à Valparaiso (7... Fg4 ; 8. Ff5 et 7... c5 sont d'autres possibilités. Le coup du texte prépare méthodiquement (après Fd7 et Td8) l'attaque du pion g4 via b7-b5.

b) Probablement supérieur à 8. d3 ; 8. Dd3 ; 8. Fg3 ; 8. e3 et 8. b3. Naturellement 8. d5 est toujours jouable, passant à la variante yougoslave par 8... Cc3 ; 9. Cc2, c5. c) Geller préfère 8... Td8, la sortie du F-d5 en d7 lui permettant une sortie de roque puisque la poussée b7-b5 n'est pas possible après 9. e4 ; si 9... b5 ; 10. cxd5, axb5 ; 11. d5 ! et si les Noirs tentent 9... d5 ils tomberont dans une nouvelle variante : 10. d5, Cc2 ; 11. c5, Cc8 ; 12. Fd3, f5 ; 13. Dd2, Cc6 ; 14. Cc5, Cb5 ; 15. e3, Cc5 ; 16. Cc6, Fc6 ; 17. dxb5, Cc3 ; 18. Dd3 avec avantage aux Blancs. d) 9. Ff3 est usuel. Sur 9... a4 les Noirs peuvent répondre par 9... a5 ou par 9... Ca5. e) Ou 11. Cc2, b5 ; 12. Td1, Ca5 ; 13. cxb5, axb5 ; 14. b4, Cc4 ; 15. Cc4, bxc4 ; 15. a3, Dc8 et les Noirs ne sont pas mal. f) Si 12... Fd5 ? ; 13. Fb6. g) Après 13... a5 ; 14. d5, Ca5 ; 15. b3, f5 ; 16. Td1 suivi de Fd4, l'avantage des Blancs est important. L'ouverture de la colonne b au profit de la T noire est parfaitement justifiée. h) Si 14. Td1, Ff5. i) Une réaction au peu perverse. Les Blancs qui ont retardé longtemps l'avance d4-d5, pouvaient encore attendre. Cependant, la position est complexe et, curieusement, la D en d2 semble gêner le jeu des Blancs : par exemple, si 15. Td-c1, Cb4 ! (menaçant 16... Cc3 et 16... Cc5) et 16. a4 se sert à rien : 16... Td8 (menaçant 17... Fg3 et 17... Cc5) ; Si 15. Td-c1, Cb4 ; 16. a4, Td8 ; 17. d5, f5 ; 18. Fd4, Fd5 ; 19. Cxd4, Td5 ; 20. Cc6, Fc6 ; 21. dxc6, Dd7 ; 22. e3, Dd6 ou a3 avec un bon jeu pour les Noirs. Ou encore 15... Ff5 ; 16. Cc1, Cc5 ; 17. a4, Cc4 ; 18. axb5, Cc2 ; 19. Cc2, Fd3 ; 20. Cc3, Dd7 ; 21. Rhd1, f5 avec la menace Td4 et f4. j) Si 16. Cc1, Cc5 ; 17. Fd4, Cc4 ; 18. Dd4, f5 et le pion b2 tombe. k) Un sacrifice positionnel de qualité exemplaire pour un pion, les cases blanches et la paire de F. l) Si 18. Dd5, c5 et 19... Fd3. m) Les Blancs ont mobilisé leur artillerie lourde et menacent 23. Td-c2, c5 ; 24. Td-c2, Fd3 ; 25. Fd5. n) Ce second sacrifice de qualité, essentiellement tactique, est de toute beauté. o) Trouver une défense satisfaisante n'est pas facile mais celle du texte ne retarde pas les Noirs, bien au contraire. Si 24. Dd5, Ff4 suivi de Fd5 et de l'avance b3-b4, etc. p) 25. Td3 est plus résistants mais la perte des Noirs continue : 25... b5 (et non 25... f4 ; 26. gxf4, gxf4 ; 27. Tg1+) ; 26. Tg1, g4 et 27... h4.

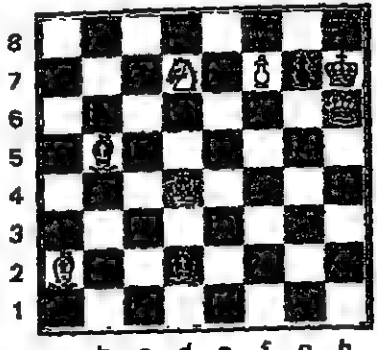
q) Un vrai feu d'artifice. r) Si 26. Rg1, Dd3 mat et si 26. Rf3, g4+. s) Si 27. Rb2, Dd2+ ; 28. Rb3, g4 mat. t) Forcé. Si 28. Txd3 (ou 28. Rb3), g4+. u) Avec cinq pions pour la T mais aussi un R blanc traqué par les pions noirs. v) Menace 31... Dd3 ; 32. Dg2, Dd4 mat. w) Menace mat en deux coups par 32... Dd3+ ; 33. Rb2, Dg3 mat. x) Menace 33... g4+ ; 34. Rb4, Dd2 mat. y) Si 33. Td2, Dd5 mat. Ah ! si les Blancs n'avaient plus les pions d2 et d3, ils pourraient se sauver par 33. Tg5+, bxc5 (ou 33. Rg5) ; 34. Dg7+, Rb5 ; 35. Dg7+, bxc5. Pat. Un prix de beauté bien mérité.

SOLUTION DE L'ETUDE N° 1394

P. HEUACKER (1952)
(Blancs : Rg3, Fc3, Cb3 et g5. Noirs : Rh3, Fd4, Cc6, Fb3.)
Si 1. Cc6 2. b2 ; 2. Cf7, Rf6 mat.
1. Cc7, b2 ; 2. Fd6, Fd1 ; 3. Ff5, b1-d ; 4. Fb1, Fd2 ; 5. Fd2.
A) 5... Fd3 ; 6. Cc6, Fd2 ; 7. Cf7 mat.
B) 5... Fb1 ; 6. Fd4, Fd3 ; 7. Cc6, Rg6 ; 8. Cc5+, Rf5 ; 9. Cc3 et les Blancs gagnent.

ETUDE N° 1395

F. PROKOP (1925)



BLANCS (4) : Rd4, Fd2, Cc7, Pt7.
NOIRS (5) : Rh7, Dh6, Fb5 et d2, Pg7.

Les Blancs jouent et font nulle.

CLAUDE LEMOINE

bridge

N° 1293

ARTISTES DE DEAUVILLE

Parmi les champions qui depuis 1963 ont joué au Tournoi des champions du Casino de Deauville, l'Anglais Collings a été un des plus brillants, comme le prouve cette manche réussie en 1966 au bridge rama. Le coup est simple à condition d'y penser.

♠ R 10 6 3
♥ A 10 9
♦ A 4
♣ 9 7 2
N
E
S
♠ 7 7 5
♥ 10 8 3
♦ 10 6 4 3
♣ 7 5 4 2
D 2
9 7
R 8 5

Ann : S. don. Tous vuln.
Salle n° 1 (rama).

Sud Ouest Nord Est
Collings Yallowe Casino Slaven.
1 ♠ contre surc. passe
2 ♠ passe 4 ♠ passe...

Ouest ayant entamé le 2 de Carreau, comment Collings a-t-il gagné QUATRE PIQUES contre toute défense ?

RÉPONSE

Il y a ici une précaution importante à prendre : l'élimination des Carreaux pour que l'adversaire ne puisse rejouer cette couleur sans donner une coupe et une défausse. Après avoir réalisé As Roi de Carreau, Collings a coupé le 4 de Carreau et a joué etout. Ouest a pris avec l'As de Pique sec, puis il a tiré l'As de Trèfle et a continué avec la Dame de Trèfle. Le déclarant a pris avec le Roi et il a rendu la main à Trèfle à Ouest pour le forcer à con-

tre-attaquer Cœur dans la fourchette ou Carreau (pour la coupe du mort et la défausse du 2 de Pique de Sud).

ÉTOUFFEMENT MÉTHODIQUE

Cette donnée a été distribuée au cours du fameux « tournoi sur invitation » du Cavendish. Sur dix-huit paires, douze déclaraient le chelem à Cœur et trois le cheubrent.

♠ 8 3
♥ A R 6 2
♦ R 10 8 3
♣ D V 4
N
E
S
♠ 9 6 3
♥ 9 8 5 4 3
♦ 9 7 5
♣ 5 3 2
A R 7 4
D V 10 7
9
A R 9 8
Ann. : N. don. Pers. vuln.

Ouest Nord Est Sud
passe 1 ♠ passe 1 ♠
passe 2 ♠ passe 2 ♠
passe 4 ♠ passe 4 ♠
contre passe 6 ♠

NOTE

La réponse de « 5 Cœurs » promettait deux As ou un As et le Roi d'atout conformément au « Blackwood à cinq As » ou BW Kc (Key card) dont le terme anglais est Roman Key Card Blackwood, une

bonne convention à condition... de savoir bien l'utiliser !

COURRIER

● RESCAPÉES DU LABYRINTHE (n° 1319). Les lecteurs qui ont découvert que le Labyrinthe n'avait pas de sortie sont de plus en plus nombreux. Voici une liste complémentaire de ceux qui ont trouvé « une deux jets de Carreau coupant le fil d'Ariane... » : Blanchet, Barrière, Dupré, Forestier, Lemaire, Palairé, Roux, Saladin, Waldmann.

OLYMPIADES DE GENÈVE

Elles auront lieu dans la première quinzaine de septembre.

PHILIPPE BRUGNON

dames

N° 385

TSJIZOW-SIJBRANDS

Match mondial, février, mars, 1990

Blancs : TSJIZOW (URSS)
Noirs : SIJBRANDS (Pays-Bas)
Ouverture : Raphaël

1. 12-28 18-23 25. 46-41 17-19
2. 38-37 19-18 26. 41-37 1-7
3. 31-27(a) 7-12 27. 34-29(b) 23-24
4. 43-38 17-21 28. 40-29 19-23
5. 49-43 23-29(b) 29. 39-34 13-19
6. 33-24 29-29 30. 37-31 8-13
7. 34-23 18-29(c) 31. 31-26(m) 7-11
8. 39-34 13-18 32. 26-17 11-13
9. 34-23 18-29 33. 30-27(n) 20-24
10. 35-30 9-13 34. 29-20 10-15(o)
11. 30-25(d) 21-26 35. 33-28(p) 15-24
12. 43-39 19-23 36. 37 6-11(q)
13. 28-19 14-23(r) 37. 37-31 24-29
14. 38-33(r) 29-38 38. 34-30 14-29(s)
15. 33-43 10-14 39. 25-14 20-24
16. 42-38 13-19 40. 31-26(q) 20-24
17. 34-33 8-13 41. 30-25 29-34
18. 47-42 4-9 42. 43-39(r) 34-43
19. 44-39 15-20 43. 40-39(r) 3-8
20. 40-34 5-10(h) 44. 45-40 8-12
21. 50-44 12-18 45. 39-33(u) 23-29
22. 44-40 2-8 46. 28-22 18-23(v)
23. 37-31(u) 26-37 47. 22-18 13-17
24. 41-32 11-17 48. 26-37 abandon(w)

NOTES

a) Parmi les autres débuts fréquemment pratiqués actuellement on note, notamment, 1. 42-38 (7-12) ; 4. 47-42, a1 (20-24) ; 5. 34-29, a2 (23-24) ; 6. 40-20 (15-24) ; 7. 45-40 (18-23), etc. (Grevenmans-Koot, Leeuwarden, décembre 1988).
a1) Délicate est la variante 4. 31-26 (20-24) ; 5. 36-31 (14-20) ; 6. 34-29 (23-24) ; 7. 40-29 (20-25) ; 8. 29-20 (23-24) ; 9. 45-40 (19-24) ; 10. 47-42

(14-19) ; 11. 41-36. (Pressman-Bolajkin, tournoi international de Minsk, 1988).

b) Ce carrefour peut aussi s'ouvrir sur le vide du prestigieux coup Dambur, découvert par ce maître français en 1910 : 5. 34-30 (14-20) ; 6. 30-25 (10-14) ; 7. 40-34 (1-7) ; 8. 44-40 (17-21) ; 9. 31-27 (10-15) ; 10. 37-31. Les Noirs tentent le coup Dambur en nœud temps : 10... (24-30) ; 11. 35-24 (19-23) ; 12. 28-19 (14-23) ; 13. 25-14 (10-19) ; 14. 34-25 (23-28) ; 15. 32-14 (21-32) ; 16. 38-27 (9-20) ; 17. 25-14 (13-18) ; 18. 14-23 (18-27) ; 19. 11-13, etc. Au chapitre des variantes où la grande prudence prévaut dans les débuts, on peut relever, entre autres, 3. 31-27 (7-12) ; 4. 43-38 (20-24), a3 ; 5. 37-31 (14-20) ; 6. 27-22 (18-27) ; 7. 31-22 (1-7) ; 8. 49-43 (10-14) ; 9. 34-29 (23-24) ; 10. 40-29 (20-25) ; 11. 29-20 (15-24) ; 12. 41-37 (16-21) ; 13. 45-40 (5-10), etc. (Clerc-Bonnave, championnat du monde, 1988, Paramaribo).

c) 4... (17-21) ; 5. 37-31 (21-26) ; 6. 49-43 (26-37) ; 7. 42-31 (20-24) ; 8. 41-37 (14-20) ; 9. 47-42 (11-17) ; 10. 46-41 (10-14) ; 11. 34-29 (23-24) ; 12. 40-29 (17-21) ; 13. 31-26 (20-25), etc. (Janssen-Kuystersmaus, Huissen, décembre 1988).
d) Dans cette dix-huitième du match mondial vingt parties, Sijbrands joue pour le titre puisqu'il a remporté la deuxième partie (étudiée dans la chronique précédente) et assuré la nulle dans les six autres parties.

Sijbrands, dans son style agressif observé dans la deuxième partie, pénètre résolument dans l'aile droite adverse. A noter, pour les débutants, que 5... (20-25) est interdit : 6. 27-22 (18-27) ; 7. 34-30 (23-24) ; 8. 40-27 (11-12) ; 9. 28-23 (19-23) ; 10. 33-31, B+.

e) Place le champion du monde en situation défensive, du fait notamment de l'absence d'un pion à 49.

f) Une gigantesque saignée est à noter pour les débutants sur 11. 44-39, les Noirs poursuivant par 11... (20-25) ; 12. 38-29 (19-23) ; 13. 29-20 (il faut prendre du côté du plus grand nombre) (15-31) ; (nulle six pions) ; 14. 37-17 (11-22), N+.

g) Repousse les Blancs sur leur flanc gauche et conforte l'avant-poste à 29.

h) Tsjizow rompt, à la manière d'un bonnet déjà essouffé par la cadence.

i) Formation d'une nouvelle colonne d'attaque alors que les Blancs doivent tout repenser.

j) Le GMI néerlandais a réglé la question du développement de sa grande diagonale (5 à 23).

k) Il fallait s'y résoudre pour écarter la présence d'un noir à 26 et développer la grande diagonale [46 à 28].

l) Si 25... (10-15), 26. 33-28 est interdit en raison du coup de dame, 26... (17-22) ; 27. 28-17 (23-29) ; 28. 34-12 (13-18) ; 29. 12-23 (19-46), dame.

m) Contestataire, pugnace, le Soviétique Tsjizow n'accepte pas un milieu de partie au centre (33-28 pour point de départ) et agresse, toutes griffes déployées,

celui qui, jusqu'alors, l'a dépossédé de son titre.

n) Sijbrands persiste au centre.

o) 31. 27-22 étant perdant.

p) Une facette caractéristique des coups de griffes très douloureux de Tsjizow, qui sont tous en science du jeu pour reprendre son titre. Il faut reconnaître qu'il est quand même parvenu à bien affaiblir l'aile droite de l'ogre Sijbrands.

q) Sur ce gambit, Sijbrands reprend pourtant l'initiative.

r) Réduit à la sagesse, le Soviétique s'engage au centre.

s) Sijbrands, le « chronométré », dans la défense de son aile droite.

t) Le « chronométré » fait usage, quand il le faut, de cette merveilleuse colonne d'attaque, qui lui permet de gagner des temps.

u) Un combat de giants : Tsjizow pratique une stratégie sans doute irréductible pour donner corps aux menaces sur l'aile droite du GMI néerlandais.

v) Sur cet échange, le GMI soviétique gagne des temps et répond à un impudique sans compter en fin de partie dans cette position.

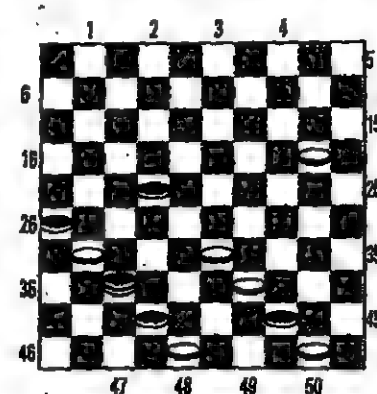
w) Une fin de partie à la fois passionnante et haletante : à tout instant tout peut basculer en faveur des Noirs ou... inversement.

x) Dans leur unanimité, les damistes occidentaux qui suivent la fabuleuse carrière de Sijbrands depuis 1968 se trouvent frappés de stupeur en constatant que ce coup est perdant !

y) La menace 25-20 étant imparable, Tsjizow conserve son titre sur le score de... vingt points à vingt points (une défaite, une victoire et dix-huit parties nulles).

PROBLÈME

M. CHILAND (Pays-Bas) 1990



Les Blancs jouent et gagnent. Le coq se dispute à l'humour, à la finesse, à l'élément de surprise dans cet étonnant final.

● SOLUTION : 31-27 ! (22x31) 33-28 (37x43) [prise majoritaire prioritaire] 48x37 (31x42) 50x37 !, - par opposition.

JEAN CHAZE

mots croisés

N° 622

HORIZONTALEMENT

1. On préfère celui des ventes à celui des pertes. - II. Fait une belle couverture. Purlent. - III. Faire la couverture. Délicieux par définition. - IV. Appelle. Met debout. Il faut pour cela un sentiment violent. - V. Méli-mélo. Au Japon. - VI. C'est un moyen ou de locomotion, ou d'enrichissement. Pas du tout recommandés. - VII. Passent rarement aux actes. Dans les romans, faisait retrouver l'esprit.

VERTICALEMENT

1. Conserve. - 2. Il suit des règles bien établies. - 3. Pour entrer dans le secret. A trop attendu. - 4. Laisser glisser. Regarde plutôt en arrière. - 5... sans en croire leurs oreilles parfois. En route. - 6. S'est fait arrosé. - 7. Pronom. Dis un mot, en passant. - 8. Possessif, on un sens. Sur le champ. - 9. Même direction. Dans l'Oise. C'est aussi moi. - 10. Mesure. Elle se fait plus rare, mais on l'aime toujours. - 11. Atteignent l'intégrité. - 12. Demeurée. Article. - 13. Nourritures.

SOLUTION DU N° 621

Horizontalement

I. Thérapeutique. - II. Rumeurs. Rouen. - III. Amourette. Irc. - IV. Quines. Ete. - V. Us. Iota. Tassa. - VI. Relâcher. Eu. - VII. Nuisance. Ails. - VIII. Art. Scrupules. - IX. Réas. Eurydice. - X. Délassements.

Verticalement

1. Traquenard. - 2. Humus. Urée. - 3. Emoi. Rital. - 4. Réunies. Sa. - 5. Auréolas. - 6. Prestances. - 7. Est. Accrus. - 8. Te. Heure. - 9. Trente. Pym. - 10. Io. Taraud. - 11. Quies. Ilin. - 12. UER. Select. - 13. Enchaussés.

FRANÇOIS DORLET

anacroisés

N° 624

Horizontalement

1. CEELNOOS. - 2. REILLTU. - 3. AAELNPS. - 4. CEHIOORS (+). - 5. AGIOUYX. - 6. AEHINOPS. - 7. CEHLNRY. - 8. ADEEMRU. - 9. EELMPS (+2). - 10. AABELL. - 11. AELRTY. - 12. AEEPRRT. - 13. AEIRRU (+). - 14. EELPRS. - 15. EENNST (+). - 16. ADEIOSS. - 17. AEINOSS. - 18. EENRSS.

Verticalement

1. CELNNOO. - 2. AEEGPRR. - 3. AGHIMOR. - 4. AEELMPT. - 5. 23. AERSUY. - 6. AELSUUV. - 7. ABEERRT. - 8. 23. AILLTU. - 9. DEEOPKY. - 10. AAILNPS (+2). - 11. EELNPT (+). - 12. AEIORRT. - 13. ADEEHOR. - 14. AENNOTT (+4). - 15. EELRST. - 16. CEISSU. - 17. 33. CEEORTU (+2). - 18. EINOSSU. - 19. EIUUVX.

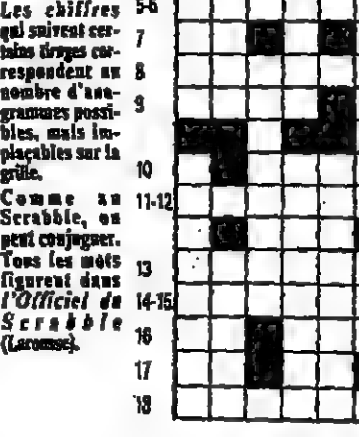
SOLUTION DU N° 623

1. NANISER (NARINES, RENNAIS). - 2. AMIDONNE (MON-

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent certains termes correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais implémentables sur la grille.

Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans l'Officiel de Scrabble (Larousse).



DAINE). - 3. ACHALAR, québ. importuner (HARCELA, LACHERA, CHARALE, RELACHA). - 4. TOQUARD. - 5. RAINURE (REUNIRA, RUINERA, URINERA). - 6. UPERISA (SUPERAL...). - 7. RAGONDIN. - 8. HUEKENT (RUTHENE). - 9. ZESTRE. - 10. EKORDE. - 11. DIGRESSA (DEGRISAS). - 12. ANARCHIE (CHAINERA, ECHARNAI). - 13. PEBROQUE. - 14. RECRIONS (CORNIERS). - 15. OSTIOLES (LOTOISES). - 16. ANNUTE (NOUAIENT). - 17. ASPERTE (PIETAS). - 18. WERGELD. - 19. NITOUCHES. - 20. DIPLOMA. - 21. BILEUSES (BLEUSSE). - 22. NIQUEREZ. - 23. RECRIRAI.

24. SPARIDES (DISPERSA, PRESIDAS, DEPRISAS). - 25. RASANTES. - 26. RADIANTE (RADAIENT, ENTRAIDA). - 27. SAURENT (NATURES, SATURNE). - 28. EMANES (AMENES). - 29. AHEURTA, s'aboyer ; s'aboyer. - 30. LEVURERA. - 31. ILLEGAUX. - 32. ORPHEON. - 33. ORGANIER, facteur d'orgue (IGNORERA, ROGNERAI, RONGERAI). - 34. PENSIVE. - 35. NEGRIERE (RENEIGER). - 36. ETINTE (TENTE). - 37. REVEREND (REVEN-DRE).

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET

SANS VISA LA TABLE

Fourchettes d'août

Petit guide des « ouverts »

Il y a de plus en plus nombreux, semble-t-il. Et aussi les restaurants qui ouvrent pour eux, tant pour les touristes (qu'ils ne ferment qu'une semaine autour du 15 août, qui vide la capitale). Voici donc une liste, incomplète bien sûr, mais de bonnes maisons que je puis conseiller. En vous demandant pourtant de téléphoner au préalable car... souvent restaurant fermé et bien fol est le guide qui s'y fient !

Il y a évidemment les classiques : les restaurants des grands hôtels : l'Esplanade-Ritz, le Bristol, le Plaza, le Royal-Monceau, le grill du George-V, les Célébrités du Nikko, le Clos Longchamp du Méridien, la Couronne de l'Hotel Warwick.

Les « dans le vent », les Fouquet's en tête avec aussi la Ferme de Marbeuf, le Beuf sur le Toit, Charlot Roi des Coquillages.

Et puis, dans chaque quartier, quelques « certitudes » (des plats que j'aime bien dans un climat « sympa ») et des nouveaux venus.

En voici une petite liste :

1^{er} arrondissement :
- Gérard Besson (5, rue du Coq-Héron - tél. 42-33-14-74).
- Gourmand et ses Poissons (17, rue Duphot - tél. 42-60-36-07).
- La Passion (1, rue des Petits-Champs - tél. 42-97-53-41) son menu-carte à 180 F.

- Serge Granger (30, place du Marché-Saint-Honoré - tél. 42-60-03-00), un petit dernier.

2^e arrondissement :
- La Corbeille (154, rue Montmartre - tél. 40-26-30-57).

3^e arrondissement :
- L'Ambassade d'Auvergne (22, rue du Grenier-Saint-Lazare - tél. 42-72-21-22).

- Le Connétable (55, rue des Archives - tél. 42-71-41-40).

4^e arrondissement :
- Le Lapin à Jules (10, rue de Sévigné - tél. 42-71-80-90).

- Le Mont des Chimères (69, rue St-Louis-en-l'Île - tél. 43-34-45-27).

5^e arrondissement :
- Le Pactole (44, bd St-Germain - tél. 43-26-92-28).

- L'Auberge des Deux Signes (46, rue Glandieu - tél. 43-25-00-46).

- La Bûcherie (41, rue de la Bûcherie - tél. 43-54-78-06).

- Le Petit Navire (14, rue des Fossés-St-Bernard - tél. 43-54-72-52) et ses poissons.

6^e arrondissement :
- Le Procope (13, rue de l'An-cienne-Comédie - tél. 43-26-99-20).

- Le Sybarite (6, rue du Sabot - tél. 42-22-21-56).

- Le Pralognan (3, rue Haute-feuille - tél. 43-54-35-46).

7^e arrondissement :
- Le Bourdonnais (113, av. de La

Bourdonnais - tél. 47-05-47-96). Une cuisine rare dans un cadre élégamment féminin, un accueil d'exception.

- Le Récamier (4, rue Récamier - tél. 45-48-86-58).

- Le Lux (4, rue Pierre-Leroux - tél. 43-06-99-39), à découvrir.

Et enfin :
- L'Écluse (10, rue Saint-Simon - tél. 42-22-01-00), un petit nouveau agréable.

8^e arrondissement :
- Alain Rayé (49, rue du Colisée - tél. 42-25-66-76). Une très bonne petite grande maison.

- Jean de Chasse (10, rue La Trémoille - tél. 47-23-53-53).

12^e arrondissement :
- Le Train bleu (Boîtier gare de Lyon - tél. 43-43-09-06).

- Le Temps des Cerises (216, du Fg-Saint-Antoine - tél. 43-67-52-08).

13^e arrondissement :
- Les Vieux Métiers de France (13, bd Auguste-Blanqui - tél. 45-88-90-35) où vous découvrirez le vin de Suresnes.

- L'Auberge Elchegorry (41, rue Croulebarbe - tél. 43-31-63-05).

14^e arrondissement :
- Louis Landès (157, avenue du Maine - tél. 45-43-08-04).

- Le Canard au Pot (2, rue Boulevard - tél. 43-22-79-52).

- L'Auberge de l'Argoat (27, ave-

Doumer - tél. 45-24-55-37).

- Le Relais d'Auteuil (31, bd Murat - tél. 46-51-09-54).

- Sous l'Olivier (15, rue Goethe - tél. 47-20-84-81).

17^e arrondissement :
- Michel Comby (116, bd Pereire - tél. 43-80-88-68), l'incontournable de la place.

- La Barrière de Clichy (2, bd de Douaumont - tél. 47-37-05-18).

- La Grosse Tartine (91, bd Gouvion-Saint-Cyr - tél. 45-74-02-77) et son jardinier-pâtissier.

- André Baumann (64, av. des Ternes - tél. 45-74-16-66) et ses choucroutes d'été.

- La Truite vagabonde (17, rue des Batignolles - tél. 43-87-77-80).

- Epicure 108 (108, rue Cardinet - tél. 47-63-50-91).

- Chez Léon (33, rue Legendre - tél. 42-27-06-82).

18^e arrondissement :
- Le Clodenis (67, rue Caulaincourt - tél. 46-06-20-26).

- Le Poulbot gourmet (19, rue Lamarck - tél. 46-06-86-00).

- Les Chants du Piano (10, rue Lambert - tél. 42-62-02-14).

19^e arrondissement :
- Pavillon Pucelle (Buttes-Chaumont - tél. 42-08-92-62).

- Aux Deux Taureaux (206, av. Jean-Jaurès - tél. 42-02-12-40).

Mais peut-être aurez-vous envie de découvrir (ou retrouver) des cuisines d'ailleurs ? Un moyen comme un autre de voyager immobile. Alors notez :

Cuisine allemande : Le Vieux Berlin (132, av. George-V - tél. 47-20-88-96).

Cuisine italienne : La Main à la Pâte (35, rue St-Honoré - tél. 45-08-85-73), La Fontana (17, rue de Pontbieu - tél. 42-25-14-72), L'Appennin (61, rue de l'Amiral-Mouchet - tél. 45-08-83-15).

Cuisine danoise : Flora Danica (142, av. des Champs-Élysées - tél. 43-59-20-41).

Cuisine d'Afrique du Nord : Le Timagad (21, rue Brunel - tél. 45-74-23-70), Wally le Saharien (16, rue Le Regratier - tél. 43-25-01-39).

Cuisine sino-vietnamienne : Tan Dinh (60, rue de Verneuil - tél. 45-44-04-84).

Cuisine japonaise : Benkyo (61, rue de Grenelle - tél. 40-58-20-00).

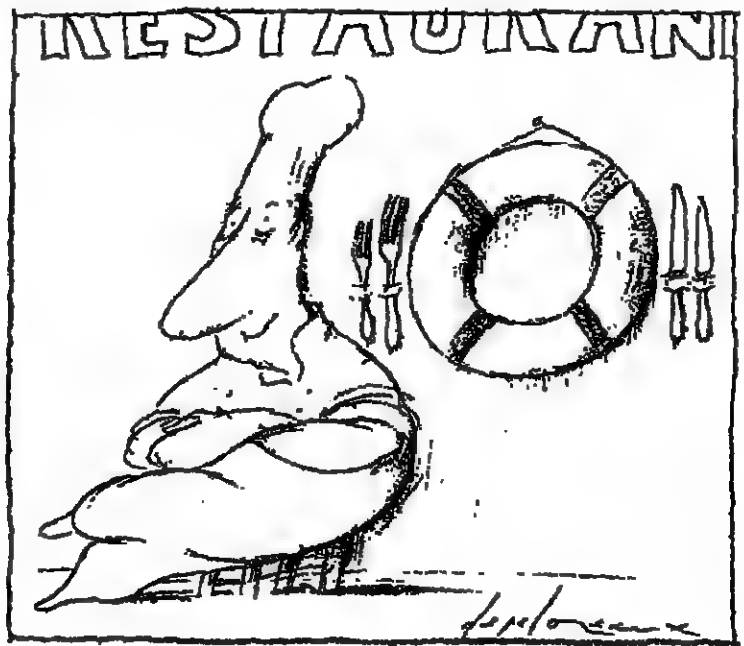
Et enfin la proche banlieue !
L'Auberge du 14-Juillet (9, bd de la République à La Garenne-Colombes - tél. 42-42-21-70), Jacques-line Fenix (42, av. De Gaulle à Neuilly - tél. 46-24-42-61), Au Pic du Midi (94, av. Victor-Hugo à Vanves - tél. 46-52-19-93), L'Auberge Saint-Quentinnoise (23, bd de la République à Livry-Gargan - tél. 43-51-13-06), Le Vieux Clodion (18, rue de Champigny à Chennevières - tél. 43-76-09-39), La Closerie péguignonne (85, bd Allemanne à Argenteuil - tél. 39-90-01-28), Cazadehore (1, av. Kennedy à Saint-Germain-en-Laye - tél. 34-51-93-80) en pleine forêt. Les Trois Marches (3, rue Colbert à Versailles - tél. 39-50-13-21), un som-met, A la Grâce de Dieux (75, bd Carnot au Vésinet - tél. 34-80-05-44), L'Oustalou (9, bd Brandebourg à Ivry - tél. 46-72-24-71), Le Van Gogh (2, quai Aulagnier à Asnières - tél. 47-91-05-10 - sauf la semaine du 15 août), Le Restaurant du Château à Jouy-en-Josas, seulement à partir du 21 août enfin.

LA REYNIÈRE

Dernière heure : dans le 5^e sera ouverte la Rotisserie du Beaujolais (19, quai de la Tournelle - tél. 43-34-17-47). Et dans le 17^e l'irrésistible Laidin (154, bd Pereire - tél. 43-80-87-40) avec ses magnifiques « au dixième », les poissons bien traités, l'accueil pétillant de Jacques Billaud.

RECTIFICATIF. - J'ai annoncé ici même (Le Monde du 7 juillet) l'arrivée à la Tour du Pacoret, l'hôtel confortablement installé dans une tour de guet du seizième siècle de Grisy-sur-Seine, de Philippe Lacharme, cuisinier « migrateur » mais de qualité. Je puis officiellement assurer que l'information devait être fautive puisque M= Vellat, propriétaire de cet hôtel de charme, me confirme qu'elle continue. Et cela est heureux pour elle. Dont acte et avec mes excuses. Rappelons l'adresse : Grisy-sur-Seine, 73460 Fontenex ; tél. : 79-37-91-59.

DANIEL HEYMANN



- Le Manoir normand (77, bd de Courcelles - tél. 42-27-38-97).
- Jean-Luc Mesline (3, rue du Cdt-Riviera - tél. 43-59-22-85).
- La Ferme des Mathurins (17, rue Vignon - tél. 42-66-46-39). Une « table de Magret », une maison « heureuse ».
Et enfin :
- La Ferme Saint-Hubert (21, rue Vignon - tél. 47-42-79-20), Du welsh à l'ail, repas fromagers à petits prix.
9^e arrondissement :
- Le Quercy (36, rue Condorcet - tél. 46-78-30-61).
- Le Ty Cox (33, rue St-Georges - tél. 46-18-42-95) et ses poissons bretonnants.
10^e arrondissement :
- Brasserie Flo (7, cour des Petits-Ecuries - tél. 47-70-13-39).
11^e arrondissement :
- L'Aiguille (37 bis, rue de Montreuil - tél. 43-72-42-32), ses diners planistiques.
- Les Amognes (243, rue du Fg-St-Antoine - tél. 43-72-73-05), un petit nouveau (Thierry Coué enfin chez lui).

peut se contenter d'une capacité hôtelière de cent treize lits. Qu'à cela ne tienne. Six mois plus tard l'hôtel Shupara, ultra-moderne, s'est inventé une aile de plus et compte trois cent quatre-vingt-dix-neuf lits. M. Nakata ne dit : « Ce n'est pas fini. Dans cinq ans, il y aura trois mille lits. Dans sept ans, dix mille. Et un golf de dix-huit trous et un village du Père Noël, l'hiver pour les enfants, et d'autres manifestations qui viendront s'ajouter à la Fête des azalées, au Festival musical, au Festival du melon, à la Fête des feuilles jaunes... »

Festival aigüé ? Folie des grandeurs ? Non. M. Nakata suit et précède, s'il le peut, une révolution : l'irrésistible mouvement de son pays vers une civilisation de loisirs. « Vous rendez-vous compte, dit-il, il y a déjà (f) dix-sept jours de congés annuels, sans compter les week-ends, plus en plus nombreux. » Et il rit, lève son verre de vin de melon à la santé de sa ville bien-aimée qu'il veut parer d'un manteau de fêtes ininterrompues qui recouvrira définitivement les crassiers endormis, les veines d'or noir épuisées, les fantômes apaisés des mille trois cent sept morts au fond, en un siècle.

Au moment où s'ouvrait en mai dernier le Festival des fleurs de cerisier, le dernier puits de mine de Yubari a fermé.

Yubari, ville noire à l'avenir rose

Suite de la page 11

Comme font les robots. Tandis qu'un savant animé, très début de siècle, à qui on a donné la tête d'un Pasteur aux yeux bridés, dispense d'une voix cavernes une histoire édifante destinée aux écoliers japonais, où il est question du progrès, de ses bienfaits, de ses dangers.

Et là ? Ce château altier sur la colline ? Avec son assez fier donjon. Est-ce la demeure méritée du rénovateur de Yubari, M. le maire Nakata ? Nenni. C'est Melon Castle. L'usine ouverte au public où sont traités, transformés, préparés, emballés, expédiés les melons locaux, autre et récente source de fierté et de rentabilité, 4 milliards de yens à l'exportation. Le melon yubarien, cultivé toute l'année sur 135 hectares (l'hiver en serre, l'été en pleine terre), devient liqueur (trois sortes baptisées pour l'exotisme « Romeo », « Juliet » et « Laurence »), vin, rouge, blanc ou rosé (!), et sorbet (délicieux).

Enfin, et c'est là que l'on revient à Avoriaz, Yubari est aussi une station de sports d'hiver en pleine expansion. Les pistes y sont un peu douces pour des champions, mais on y skie en musique et, projecteurs aidant, toute la nuit si l'on veut.

Les classes de neige s'y pressent en foule, skieurs débutants, équipés à l'identique, comme si, dans ce domaine comme dans tant d'autres, on pariait sur l'avenir...

M. le maire peut se frotter les mains. Avant même de lancer son Festival du film fantastique, il avait déjà réussi son pari. Yubari, la ville à l'agonie, est ressuscitée : un million huit cent cinquante mille visiteurs l'an dernier. Mais, pour lui, le festival représentait à l'évidence mieux qu'une attraction de plus. M. Nakata est un cinéphile passionné (Jean Gabin est son idole, et il a baptisé la piste cyclable du pays « le ruban jaune », en hommage au film de John Ford), sa notice biographique en témoigne : « Ses parents adoraient le cinéma au point de sauter un repas pour pouvoir voir un film. Dès son plus jeune âge, Teisui Nakata ne peut échapper à la fascination de l'écran. Réservant toujours sa place au premier rang, il deviendra d'une extrême myopie à partir de l'école primaire... »

Myopie sans doute, mais voyant loin, et vite. Lorsque Lionel Chouchan opère son premier voyage à Yubari, il fait remarquer qu'une ville accueillant un festival international ne

GASTRONOMIE

LES POMMES À L'AIL

« Le jardin de l'Anisan »

A la Bastille, Stéphane, le chef, confectionne une cuisine si raffinée et appréciée que l'on ose en redemander. Le pavé aux pommes à l'ail, le magret de canard, et les poissons...

A la carte. 130 F. Menu 85 F. 9, rue de Charonne, 11^e. Tél. : 47-00-54-53

YUGARAI

14, rue Dauphine (6^e)

Tél. 43.26.44.91. F. Lun.

Air climatisé

SPECIALITES INDIENNES

Tout est bon, raffiné et parfumé, jusqu'au café.

De tous les indiens celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique

Christian MILLAU (GAULT MILLAU)

Vous n'êtes pas encore parti en vacances...

DIEP

ou le plus grand restaurant asiatique à Paris, avec 350 places, dans un décor somptueux, comme à Hong Kong. Au déjeuner : « MENUS EXPRESS » à 78 F. Cuisine à la vapeur présente sur charbon (une entrée, un plat, un dessert) à vous « après » chinois (fruits de mer aux pâtes, de soja, nem, pinces de crabes farcies), si vous choisissez « thaïlandais » (crevettes à la citronnelle, moules sautées en sauce, salades farcies, raviolis aux légumes de légumes), si vous préférez choisir parmi la carte qui est impressionnante, le choix est vaste comme est le restaurant « DIEP » (Tava et canard en saignant, plats de soja croustillants en papillotes, travers de porc sauté à la façon « Kieu Do » la fondue, le merlu de poisson d'agneau, le canard laqué etc. Vivier de langoustes. Air conditionné. Et aussi doucement installé aux Champs-Élysées, même la nuit !
DIEP à l'Opéra, 28, rue Louis-le-Grand (2^e). Tél. : 47-42-31-58 & 94-47.
DIEP 22, rue de Pontbieu (8^e). Tél. : 42-56-23-96.
DIEP 55, rue Pierre-Charon (8^e). Tél. : 45-63-52-76.
Ce tout restaurant est ouvert tous les jours. Service assuré jusqu'à minuit. Parking à proximité.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Aquitaine

ENTRE MER ET MÉDOC

HOTEL RESTAURANT *** NN

Parc fleuri 2 ha. Piscine, tennis, parcours santé, piste cyclable, golf, 1/2 pension 275 F

LES ARDILLIÈRES, 33160 SALAUINES

Tél. : 56-58-58-08

FAX : 56-58-51-01

Côte d'Azur

06400 CANNES

HOTEL LIGURE **** NN

S. rue Jean-Jaurès - 06400 CANNES

Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275

FAX : 93-39-19-48

A 300 mètres de la célèbre Croisette et des plages.

Climatisé, insonorisé, chambres TV couleur, Tél. direct, minibar.

NICE

HOTEL LA MALMAISON

Best Western **** NN

Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.

50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES

TV COULEUR PAR SATELLITE

Restaurant de qualité.

48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE

Tél. 93-87-62-56 - Tél. 470410

Télécopie 93-16-17-99

HOTEL VICTORIA ***

33, boulevard Victor-Hugo

06000 NICE - Tél. 93-88-39-60

Plein centre-ville, calme.

Petit parking, grand jardin.

chambres TV couleur câble.

téléphone direct, minibar.

Montagne

05350 SAINT-VÉRAN

Hautes-Alpes, parc rég. du Queyras

2 040 m. site classé du XVIII^e siècle

Eti-Hiver, plus haute comm. d'Europe.

2 hôtels 2 étoiles

Logis de France

Piscine, Tennis, Billard, Sal. repos.

Mobilier, chambres studios, chambres,

1/2 pens. pens. complète séj. libres

LE VILLARD tél. : 92-45-82-08

LE BEAUREGARD tél. : 92-45-82-62

FAX : 92-45-80-10

Paris

SORBONNE

HOTEL DIANA **

73, rue Saint-Jacques

Chambres avec bain, w.c., TV couleur.

Tél. direct.

De 280 à 420 F. - Tél. 43-84-92-55.

Provence

AUX-EN-PROVENCE

HOTEL RESIDENCE

Location d'appartements meublés pour séjour de courte ou longue durée.

Proximité de la gare.

L'HOTEL PARTICULIER

Tél. : 42-38-29-92

Provence

DROME PROVENÇALE

Paris/4 h par TGV (Montélimar).

Site exempt, microclimat, prom., musc.

UVA sauna. Cuis. à votre goût.

On ne fume pas à table.

Chbres gd cft prix d'hiver. Mireille

Colombe. Tél. : 75-26-12-89.

Auberge du vieux village d'Andres,

26110 Nyons - Fax : 75-26-38-10.

Angleterre

Après récente rénovation, ouverture du :

ASTON COURT HOTEL LONDON

Au centre de Londres et seulement à quelques minutes à pied de High Street

Kensington et Hyde Park.

Toutes les chambres ont : s. de b., TV

par satellite et télévis., minibar et télé-

phone direct. Service pressing,

ascenseur, etc. Bar réservé

aux résidents, serre.

Ch. individuelles : £ 47,50.

Ch. 2 pers. : £

سكننا من الامل

AGENDA

Dimanche 29 juillet

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans le Monde radio-télévision ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 27 juillet

TF 1 20.30 Jeux : Intervallés. Marques-Cap. 22.30 ► Magazine : Sirocco. Sommaire : Plongée boréale ; La fabuleuse équipée de Mrs Shaw ; La caravane du lac Assal ; La danse des masques s-lankais. 23.30 Série : Tous en boîte. 0.20 Journal.	A 2 20.40 Divertissement : Grosses bêtises. 21.35 Série : Héritage oblige. Le parfum, de Daniel Losset. 22.30 Journal et Météo. 22.45 Cinéma : Good morning Babilonia. ■ Film américano-italo-français de Paolo et Vittorio Taviani (1986) (v.o.).	FR 3 20.35 Magazine : Thalassa. Grandeur nature, sur les traces de Jean-Jacques Audoubert. 21.30 Journal et Météo. 21.50 Téléfilm : Plus folle que reine. Cinéma d'animation : De l'autre côté. Cinq films de Jean-François Léguillon. 0.00 Musique : Carnet de notes. Symphonie n° 94, de Haydn.	CANAL PLUS 20.30 Sport football.
TF 1 20.30 Jeux : Intervallés. Marques-Cap. 22.30 ► Magazine : Sirocco. Sommaire : Plongée boréale ; La fabuleuse équipée de Mrs Shaw ; La caravane du lac Assal ; La danse des masques s-lankais. 23.30 Série : Tous en boîte. 0.20 Journal.	A 2 20.40 Divertissement : Grosses bêtises. 21.35 Série : Héritage oblige. Le parfum, de Daniel Losset. 22.30 Journal et Météo. 22.45 Cinéma : Good morning Babilonia. ■ Film américano-italo-français de Paolo et Vittorio Taviani (1986) (v.o.).	FR 3 20.35 Magazine : Thalassa. Grandeur nature, sur les traces de Jean-Jacques Audoubert. 21.30 Journal et Météo. 21.50 Téléfilm : Plus folle que reine. Cinéma d'animation : De l'autre côté. Cinq films de Jean-François Léguillon. 0.00 Musique : Carnet de notes. Symphonie n° 94, de Haydn.	CANAL PLUS 20.30 Sport football.

Samedi 28 juillet

TF 1 15.45 Tiercé à Evry. 15.55 La Une est à vous (suite). 17.40 Magazine : Trente millions d'amis. 18.10 Série : Paire d'as. 19.05 Série : Marc et Sophie. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal. 20.35 Variétés : Fou rire. Emission présentée par Christian Morin et Jean Poi- net. 22.15 Série : Columbo. 23.35 Magazine : Formule sport. 0.25 Journal et Météo.	A 2 14.10 Série : Larry et Baldi. 14.40 Magazine : Sports été. Athlétisme : championnat de France à Blois ; Equitation : championnat du monde à Stockholm. 17.15 Série : Un duo explosif. Jean-Claude Bialy. 19.00 Série : Mac Gyver. 20.00 Journal et Météo. 20.40 Les clés de Fort Boyard. De Jacques Antoine. 21.45 Série : Frank chasseur de fautes. Le meilleur des ennemis, de Nicholas Sgarbi. 22.35 Magazine : La passion selon Vincent. Le phénomène Van Gogh ; Aux sources du mythe ; Les marchands du temple dans les lieux du souvenir ; La patronat éclairé. 23.35 Journal et Météo. 23.50 Variétés : Les concerts imaginaires. Avec Carl Perkins, Rod Sta- wart, Simply Red, Elvis Cos- tello, Martha Reeves and the Vandellas, Otis Redding, Prince, Gary Moore...	FR 3 14.00 ► Magazine : Racines. Présenté par Michel Folc. — De 15.00 à 19.00 La Sept — 15.00 Magazine : Imaginé. 15.30 Documentaire : Ceux qui appellent les requins. De Denis O'Rourke. 16.30 Documentaire : Jean Painlevé au fil de ses films. De Denis Dermen (7). 17.00 Danse portraits : Mark Morris. 18.00 Magazine : Mégamix. De Martin Meissonnier. 19.00 — De 20.00 à 0.00 La Sept — 20.00 Documentaire : Histoire parallèle.	TF 1 15.45 Tiercé à Evry. 15.55 La Une est à vous (suite). 17.40 Magazine : Trente millions d'amis. 18.10 Série : Paire d'as. 19.05 Série : Marc et Sophie. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal. 20.35 Variétés : Fou rire. Emission présentée par Christian Morin et Jean Poi- net. 22.15 Série : Columbo. 23.35 Magazine : Formule sport. 0.25 Journal et Météo.	A 2 14.10 Série : Larry et Baldi. 14.40 Magazine : Sports été. Athlétisme : championnat de France à Blois ; Equitation : championnat du monde à Stockholm. 17.15 Série : Un duo explosif. Jean-Claude Bialy. 19.00 Série : Mac Gyver. 20.00 Journal et Météo. 20.40 Les clés de Fort Boyard. De Jacques Antoine. 21.45 Série : Frank chasseur de fautes. Le meilleur des ennemis, de Nicholas Sgarbi. 22.35 Magazine : La passion selon Vincent. Le phénomène Van Gogh ; Aux sources du mythe ; Les marchands du temple dans les lieux du souvenir ; La patronat éclairé. 23.35 Journal et Météo. 23.50 Variétés : Les concerts imaginaires. Avec Carl Perkins, Rod Sta- wart, Simply Red, Elvis Cos- tello, Martha Reeves and the Vandellas, Otis Redding, Prince, Gary Moore...	FR 3 14.00 ► Magazine : Racines. Présenté par Michel Folc. — De 15.00 à 19.00 La Sept — 15.00 Magazine : Imaginé. 15.30 Documentaire : Ceux qui appellent les requins. De Denis O'Rourke. 16.30 Documentaire : Jean Painlevé au fil de ses films. De Denis Dermen (7). 17.00 Danse portraits : Mark Morris. 18.00 Magazine : Mégamix. De Martin Meissonnier. 19.00 — De 20.00 à 0.00 La Sept — 20.00 Documentaire : Histoire parallèle.	TF 1 15.45 Tiercé à Evry. 15.55 La Une est à vous (suite). 17.40 Magazine : Trente millions d'amis. 18.10 Série : Paire d'as. 19.05 Série : Marc et Sophie. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal. 20.35 Variétés : Fou rire. Emission présentée par Christian Morin et Jean Poi- net. 22.15 Série : Columbo. 23.35 Magazine : Formule sport. 0.25 Journal et Météo.	A 2 14.10 Série : Larry et Baldi. 14.40 Magazine : Sports été. Athlétisme : championnat de France à Blois ; Equitation : championnat du monde à Stockholm. 17.15 Série : Un duo explosif. Jean-Claude Bialy. 19.00 Série : Mac Gyver. 20.00 Journal et Météo. 20.40 Les clés de Fort Boyard. De Jacques Antoine. 21.45 Série : Frank chasseur de fautes. Le meilleur des ennemis, de Nicholas Sgarbi. 22.35 Magazine : La passion selon Vincent. Le phénomène Van Gogh ; Aux sources du mythe ; Les marchands du temple dans les lieux du souvenir ; La patronat éclairé. 23.35 Journal et Météo. 23.50 Variétés : Les concerts imaginaires. Avec Carl Perkins, Rod Sta- wart, Simply Red, Elvis Cos- tello, Martha Reeves and the Vandellas, Otis Redding, Prince, Gary Moore...	FR 3 14.00 ► Magazine : Racines. Présenté par Michel Folc. — De 15.00 à 19.00 La Sept — 15.00 Magazine : Imaginé. 15.30 Documentaire : Ceux qui appellent les requins. De Denis O'Rourke. 16.30 Documentaire : Jean Painlevé au fil de ses films. De Denis Dermen (7). 17.00 Danse portraits : Mark Morris. 18.00 Magazine : Mégamix. De Martin Meissonnier. 19.00 — De 20.00 à 0.00 La Sept — 20.00 Documentaire : Histoire parallèle.
---	---	---	---	---	---	---	---	---

TF 1

10.05 Club Dorothée. 10.55 Magazine : Les animaux de mon cœur. 11.23 Météo des plages. 11.25 Magazine : Auto-moto. 11.55 Jeu : Tournez... manège. 12.25 Jeu : La juste prix. 12.55 Météo. 13.00 Journal. 13.20 Divertissement : Le bêtisier sportif. 13.50 Sport : Automobile. Grand Prix de formule 1 d'Allemagne. 15.35 Série : Rick Hunter inspecteur choc. 16.20 Tiercé à Enghien. 16.25 Série : Côte Ouest. 17.15 Dessins animés : Disney parade. 18.25 Magazine : Téléfoot. 19.20 Divertissement : Vidéo gags. 19.55 Loto sportif. 20.00 Journal. 20.35 Cinéma : Les loups de haute mer. ◻ Film américain d'Andrew Mac Laglen (1980). Magazine : 22.25 Cinéma : 22.30 Cinéma : Le petit chaperon. ■ Film français de Michel Deville (1986).

A 2

10.00 Présence protestante. 10.30 Le jour du Seigneur. 11.00 Messe (diffusée depuis la paroisse Saint-Tudy sur l'île de Groix). 12.05 Jeu : Bonne question. 12.30 Les mariés de l'A 2. 13.00 Journal et Météo. 13.20 Série : Déflecteur gentleman. 14.15 Documentaire : La planète des animaux. Entre désert et océan. 15.10 Série : Coupable ou innocent. 16.40 Documentaire : Un taxi pour Sydney. De Michael Dillon. 17.30 Club sandwich. 18.45 Magazine : Stade 2. Athlétisme : championnat de France à Blois ; Canot- kayak : Couple du monde à Macrot La Plagne ; Automobile : Grand Prix de formule 1 à Monaco ; Championnat du monde : Pentathlon : cham- pionnat du monde à Lakti ; Football : championnat de France ; Voile : préparation de la Coupe America et Tour de France ; Les résultats de la semaine. 19.30 Série : Maguy. 20.00 Journal et Météo. 20.40 Cinéma : Une affaire d'homme. ■ Film français d'Alain Bonnot (1980). Avec Victor Lanoux, Marlene Jobert, Amélie Rajou. 22.10 Feuilleton : Nord et Sud (5 ^e épisode). 23.45 Journal et Météo. 0.00 Magazine : Musiques au cœur de la fête. Sabbat Mater, de Pergolèse, enregistré lors du premier festival international de musi- que de Macao.
--

FR 3

11.30 Magazine : Mascarines. Présenté par Gladys Say. 12.00 Flash d'informations. 12.05 Magazine : Estivales. Festival des îles, nuits blanches pour la musique noire, à Marseille le Friday. 12.45 Journal. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. De Jean-Claude Widemann. 13.30 Magazine : Musicales. D'Alain Durik. La rencontre Guéni - Micha- langeli. 14.30 Magazine : Sports 3 dimanche. Fun génération : Athlétisme : championnat de France à Blois ; Equitation : les jeux mondiaux à Stockholm. Magazine : Montagne. Le retour des repas, de
--

FRANCE-CULTURE

20.00 Documentaire : Le jardin aux betteraves, de Roland Dubillard. 22.35 Musique : Nocturne. OPA ma, opéra de Denis Levaillant. 0.05 Clair de nuit.
--

FRANCE-MUSIQUE

20.35 Journée exceptionnelle (suite). Œuvres de Stra- vinsky, Prokofiev, Martinu, Milhaud, Sade. 22.00 Concert. (en direct du Festi- val de Radio-France et de Montpellier) : Le Bourgeois gentilhomme, Ariane à Naxos, de R. Strauss, par l'Orchestre de l'opéra de Lyon, dir. Kent Nagano ; sol. : Michèle Gessandorf, Gary Bachand, Ewa Mas- Godlewska, Natasia Dessay, Mara-Thérèse Keller, Xenia Konsak, Jean-Marc Salz- mann, Georges Gautier, Lau- rence Albert, Thierry Trogan, Francis Perlin.

Christian Bouchardy.

18.00 Amuse 3. Les torques. 18.30 Magazine : Planète show. 19.00 Le 19-20 de l'informa- tion. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 20.00 Série : Benny Hill. Quarante ans de variétés. Emission de Jacques Melhot. 21.50 Journal et Météo. 22.15 Magazine : Le divan. D'Henry Chapier. 22.35 ► Cinéma : Cyrano et d'Artagnan. ■ Film franco-italo-espagnol d'Abel Gance (1962). Avec José Ferrer, Jean-Pierre Cas- sal, Sylva Koscina.
--

CANAL PLUS

9.15 Cinéma : La femme de mes amours. ■ Film franco-italien de Gian- franco Mingozzi (1988). Avec Philippe Noiret, Ornella Muti, Nicolas Faron. 10.55 Cinéma : Boire et déboires. ■ Film américain de Blake Edwards (1987). — En clair jusqu'à 13.35 — 12.30 Flash d'informations. 12.35 Série : Allô Allô ! 13.05 Documentaire : Sur la piste de l'animal le plus secret. 10. Chine. 13.35 Dessins animés : Décade pas Bunny. 15.05 Série : Deux solistes en duo. 15.52 Surprises spéciales. Phénomènes, d'Éric Stenier. 16.05 Documentaire : Rêve de cow-boy. De Michel Lacourt, Michel- Pierre Pinard, Maurice Laro- que. 17.00 Sport : Les Goodwill Games. 17.15 Magazine : Mag max. 18.00 Cinéma : Bille en tête. ◻ Film français de Carlo Cott (1988). Avec Thomas Lang- mann, Kristin Scott Thomas, Danielle Darrieux. — En clair jusqu'à 20.30 — 19.30 Flash d'informations. 19.35 Les superstars deatch. 20.30 Cinéma : Jésus de Montréal. ■ Film canadien de Denys Arcand (1989). 22.25 Flash d'informations. 22.30 Journal. 0.00 Cinéma : MAL-Mutant aquatique en liberté. ◻ Film américain de Sean S. Cunningham (1988).
--

LA 5

10.40 Série : Wonder woman. 11.40 Série : Supercopier. 12.33 Divertissement : Les mordus de la vidéo. 13.00 Journal. 13.30 Téléfilm : Bergerac, double ou quitta (rediff.). 15.00 Série : Madame le juge. 16.35 Série : Un juge, un fic. 17.35 Drôles d'histoires. 18.05 Série : Ripptide. 18.50 Journal images. 19.00 Série : L'enfer du devoir. 19.45 Journal. 20.30 Drôles d'histoires. 20.35 Téléfilm : Il ne pensait qu'à ça ! 22.10 Divertissement : Drôles de vidéos. 22.30 Cinéma : Comment draguer tous les mecs. ◻ Film français de Jean-Pierre Feuillade (1984). 0.00 Journal de minuit.

M 6

10.30 Dessins animés : Graffiti. 11.00 Série : Les espions. 11.55 Infocourrier. 12.00 Informations M 6 express.
--

Magazine : Sport 6 première.

12.15 Dessins animés : Graffiti. 12.40 La météo des plages (et à 19.25, 22.10). 12.45 Série : Les routes du paradis. 13.25 Série : Madame est servie (rediff.). 13.50 Série : Roseanne. 14.20 Feuilleton : Les aventures de Pinocchio (5 ^e épisode). 15.10 Série : Laramie. 15.55 Documentaire : Chasseurs d'images. Samburu (2 ^e partie). 16.10 Magazine : Adventure. 16.20 Série : Section 4. 17.10 Série : L'homme de fer. 18.00 Informations : M 6 express. 18.05 Série : Clair de lune. 19.00 Magazine : Culture pub remix. 19.30 Série : Les années coup de cœur. 19.54 Six minutes d'informa- tions. 20.00 Série : Madame est servie. 20.30 Magazine : Sport 6. 20.35 Téléfilm : Péché d'innocence. D'Arthur Allen Seideman. Une collaboration difficile peut parfois cacher un grand amour. 22.15 Six minutes d'informa- tions. 22.20 Capital. 22.25 Téléfilm : Sumatral. D'Eugénio Marín. 23.50 Six minutes d'informa- tions. 23.55 Les privés de la nuit. Séries : Peter Gun ; Mister Lucy. 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

14.30 Cours d'italien (1). 15.00 Feuilleton : L'or du diable (2 ^e épisode). De Jean-Louis Fournier. 18.00 Série : C'est notre univers (2. En Ecosse). De Ken Howard. 18.30 Documentaire : Les instruments de musique et leur histoire. De Gerard Vogel, Rainer Aust, Michael Krey. 17.00 Documentaire : Propaganda, l'image et son pouvoir (4). 18.00 Téléfilm : Daniya (1 ^{re} partie). 18.55 Court métrage. 19.30 Danse portraits : Dancing for mister B. D'Anne Belle. 21.00 Téléfilm : Notturmo. Schubert (2. Pastorale). De Fritz Lah- ner. 22.35 Téléfilm : Tan que farem stal. De Roger Souza. 23.05 Documentaire : Le temps des cathé- drales (5).
--

FRANCE CULTURE

19.30 Le bon plaisir de... Albert Jacquot. 22.35 Musique : Nocturne. 0.05 Clair de nuit.

FRANCE MUSIQUE

20.05 La vie de château. Concert donné le 18 janvier 1979 lors des Fêtes romanti- ques de Nohant ; Sonate pour piano n° 7 en ré majeur op. 10 n° 3, Sonate pour piano n° 23 en fa mineur op. 57, de Beethoven ; Images pour piano, livre 1, de Debussy ; Balade pour piano n° 2 en si mineur, Jeux d'eau à la Villa d'Este, de Liszt ; Balade pour piano n° 3 en si bémol majeur op. 47, Scherzo pour piano n° 1 en si mineur op. 20, de Chopin, per Claudio Arrau, piano.
--

Audience TV du 26 juillet 1990 Le Monde / SOFRES/NIELSEN

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDE LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	38,8	Santa-Barbara 15,0	Mac Gyver 5,4	Actual. rég. 12,1	Top 50 1,1	Enfer de la peur 2,5	Chacun chez 1,0
19 h 45	38,8	Roue fortune 18,8	Mac Gyver 7,4	19-20 info 8,1	Top 50 1,7	Journal 1,8	Die papa 1,4
20 h 15	44,5	Journal 20,4	Journal 9,8	La classe 7,8	Sonquipes 1,0	Journal 2,9	Madame est 3,2
20 h 55	49,9	Orges... 18,3	Jazz... 13,5	Été-vous... 9,8	Femmes... 0,9	Cavale... 6,7	Faits divers 2,9
21 h 08	44,1	Orges... 20,4	Panthéon... 11,0	Pub 4,1	Flash... 1,0	Balade en... 5,1	Pub 2,3
22 h 44	27,1	Série noire 5,1	Panthéon... 11,8	Chénier... 0,7	Bld... 6,7	Pub 5,4	La spectre 3,3

Le tribunal a débouté la direction face aux syndicats

Les risques de la grève

Une nouvelle fois, les usagers vont sans doute être les victimes d'un conflit entre la direction d'une entreprise de service public - en l'occurrence Air Inter - et plusieurs reprises au cours des dernières années, et notamment lors de l'interminable conflit sur le pilotage à deux des Airbus.

On peut être surpris de la décision du tribunal d'Evry, qui a estimé que la compagnie « ne démontrait pas la réalité du dommage imminent qu'elle alléguait ». Cette décision semble en contradiction avec l'arrêt de la Cour d'appel de Paris, le 27 janvier 1988 : celle-ci avait condamné les dommages causés aux usagers par une grève fixée de la même façon sur le week-end de départ et de retour des vacanciers, tout en limitant rigoureusement le pouvoir d'appréciation des juges aux modalités de la grève, sans juger de l'opportunité de celle-ci ou de la validité des revendications (le Monde du 29 janvier 1988).

Le risque de prendre les usagers en orage est pour une part inhérent aux grèves touchant des services publics : contrôleurs aériens, mécaniciens navigants, employés de la Sécurité sociale, douaniers ou camionneurs bloquant les routes n'agissent pas différemment. Mais, dans ce cas précis, les syndicats comme la direction semblent jouer de cette corde, les premiers en choisissant pour leur grève des jours parmi les plus encombrés de l'année - et pour les navigants, en ne l'annonçant qu'à l'extrême, - la direction en ne prévoyant pas cette attitude, en misant tout sur la décision du tribunal.

Cette nervosité réciproque peut s'expliquer par une situation qui prend la compagnie et le personnel à contre-pied. Côté personnel, la grève semble autant manifester un malaise qu'être destinée à faire aboutir des revendications. Progression du trafic, difficultés de carriere pour des agents souvent « surplombés », inquiétudes sur l'avenir d'Air Inter, expliquent notamment ce malaise.

Côté direction, certaines de ces inquiétudes sont partagées, malgré l'optimisme affiché. Air Inter va avoir à affronter dans les années qui viennent la concurrence d'autres compagnies, attirées par les lignes à fort trafic, et celle des trains à grande vitesse. On peut comprendre qu'elle s'inquiète de cette évolution et de ses coûts.

G. H.

La crise de l'informatique

Le groupe Bull s'apprête à annoncer de très lourdes pertes semestrielles

Subissant la crise que traverse l'informatique dans le monde, la compagnie française Bull devrait annoncer la semaine prochaine des pertes semestrielles supérieures à 1,5 milliard de francs pour le premier semestre de 1990. Après être sorti en 1985 de plusieurs années de déficit, le groupe nationalisé avait replongé l'an dernier dans le rouge. La perte au premier semestre avait été de 537 millions de francs, mais elle avait été finalement ramenée en l'année 1989 à 267 millions après des provisions de 405 millions. Le chiffre sur l'année 1990 tout entière devrait être également en amélioration par rapport à celui du premier semestre, le groupe réalisant traditionnellement de meilleures ventes dans la seconde moitié de l'année.

Mais le déficit surprendra par son ampleur. Bull, qui a réussi depuis 1982 un spectaculaire redressement en se hissant à la huitième place mondiale dans son secteur, doit faire face à un plafonnement des marchés mondiaux d'ordinateurs et à une exacerbation de la compétition entre ses concurrents américains et japonais, qu'il lustrait la reprise, probable, du britannique ICL par Fujitsu.

Air Inter annule 60 % de ses vols les 27 et 28 juillet

Pour la troisième grève depuis le début de juillet, le trafic d'Air Inter est beaucoup plus perturbé. Pour le vendredi 27 et le samedi 28 juillet - un week-end de départ et de retour de vacances - la compagnie aérienne intérieure a décidé d'annuler 60 % des 694 vols prévus sur les deux jours.

En effet, jeudi 26 dans la soirée, le tribunal de grande instance d'Evry, qu'elle avait saisi en référé la veille, a rejeté sa demande de suspension de la grève pour huit jours « afin de préserver les intérêts des usagers ». Il a estimé que « la compagnie ne démontrait pas la réalité du trouble qu'elle alléguait », même si elle « peut légitimement faire référence aux troubles causés à ses usagers », et l'a condamnée aux dépens.

Comme le week-end précédent (les 20 et 21 juillet), un préavis de grève avait été déposé par des syndicats du personnel au sein du COT et les cadres de l'UGICT-OUT, et le SNPT autonome, qui ensemble ont obtenu plus

de 60 % des voix aux élections professionnelles et l'USPNT, qui représente 30 % des navigants s'était associée ultérieurement au préavis.

La compagnie a annulé 60 % des vols, au lieu de 20 % seulement la semaine précédente : elle a fait valoir que la décision du tribunal avait été rendue seulement dans la journée de jeudi, elle ne disposait que d'un faible délai de mise en place d'un programme de substitution.

Le conflit porte sur les salaires des syndicats ayant réclamé une hausse de 1 500 F par mois et une révision des effectifs, des conditions de travail et des carrières. La direction, après l'échec des réunions de mercredi, avait invité les syndicats à une nouvelle réunion vendredi 27, mais les syndicats en cause affirmaient « ne pas avoir été avertis officiellement ». La réunion a été maintenue malgré le mot d'ordre de grève.

Le jugement du tribunal a été accueilli avec satisfaction par les syndicats intéressés : « le droit inaliénable

de la grève n'est d'être préservé », a indiqué le SNPT.

Le recours de la direction à la justice avait suscité un concert de protestations contre « l'atteinte au droit de grève », même de la part de syndicats qui ne s'associaient pas à la grève, voire la rejetaient, comme la CFDT et la CFTC. M^{me} Nicole Notat, secrétaire générale adjointe de la CFDT, souhaitait « une solution négociée », et une « attention » des pouvoirs publics. M. Drielleud, secrétaire général de la CFTC, réclamait un arbitrage.

Vendredi matin, on n'a pas cessé d'attendre de nouvelles qu'on aurait pu craindre, beaucoup de passagers ayant préféré changer leur mode de transport ou ayant prévu l'annulation des vols. Air Inter a invité les passagers à s'informer en téléphonant au 45-39-25-25 ou 46-75-11-11, ou par Minitel au 36-15 ou 36-16, code Airtel.

Les statistiques de l'emploi en juin

De nombreuses erreurs rendent inutilisables les chiffres du chômage

Déconvenue pour M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail et de l'emploi : les résultats officiels du chômage pour le mois de juin, publiés le 28 juillet, sont entachés de tant d'erreurs qu'ils ne sont pas significatifs. Du coup, les chiffres enregistrés une hausse inhabituelle de 1,3 % en un mois, en données corrigées, qui correspondraient à 31 800 demandeurs d'emploi de plus.

Telles qu'elles ont été annoncées, les statistiques du chômage sont inutiles. A la fin du mois de juin, l'INSEE aurait comptabilisé, en données corrigées des variations saisonnières, 2 512 000 demandeurs d'emploi, soit 31 800 de plus que le mois précédent. Avec une augmentation de 1,3 % en un mois, le chômage retrouverait le niveau de novembre dernier, alors qu'on assistait jusqu'à présent à une légère décroissance. En données brutes, l'évolution n'est pas plus rassurante, puisque les 2 533 700 chômeurs recensés correspondraient à une baisse de 12 900, très faible pour la période (- 0,5 %).

En réalité, ces mauvais scores sont dus à une série de difficultés et d'incertitudes qui ont perturbé la chaîne de traitement des données fournies par l'INSEE. A tel point que les résultats ne sont pas significatifs et que cer-

tains des phénomènes continueraient à avoir une influence néfaste sur les résultats des prochains mois.

D'abord, l'un des centres informatiques de traitement - celui de Bretagne et des Pays de la Loire - a connu une panne de 12 000 personnes des listes du chômage, alors que leur situation avait changé soit à la suite d'un retour dans un emploi, de l'inscription à un stage ou du départ en préretraite.

Mauvais classement

Ensuite, et l'effet risque d'en être plus durable, la position des bénéficiaires des nouveaux contrats emploi-aidés n'a pas été correctement interprétée, selon les agences de l'INSEE, qui aboutissent à une totale imprécision quant à leur statut. Or ils étaient 77 000 à fin juin, dont 60 % sont des anciens TUC, auparavant enregistrés comme des chômeurs de longue durée. Si le cas de ces derniers est pris en compte, ils passent d'un stage à un emploi, - il n'en va pas de même pour les autres.

En effet, inscrits à l'origine comme demandeurs d'un emploi à temps plein, ils ont obtenu un travail à mi-temps avec le contrat emploi-aidé. Au regard des règles de l'INSEE, ils peuvent aussi bien être considérés comme toujours à la recherche d'un emploi, et donc chômeurs, ou occu-

pant une activité qui ne les satisfait pas, et figurant alors dans une catégorie non prise en compte dans les statistiques. On estime au ministère du travail, que 8 000 personnes auraient ainsi été mal classées.

A cela s'ajoute une dernière perturbation, qui a été en grande partie produite par la fin d'une opération de basculement entre l'ancien système informatique et le nouveau, intervenu en mai. De nombreux chômeurs auraient été indûment radiés, dans un premier temps. Il a ensuite fallu les réintégrer dans les listes.

Cette série d'ennuis, qui s'ajoutent à l'écart d'évaluation du niveau de chômage entre l'INSEE et l'INSEE, sur la base des définitions internationales, a amené M. Jean-Pierre Soisson à demander à M. Michel Hansenne, directeur général du BIT (Bureau international du travail) sur les modifications qu'il y aurait lieu d'introduire pour parvenir à plus de cohérence. Comme M. Philippe Séguin, confronté au même problème en 1986, le ministre du travail se prépare à demander un rapport équivalent à celui demandé à l'époque à M. Edmond Malinvaud, ancien directeur de l'INSEE.

Ce ne sera que le deuxième du genre, puisque M. Soisson a déjà commandé un rapport - sur les créations d'emplois, cette fois, - pour tenter de rapprocher les chiffres de l'INSEE et ceux de l'INEDIC.

ALAIN LEBAUVE

Avec des investissements de 165 milliards de francs

Les Français et les Belges pourraient être associés à la production d'électricité en RDA

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Associée à des entreprises belges, EDF pourrait prendre le contrôle, à côté de groupes ouest-allemands, de l'entreprise de production d'électricité en RDA. Une réunion, qui rassemblait M^{me} Edith Cresson et Anne-Marie Lizin, respectivement ministre française et secrétaire d'Etat belge chargées des affaires européennes, ainsi que M. Karl Hermann Steinberg, le ministre est-allemand de l'énergie, a eu lieu jeudi 26 juillet à Bruxelles. Les négociations doivent se poursuivre et, de source belge, on se montre optimiste sur les chances de les voir aboutir. M. Karl Hermann Steinberg a aussi rencontré M. Martin Bangemann, le vice-président de la Commission européenne chargé de l'industrie, qui souhaite appuyer ce type de coopération européenne.

L'affaire, qui mène avec sollicitude la banque Lazard, devenue conseil en privatisation de plusieurs pays de l'Est, a débuté voici quelques mois, en marge du conseil européen de Dublin où M. Lothar de Maizière, le premier ministre allemand, et M. Marcus Meckel, son ministre des affaires étrangères, avaient fait une apparition. Les dirigeants de Berlin-Est avaient l'impression que les électriciens de RFA (RWE, Vebe, Bayern Werke) étaient

en train de racheter au rabais leur combinat électrique Braun Kohlen Kraft Werke et soulevaient donc leurs interlocuteurs pour savoir si EDF ou d'autres « communautaires » non allemands seraient prêts à entrer dans le consortium en cours de création, afin de remettre en bon état de marche et de développer le parc des centrales est-allemandes. De fait, une tentative privée des électriciens

Un réseau vétuste

Près de 85 % de l'électricité est-allemande est produite à partir de centrales au lignite et 10 % à partir de centrales nucléaires. La puissance électrique totale installée est de 24 000 mégawatts et l'on estime qu'il existe aujourd'hui un manque de 2 000 mégawatts. Plus des deux tiers des centrales électriques sont vétustes et devront être remplacées d'ici à 1995. La consommation de première énergie nécessaire pour obtenir un kilowatt heure est supérieure de 20 % à la consommation allemande. On estime, de plus, que les dépenses occasionnées par le réseau sont de 6,5 % contre 3,8 % en RFA.

belges auprès des groupes est-allemands pour participer au consortium s'était heurtée auparavant à une très sèche fin de non-recevoir.

EDF, qui est déjà bien implantée en Allemagne, parut intéressée et approuva l'idée d'associer des Belges à l'opération. M^{me} Cresson le fit savoir à M^{me} Lizin, qui répercuta auprès de ses industriels... Mais ceux-ci (Electrabel), présidents par M. Philippe Bodson, l'ancien chef du patronat belge, essayèrent... de contourner la loi, en refusant de rétablir un contact direct avec les électriciens ouest-allemands.

Sans grand succès : pour des raisons politiques, il apparut qu'EDF était devenue le partenaire incontournable. Electrabel se résigna donc à cohabiter avec les Français. La Société publique d'électricité de Liège (8 % de la production nationale) est également intéressée à participer au consortium. Il reste à définir la répartition des parts de chacune des centrales (les Français et les Belges pourraient obtenir la majorité de certaines d'entre elles) et surtout à qui il reviendra, au sein du consortium, d'arrêter les décisions stratégiques de développement. L'objectif serait de produire dans de bonnes conditions de compétitivité 15 000 mégawatts de courant par an. Selon des informations recueillies à Bruxelles, les investissements nécessaires atteindraient 50 milliards de marks (165 milliards de francs).

PHILIPPE LEMAÎTRE

Tenant compte des exigences de l'Irak

L'OPEP s'apprête à augmenter le prix du pétrole

GENÈVE

de notre envoyée spéciale

Après deux jours d'intenses discussions, un accord semblait sur le point de se dégaucher autour d'un nouveau prix de 21 dollars par baril contre 18 dollars jusqu'à maintenant.

Suivant l'apaisement des tensions politiques dans le Golfe, le climat se détend à Genève, où le cartel de l'OPEP s'apprête à satisfaire les exigences de l'Irak en augmentant pour la première fois depuis 1986 son prix minimum de référence et en plafonnant strictement sa production à 22,5 millions de barils par jour jusqu'à la fin de 1990. Si la rancœur reste vive au sein des délégations koweïtienne et saoudienne, humilités de s'être ainsi fait forcer la main par Bagdad, les ministres font contre mauvaise fortune bon cœur, et chacun fait assaut de civilité.

Hormis celle du Koweït, qui ne dit mot - « Quand il y a un pistolet sur la jambe, n'importe qui acquiesce », plaisante le président d'une compagnie texane, - toutes les autres délégations sont en fait ravies de pouvoir enfin envisager une hausse réaliste du prix de référence, gelé depuis décembre 1986. Depuis lors, le prix de 18 dollars par baril a été « croqué en termes réels » (compte tenu de l'inflation), a rappelé, lors de la séance inaugurale, le ministre algérien du pétrole, président de l'organisation : « en dollars de 1986, le prix de référence de notre pétrole

aujourd'hui serait de 22,70 dollars par baril ».

Le seul vrai débat opposait, d'un côté, l'Irak, qui fort de ses succès politiques, et appuyé par la seule Libye, réclamait un prix minimum de 25 dollars - le plafond de production étant maintenu aussi longtemps qu'il le faudrait pour atteindre ce niveau - et, de l'autre, l'Arabie saoudite, suivie par le Koweït, le Qatar, les Emirats arabes unis et le Venezuela. Ces derniers défendaient une hausse limitée à 20 dollars, éventuellement assortie d'une promesse d'augmentation ultérieure, ils arguaient du réalisme, les conditions du marché ne permettant pas, vu le plafond de production retenu - 22,5 millions de barils/jour - et le niveau actuel des stocks, de dépasser ce niveau avant longtemps.

Entre ces deux extrêmes, la majorité des pays membres, sans aller jusqu'à suivre l'Irak à 25 dollars, souhaitent néanmoins dépasser les 20 dollars. Le Gabon, l'Equateur et le Nigeria l'ont dit officiellement. L'Algérie, l'Iran et l'Indonésie, sans se prononcer officiellement pour un chiffre précis, étaient également favorables à une hausse plus substantielle. Vendredi après-midi, selon des sources saoudiennes, l'Irak et l'Arabie saoudite étaient prêts à s'entendre sur un niveau de compromis à 21 dollars par baril. Cet accord devait encore officiellement être approuvé dans la soirée par les autres délégations.

VÉRONIQUE MAURUS

Après la réunion décevante de Genève

Le directeur général du GATT veut accélérer les négociations commerciales multilatérales

GENÈVE

de notre envoyé spécial

La phase finale de l'Uruguay Round débutera le 8 octobre à Genève. La série d'accords que les pays participants se proposent de conclure devront alors, pour l'essentiel, être mis au point. Les questions les plus sensibles seront traitées ensuite par la conférence ministérielle qui, elle, se réunira début décembre à Bruxelles. Tel est le scénario présenté par M. Arthur Dunkel, le directeur général du GATT (l'organisme qui régit le commerce international) à l'issue d'une session de quatre jours, sans grand relief, du Comité de négociations commerciales (CNC), la principale instance de négociation de l'Uruguay Round.

Dans l'intervention prononcée jeudi, M. Dunkel, passant en revue les principaux dossiers débattus, a donné quelques indications sur la façon de faire progresser les pourparlers. A propos du textile, il est souhaitable, selon M. Dunkel, que les Etats-Unis renoncent à leur projet de quotas globaux d'importations de telle manière que soit levée l'hypothèque qui empêche aujourd'hui la négociation entre pays industrialisés et pays du tiers-monde d'une élimination progressive de l'accord multilatéral (LMAF, qui permet aux premiers de limiter les importations de produits sensibles en provenance des seconds).

Sur l'agriculture, la décision des « parties contractantes » de prendre

en compte le rapport de M. De Zeew, le président du groupe de négociation agricole (un document qui va au-delà de ce que veulent les Douze), ne peut rester sans conséquence, fait valoir M. Dunkel, invitant ainsi, de manière implicite, la Communauté à consentir un effort spécifique minimal pour la réduction des subventions à l'exportation.

Le règlement des différends est un point central à éclaircir si l'on veut éviter à l'avenir des mesures unilatérales de défense commerciale, en particulier de la part des Etats-Unis. Le directeur général du GATT insiste pour qu'un projet d'accord soit prêt avant la fin septembre 1990. A propos enfin des échanges de services, une large majorité de participants souhaite que l'ensemble des services sans exclusion fassent désormais l'objet de discipline dans le cadre du GATT, rappelle M. Dunkel aux Américains, favorables à une approche plus sélective, qui laisserait notamment de côté les services financiers et le transport maritime.

Jeudi, les pays en voie de développement (PVD), par la voix du représentant du Brésil, ont solennellement déploré le manque de progrès qui a caractérisé la session du CNC. « Nous avons dû faire face, de la part des principaux participants, à l'absence d'une volonté politique suffisante pour traiter des problèmes de fond essentiels dans cette négociation, tels l'agriculture ou le textile », a-t-il déclaré.

PHILIPPE LEMAÎTRE

Après la visite à Paris du ministre de l'économie

Les banques françaises étudient un plan de soutien financier à l'Algérie

Au terme de leur rencontre du mardi 24 juillet, les ministres français et algériens de l'économie ont insisté sur le fait que la France n'apporterait pas de nouveaux crédits à ce pays du Maghreb.

Pourtant, les banques françaises pourraient mettre en place prochainement un nouveau dispositif de concours financiers, avec le soutien de la Rue de Bercy. M. Pierre Bérégovoy a déclaré jeudi 26 juillet, lors de son point de presse hebdomadaire, qu'il rencontrerait les banques afin d'étudier avec elles « un dispositif permettant de leur offrir la garantie qu'elles demandent ».

L'Algérie, dont la structure de la dette l'oblige à procéder à de très lourds remboursements au cours des trois prochaines années (7 milliards de dollars par an, sur un endettement total de 25 milliards), n'entend pas s'engager dans un processus classique de rééchelonnement de ses créances. Elle pourrait être intéressée, en revanche,

par la proposition de certaines banques françaises, qui lui apporteraient entre 1,5 et 2 milliards de dollars de crédits nouveaux.

La garantie de l'Etat français serait concrétisée par l'émission d'obligations à coupon zéro (titres émis à un prix très bas, dont le coupon est versé entièrement à maturité), souscrites par l'Algérie à hauteur de 20 % à 40 % de l'emprunt.

RECTIFICATIF : les déclarations du ministre algérien de l'économie - Le monopole dont M. Ghazi Hidouci, ministre algérien de l'économie, souhaitait la restructuration (dans l'entretien accordé au Monde et paru dans nos éditions du 26 juillet), « parce qu'il gère très mal ses affaires », n'est pas celui de la Banque centrale, comme nous l'avons écrit par erreur, mais celui de l'entreprise nationale des messageries de presse (ENAMEP).

50 من الاموال

سكزا من الاجل

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

L'Est ne détourne pas la RFA de l'Ouest et du Sud

Les firmes ouest-allemandes vont accroître fortement leurs investissements directs à l'étranger

Les investissements des entreprises ouest-allemandes à l'étranger vont augmenter de 56 % au cours des deux prochaines années, d'après une enquête publiée mercredi 26 juillet à Bonn. L'Est n'est pas la seule cible : les firmes de RFA ont aussi d'importants projets en Europe de l'Ouest, aux États-Unis et en Asie.

FRANCFORT
correspondance

Sur les 114 entreprises interrogées par la chambre de commerce et d'industrie ouest-allemande (DIHT) et l'institut de l'économie de Cologne, plus d'un tiers ont déjà réalisé des investissements directs à l'étranger, essentiellement sous forme de rachat de firmes étrangères ou de prises de participations majoritaires dans le capital d'autres sociétés. Selon l'enquête publiée mercredi

25 juillet à Bonn sur la stratégie des sociétés ouest-allemandes dans la perspective du grand marché européen, cette course à l'internationalisation ne va faire que s'accroître au cours des deux prochaines années.

La tendance est en effet nettement à la hausse, quelle que soit la taille des entreprises interrogées : alors qu'entre 1980 et 1988 les investissements à l'étranger ont atteint en moyenne 7,7 milliards de deutschemarks (26 milliards de francs) par an, ils seront de 12 milliards de DM (40 milliards de francs) entre 1989 et 1992, soit une augmentation de 56 % par rapport à la période antérieure.

A l'instar de leurs exportations qui sont concentrées à 60 % dans les pays de la CEE, les entreprises ouest-allemandes veulent avant tout investir chez leurs voisins européens. L'Espagne et la France - qui est aussi le premier partenaire économique de la RFA - arrivent donc en tête pour les investissements. Les débouchés et le niveau de dévelop-

pement technologique du pays ciblé restent des atouts essentiels : après la Grande-Bretagne, les États-Unis arrivent ainsi en quatrième position dans la stratégie d'investissement direct des firmes ouest-allemandes, essentiellement à cause de leur immense marché intérieur et de leur technologie très en pointe.

Pour les mêmes raisons, les quatre « tiges » asiatiques (la Corée du Sud, Taïwan, Singapour et Hongkong), qui n'occupaient jusqu'alors qu'une place négligeable dans le rachat ou la création de nouvelles entreprises, sont en train de croître en importance. L'Est ne va donc pas détourner les entreprises allemandes de l'Ouest et du Sud.

En ce qui concerne l'Est justement, 55 % des entreprises interrogées veulent accroître leurs investissements dans cette région au cours des cinq prochaines années. Face à la rapidité avec laquelle les changements se sont produits à l'Est depuis l'automne, 22 % des entreprises interrogées ont

toutefois déclaré qu'elles étaient encore hésitantes et préféraient attendre, même si, entre-temps, elles ont toutes l'intention de développer leurs exportations en direction de ces pays. Parmi les pays présentant le plus fort potentiel pour les investisseurs ouest-allemands, la RDA, bien sûr, arrive en tête dans 44 % des cas, suivie par la Hongrie (20 %), l'URSS (15 %), la Pologne (10 %) et la Tchécoslovaquie (9 %).

Toujours selon cette enquête, la RFA semble à son tour être devenue une cible privilégiée pour les investisseurs étrangers. Après avoir atteint une moyenne annuelle de 3,6 milliards de DM (12 milliards de francs) entre 1981 et 1985, ceux-ci sont tombés à 1,7 milliard de DM (5,8 milliards de francs) entre 1986 et 1988, pour remonter en flèche l'année dernière. Plusieurs facteurs expliquent cette tendance, notamment la facilité des entreprises outre-Rhin et, aujourd'hui, la perspective d'une Allemagne réunifiée.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

Les réformes en Union soviétique

M. Gorbatchev : « Nous serons prêts pour l'économie de marché dans deux ans »

Les conditions d'une économie de marché seront réunies en Union soviétique d'ici deux ans, avec le concours de l'Occident, a déclaré jeudi 26 juillet M. Mikhaïl Gorbatchev, lors d'une conférence de presse conjointe avec le président du conseil italien, M. Giulio Andreotti. Ce dernier, en visite de travail en URSS dans le cadre de sa présidence actuelle de la CEE, a indiqué que l'Italie va examiner une demande de crédit soviétique. Celle-ci s'élèverait, selon le *Financial Times*, à 1 milliard de dollars.

Le président soviétique a assuré que l'URSS comptait rembourser tous ses crédits. « Nous ne demandons pas de charité. Cela offenserait notre peuple [bien que] nous ne soyons pas un pays incapable de supporter une dette de 20 ou 40 milliards [de dollars]. Il y a des pays plus petits que nous qui doivent dans les 20 ou 30 milliards », a-t-il dit. (Reuter)

M. Eltsine propose des mesures d'incitation pour les paysans

Le président de la Fédération de Russie, M. Boris Eltsine, a annoncé une série de mesures d'incitation pour assurer la récolte céréalière dans la République, a indiqué jeudi 26 juillet le journal soviétique *Sovetskaya Rossiya*.

« Le gouvernement de Russie paiera toutes les personnes qui prendront part à la récolte et au transport des céréales en bons spéciaux « Récolte 90 », donnant accès à des produits difficiles à trouver », a annoncé M. Eltsine. Bien que la récolte 1990 soit exceptionnellement bonne (estimée à 215 millions de tonnes contre les 211 millions de tonnes engrangées en 1989), elle est compromise par la réticence des fermiers à céder leur production à l'État et par le manque de carburant pour les machines et le transport des récoltes. La perte ainsi occasionnée par ces problèmes pourrait s'élever à 25 millions de tonnes de céréales, alors que l'URSS importe environ 44 millions de tonnes. (AFP)

AGRICULTURE

La sécheresse et la gestion de l'eau

La FNSEA réclame l'accélération de la construction de barrages

Au lendemain des déclarations de M. Henri Vallet (*le Monde* du 27 juillet), le président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), M. Raymond Lacombe, a exprimé le mécontentement du monde paysan car l'opinion publique, selon lui, a tendance à « minimiser le rôle de l'agriculture en France ». Ce ne sont pas tellement les problèmes liés à la sécheresse qui motivent la colère de M. Lacombe. Certes, les producteurs de soja, de tournesol ou de maïs risquent de connaître des difficultés, ici ou là, les prêts ne tiennent pas assez compte des besoins des agriculteurs dans les mesures de rationnement d'eau.

La FNSEA réclame une politique vigoureuse de gestion des ressources. « Nous sommes favorables à la construction de nouveaux barrages, notamment dans le Massif central et les Cévennes, et les procédures qui retardent les investissements sont ridicules », a-t-il déclaré à la presse jeudi 26 juillet. Mais M. Lacombe proteste aussi contre les retards de paiement des indem-

nités au titre de la sécheresse de 1989. Les quelque 1,5 milliards de francs que devraient toucher les paysans ne leur arrivent, au mieux, qu'à la fin de 1990.

Vis-à-vis du gouvernement, M. Lacombe a exprimé deux séries de critiques. Le projet de budget 1991 est, estime-t-il, mauvais puisqu'il n'augmente que de 2,1 %. En revanche, l'État veut relever l'an prochain de 6 % les cotisations sociales agricoles alors que le revenu augmente en moyenne de 3 % par an. Le volume des prêts bonifiés, d'autre part, accuse un retard de 5 milliards de francs. Le gouvernement a ensuite tendance à accorder trop de pouvoirs au ministère de l'environnement. Or ce ministère n'a pas pris sur les agents (ou les productions) économiques, notamment les agriculteurs, « Démanteler le ministère de l'agriculture, le considérer comme « déseu », serait évidemment pour nous inacceptable », a conclu M. Lacombe.

F. Gr.

Un dirigeant danois condamné à deux ans et demi de prison

Série de fraudes à l'exportation à Copenhague

Une affaire de fraude aux exportations communautaires qui, depuis plus d'un an, a fait beaucoup de bruit au Danemark, vient de connaître une conclusion... provisoire. M. Poul Sand, directeur de la firme agro-alimentaire Slagtergaard - aujourd'hui en faillite - a été condamné par le tribunal d'instance de Hjørring (Jutland) à deux ans et demi de prison ferme pour fausses déclarations concernant les conserves et les saucissons qu'il fabriquait.

COPENHAGUE
de notre correspondante

Les déclarations mensongères de Slagtergaard indiquaient que les produits incriminés contenaient un pourcentage de viande très supérieur à la réalité, ce qui lui ouvrait l'accès aux subventions à l'exportation vers les pays tiers versées par la CEE. En fait, les principaux bénéficiaires de cette escroquerie furent surtout des quatorze exportateurs qui avaient écoulé lesdits produits, car ce sont eux qui ont touché les montants compensatoires pour une somme totale de 96 millions de couronnes (environ 75 millions de francs).

Le parquet va maintenant engager des poursuites contre ces firmes pour récupérer cet argent mal acquis et le reverser à Bruxelles. En fait, douze de ces quatorze firmes se sont déjà acquittées, en principe, puisque Bruxelles a réussi à récupérer les montants compensatoires qu'elles auraient dû recevoir.

Quant aux deux firmes restantes, elles ont déposé leur bilan mais ont ressuscité rapidement sous un

autre nom et une autre forme. Elles ont refusé catégoriquement jusqu'ici de payer (à elles deux, elles doivent 58 millions de couronnes, soit 48 millions de francs) arguant de leur bonne foi et en rejetant les erreurs commises sur les vétérinaires du ministère de l'agriculture, qui ont négligé de procéder aux contrôles réglementaires.

Quant à M. Poul Sand, il s'est déclaré très surpris d'être frappé d'une peine aussi rigoureuse, pensant obtenir les circonstances atténuantes. Mais le condamné avait déjà eu de sérieux ennuis avec ses clients des Emirats arabes unis, lesquels avaient découvert, dans les conserves qu'il leur livrait, du porc mélangé à de la viande de bœuf (sacrilège pour des musulmans). Les exportateurs danois de conserves s'étaient vu fermer immédiatement les marchés des pays du Proche-Orient, dont il leur faut maintenant, non sans mal, regagner progressivement la confiance.

Au même moment, la réputation des exportateurs danois se trouve menacée par un autre scandale, dans lequel, cette fois, ils ne sont pour rien : en 1988 et en 1989, une bande internationale, dont on connaît encore assez mal les filières, a écoulé aux États-Unis de la viande de porc de troisième catégorie, dans des emballages de firmes danoises respectées et portant de plus l'estampille de vétérinaires connus. Il semble que cette mafia ait sévi en Irlande et à Hambourg, mais il paraît à peu près certain que, même si la viande en question ne provenait pas du Danemark, ceux qui ont organisé cette escroquerie, qui leur a rapporté des millions, ont eu des complices en Scandinavie.

C. O.

Malgré les progrès des Douze pour adapter leurs lois

Les infractions à la législation communautaire restent encore nombreuses

BRUXELLES

(Communautés européennes)
de notre correspondant

Les États membres de la CEE sont toujours aussi peu diligents à intégrer le droit communautaire. Le nouveau rapport de la Commission européenne qui porte sur l'année 1989 relève, à ce sujet, que le nombre d'infractions est en baisse. Cependant, la priorité accordée à la mise en œuvre des directives destinées à réaliser le marché unique, « commence à porter ses fruits », note Bruxelles, puisque 87 % des lois des Douze ont été transposées en temps voulu dans la réglementation des pays de la Communauté.

Outre la vérification effectuée par ses propres services, l'exécutif européen a à sa disposition les plaintes introduites par les personnes physiques et les entreprises pour déceler les manquements des administrations nationales. Une meilleure connaissance de la Communauté fait que les recours aboutissent à Bruxelles sont en constante augmentation : 352 en 1982, 1 137 en 1988 et 1 195 en 1989. Les procédures engagées par la Commission (664 en 1989 contre 569 l'année précédente) n'arrivent pas, le plus souvent, jusqu'à la Cour européenne de justice. « Dans la grande majorité des cas, constate avec satisfaction Bruxelles, les gouvernements membres se conforment à la position de la Commission avant d'en arriver à cette extrémité ».

Invariablement, ce sont les directives relevant du Marché unique et ensuite les réglementations concernant l'agriculture et l'environnement qui suscitent les infractions

les plus nombreuses. La vigilance de Bruxelles à l'égard de la libre circulation des personnes et des biens explique cette situation. La flambée des plaintes en matière d'environnement tient à la mobilisation des citoyens dans certains pays, notamment au Royaume-Uni : 192 plaintes sur un total communautaire de 465. Le rapport souligne aussi « la vigilance exceptionnelle » des Français (185), des Espagnols (184) qui, avec l'apport des Britanniques (247), totalisent la moitié des griefs déposés l'année dernière.

Au bout du compte, c'était l'Italie qui comptait en 1989 le nombre le plus élevé de procédures engagées contre elle (110), suivie de la Grèce (82) et de la Belgique (67). La France arrive en quatrième position (62), talonnée de près par les Pays-Bas (57) et l'Allemagne fédérale (54), le Portugal étant jugé le meilleur élève de la classe (26).

MARCEL SCOTTO

INDUSTRIE

Du Pont s'associe avec Merck dans la pharmacie

Après plusieurs années d'efforts infructueux pour tenter de donner à sa division pharmaceutique une dimension internationale, le groupe américain Du Pont de Nemours, quatrième plus grand chimiste mondial, change de tactique et décide de s'associer à Merck, le premier fabricant de médicaments du monde.

Un accord a été conclu entre les deux groupes pour créer à parts égales une firme pharmaceutique, la Du Pont Merck Pharmaceuticals, qui devrait être opérationnelle dès le 1er janvier 1991 et réaliser dès son premier exercice un chiffre d'affaires de 700 millions de dollars (3,9 milliards de francs).

SOCIAL

M. Bérégovoy défend le système de retraite

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, est revenu, jeudi 26 juillet, sur le sujet de l'avenir des retraites en prenant ses distances par rapport à l'INSEE (*le Monde* du 25 juillet). Si la retraite est « un problème sérieux », a-t-il dit, « il ne doit pas donner lieu à des scénarios catastrophiques » et il ne faut pas le « dramatiser à l'excès ». « Il n'est pas question de toucher aux systèmes de répartition » qui sont la règle en France, a-t-il poursuivi, car ces régimes, basés sur la solidarité, « ont donné leurs preuves ». Tout en ne souhaitant pas « l'interdiction » des systèmes de capitalisation, ni que ceux-ci se substituent à la répartition, M. Bérégovoy a expliqué que « la capitalisation souscrite à titre individuel » était « un retour de cent ans en arrière, le chemin pour soi ou la fable intitulée la Cigale et la Fourmi ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

unibail

1er SEMESTRE 1990

LE PATRIMOINE LOCATIF CONTINUE DE SE VALORISER

Unibail poursuit la mise en valeur de son patrimoine. Trois immeubles de bureaux, situés à Paris dans le Triangle d'Or : 20 rue d'Athènes, 25 rue de Choiseul et 49 rue Etienne-Marcel ont été mis en service au cours du premier semestre, après avoir fait l'objet d'importants travaux de rénovation. Entièrement loués à des locataires supérieurs aux prévisions, ils procureront une recette locative de 25 MF en année pleine.

Cette tendance persistante à la hausse des loyers conduit, par extrapolation, à une augmentation de la valeur du patrimoine.

En crédit-bail, l'encours net s'élève à 3 537 MF au 30 juin 1990 par rapport à 3 360 MF au 30 juin 1989 (+ 5 %).

Les comptes au 30 juin 1990 font apparaître un résultat d'exploitation de 154 MF contre 144 MF au 30 juin 1989 (+ 6,7 %).

Après dotation de 25 MF aux amortissements locatifs et aux comptes de provisions, le bénéfice d'exploitation s'établit à 129 MF (123 MF au 1er semestre 1989).

PARC UNION MANDATAIRE

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beauvillier (1944-1968), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1986)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-66-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEAUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 49-80-30-10 ; Telex 261311 FMONDSR

صحة من الاحل

MARCHÉS FINANCIERS

Le rachat d'Adidas par le groupe Tapie La banque Worms et le Crédit lyonnais se déchirent autour d'un éventuel délit d'initié

La SDBO, filiale du Crédit lyonnais, s'est-elle mise en position de délit d'initié en rachetant la part de 1 % du capital dans Bernard Tapie Finance (BTF) détenue par la banque Worms (groupe UAP) peu avant le 7 juillet, date à laquelle M. Tapie a annoncé officiellement son rachat d'Adidas ? La transaction effectuée entre les deux actionnaires du groupe de M. Tapie a en tout cas motivé de la part de la Commission des opérations de Bourse (COB), ainsi que le révélait le *Nouvel Observateur* dans son numéro du 26 juillet, l'ouverture d'une enquête de routine, précise l'organisme chargé de veiller à la régularité des opérations boursières, tout en ajoutant plus officieusement qu'on y étudie « tous les aspects » d'une affaire jugée « importante ».

La confusion et l'imprécision la plus totale règnent en effet sur les conditions qui ont présidé à cette cession de titres et surtout sur la date à laquelle s'est effectuée cette transaction. Tout le problème est en effet de savoir si le président de la SDBO, M. Pierre Despeissailles, disposait d'une information privilégiée lors du rachat des titres détenus par la banque Worms. Joint jeudi 26 juillet par le *Nouvel Observateur*, M. Despeissailles, directeur général de la banque Worms, nous a déclaré avoir cédé sa participation dans BTF le 6 juillet, ignorant tout de l'opération Adidas. « Si j'avais su ce que préparait M. Tapie, je n'aurais certainement pas vendu », dit-il. Et pour cause : l'opération se serait conclue sur la base d'un cours de 138 francs par action. Or, si l'annonce du rachat d'Adidas, le titre BTF grimperait pour atteindre 220 francs lors de la reprise des cotations le 16 juillet. En clair, la banque Worms qui, dès la mi-juin, avait fait part à la SDBO de son intention de céder ses actions Tapie, aurait pu empocher 14 millions de francs au lieu de 9 millions en profitant de l'effet d'annonce Adidas.

NEW-YORK, 26 juillet

Mauvais résultats

Wall Street, qui avait amorcé une modeste reprise au cours des deux séances précédentes, est repartie jeudi à la baisse, victime une nouvelle fois des mauvais résultats financiers des entreprises américaines. L'indice Dow Jones a perdu 10,15 points à 2 920,78 points. Il est reparti à la hausse de 26 points mardi et mercredi après sa chute brutale de 100 points le 25 juillet.

La médiocrité des résultats affichés par les entreprises pèse d'autant plus sur Wall Street que les analystes prévoient une fin d'année en raison de la poursuite d'une croissance économique toujours plus faible. A cet égard, les investisseurs se sont montrés très prudents jeudi à la veille de la publication des chiffres de la croissance américaine au deuxième trimestre. Les experts s'attendent à une progression de 1,9 % du PIB au premier trimestre (rythme annuel).

VALEURS	Cours du 26 juillet	Cours du 27 juillet
Alcoa	69 1/8	69 1/8
AT&T	37 3/8	37 1/8
Boeing	20 3/8	20 3/8
Chemical Bank	39 5/8	39 5/8
Du Pont de Nemours	38 1/2	38 1/2
Eastman Kodak	48 1/4	48 1/4
Exxon	41 1/4	41 1/4
Ford	42 1/4	41 1/4
General Electric	47 3/8	47 1/4
General Motors	28 1/8	27 1/4
IBM	114 3/4	113
Intel	58	58 5/8
Johnson & Johnson	65 1/4	65 1/4
Merck	65 1/4	65 1/4
Pfizer	65 1/4	65 1/4
Schering	65 1/4	65 1/4
Texas	109 5/8	109 3/4
US Steel	103 3/4	103 3/4
Union Carbide	37 1/4	37
USX	37 1/4	37
Wendel	45 5/8	44 1/2

LONDRES, 26 juillet

Baisse

Après la séance hésitante de mercredi, la Bourse de Londres a nettement baissé jeudi. L'indice Footsie des cent valeurs vendues a abandonné 20,8 points à 2344,1, soit une baisse de 0,8 %.

Le recul de Wall Street associé à l'annonce de mauvais résultats d'Imperial Chemical Industries (ICI), considéré comme le baromètre de l'industrie britannique, ont eu tôt fait de renouer la tendance à la baisse. Le Footsie a en effet effondré de 0,8 % et se sont échangés au cours de la seule séance de jeudi. Le géant de l'industrie chimique britannique a enregistré une chute d'autres valeurs du même secteur comme Union Carbide et Glaxo Holdings. La cote a aussi un peu souffert des prises de bénéfices sur les valeurs pétrolières, notamment Enterprise Oil et British Petroleum, et d'une baisse de dernière minute sur le contingentement des assurances. Les échanges ont porté sur 487 millions de titres contre 427 millions au cours de la séance précédente.

PARIS, 27 juillet

Dégradation

Le temps a continué de se couvrir vendredi à la Bourse de Paris. Déjà alourdi la veille, la tendance a continué de se dégrader assez vite. En sensibilité accrue à l'ouverture, le CAC 40 a perdu 0,57 %.

En sensibilité accrue à l'ouverture, le CAC 40 a perdu 0,57 %, le SBF 120 a perdu 0,57 %, le SBF 250 a perdu 0,57 %, le SBF 400 a perdu 0,57 %, le SBF 600 a perdu 0,57 %, le SBF 800 a perdu 0,57 %, le SBF 1000 a perdu 0,57 %, le SBF 1200 a perdu 0,57 %, le SBF 1400 a perdu 0,57 %, le SBF 1600 a perdu 0,57 %, le SBF 1800 a perdu 0,57 %, le SBF 2000 a perdu 0,57 %, le SBF 2200 a perdu 0,57 %, le SBF 2400 a perdu 0,57 %, le SBF 2600 a perdu 0,57 %, le SBF 2800 a perdu 0,57 %, le SBF 3000 a perdu 0,57 %, le SBF 3200 a perdu 0,57 %, le SBF 3400 a perdu 0,57 %, le SBF 3600 a perdu 0,57 %, le SBF 3800 a perdu 0,57 %, le SBF 4000 a perdu 0,57 %, le SBF 4200 a perdu 0,57 %, le SBF 4400 a perdu 0,57 %, le SBF 4600 a perdu 0,57 %, le SBF 4800 a perdu 0,57 %, le SBF 5000 a perdu 0,57 %, le SBF 5200 a perdu 0,57 %, le SBF 5400 a perdu 0,57 %, le SBF 5600 a perdu 0,57 %, le SBF 5800 a perdu 0,57 %, le SBF 6000 a perdu 0,57 %, le SBF 6200 a perdu 0,57 %, le SBF 6400 a perdu 0,57 %, le SBF 6600 a perdu 0,57 %, le SBF 6800 a perdu 0,57 %, le SBF 7000 a perdu 0,57 %, le SBF 7200 a perdu 0,57 %, le SBF 7400 a perdu 0,57 %, le SBF 7600 a perdu 0,57 %, le SBF 7800 a perdu 0,57 %, le SBF 8000 a perdu 0,57 %, le SBF 8200 a perdu 0,57 %, le SBF 8400 a perdu 0,57 %, le SBF 8600 a perdu 0,57 %, le SBF 8800 a perdu 0,57 %, le SBF 9000 a perdu 0,57 %, le SBF 9200 a perdu 0,57 %, le SBF 9400 a perdu 0,57 %, le SBF 9600 a perdu 0,57 %, le SBF 9800 a perdu 0,57 %, le SBF 10000 a perdu 0,57 %, le SBF 10200 a perdu 0,57 %, le SBF 10400 a perdu 0,57 %, le SBF 10600 a perdu 0,57 %, le SBF 10800 a perdu 0,57 %, le SBF 11000 a perdu 0,57 %, le SBF 11200 a perdu 0,57 %, le SBF 11400 a perdu 0,57 %, le SBF 11600 a perdu 0,57 %, le SBF 11800 a perdu 0,57 %, le SBF 12000 a perdu 0,57 %, le SBF 12200 a perdu 0,57 %, le SBF 12400 a perdu 0,57 %, le SBF 12600 a perdu 0,57 %, le SBF 12800 a perdu 0,57 %, le SBF 13000 a perdu 0,57 %, le SBF 13200 a perdu 0,57 %, le SBF 13400 a perdu 0,57 %, le SBF 13600 a perdu 0,57 %, le SBF 13800 a perdu 0,57 %, le SBF 14000 a perdu 0,57 %, le SBF 14200 a perdu 0,57 %, le SBF 14400 a perdu 0,57 %, le SBF 14600 a perdu 0,57 %, le SBF 14800 a perdu 0,57 %, le SBF 15000 a perdu 0,57 %, le SBF 15200 a perdu 0,57 %, le SBF 15400 a perdu 0,57 %, le SBF 15600 a perdu 0,57 %, le SBF 15800 a perdu 0,57 %, le SBF 16000 a perdu 0,57 %, le SBF 16200 a perdu 0,57 %, le SBF 16400 a perdu 0,57 %, le SBF 16600 a perdu 0,57 %, le SBF 16800 a perdu 0,57 %, le SBF 17000 a perdu 0,57 %, le SBF 17200 a perdu 0,57 %, le SBF 17400 a perdu 0,57 %, le SBF 17600 a perdu 0,57 %, le SBF 17800 a perdu 0,57 %, le SBF 18000 a perdu 0,57 %, le SBF 18200 a perdu 0,57 %, le SBF 18400 a perdu 0,57 %, le SBF 18600 a perdu 0,57 %, le SBF 18800 a perdu 0,57 %, le SBF 19000 a perdu 0,57 %, le SBF 19200 a perdu 0,57 %, le SBF 19400 a perdu 0,57 %, le SBF 19600 a perdu 0,57 %, le SBF 19800 a perdu 0,57 %, le SBF 20000 a perdu 0,57 %, le SBF 20200 a perdu 0,57 %, le SBF 20400 a perdu 0,57 %, le SBF 20600 a perdu 0,57 %, le SBF 20800 a perdu 0,57 %, le SBF 21000 a perdu 0,57 %, le SBF 21200 a perdu 0,57 %, le SBF 21400 a perdu 0,57 %, le SBF 21600 a perdu 0,57 %, le SBF 21800 a perdu 0,57 %, le SBF 22000 a perdu 0,57 %, le SBF 22200 a perdu 0,57 %, le SBF 22400 a perdu 0,57 %, le SBF 22600 a perdu 0,57 %, le SBF 22800 a perdu 0,57 %, le SBF 23000 a perdu 0,57 %, le SBF 23200 a perdu 0,57 %, le SBF 23400 a perdu 0,57 %, le SBF 23600 a perdu 0,57 %, le SBF 23800 a perdu 0,57 %, le SBF 24000 a perdu 0,57 %, le SBF 24200 a perdu 0,57 %, le SBF 24400 a perdu 0,57 %, le SBF 24600 a perdu 0,57 %, le SBF 24800 a perdu 0,57 %, le SBF 25000 a perdu 0,57 %, le SBF 25200 a perdu 0,57 %, le SBF 25400 a perdu 0,57 %, le SBF 25600 a perdu 0,57 %, le SBF 25800 a perdu 0,57 %, le SBF 26000 a perdu 0,57 %, le SBF 26200 a perdu 0,57 %, le SBF 26400 a perdu 0,57 %, le SBF 26600 a perdu 0,57 %, le SBF 26800 a perdu 0,57 %, le SBF 27000 a perdu 0,57 %, le SBF 27200 a perdu 0,57 %, le SBF 27400 a perdu 0,57 %, le SBF 27600 a perdu 0,57 %, le SBF 27800 a perdu 0,57 %, le SBF 28000 a perdu 0,57 %, le SBF 28200 a perdu 0,57 %, le SBF 28400 a perdu 0,57 %, le SBF 28600 a perdu 0,57 %, le SBF 28800 a perdu 0,57 %, le SBF 29000 a perdu 0,57 %, le SBF 29200 a perdu 0,57 %, le SBF 29400 a perdu 0,57 %, le SBF 29600 a perdu 0,57 %, le SBF 29800 a perdu 0,57 %, le SBF 30000 a perdu 0,57 %, le SBF 30200 a perdu 0,57 %, le SBF 30400 a perdu 0,57 %, le SBF 30600 a perdu 0,57 %, le SBF 30800 a perdu 0,57 %, le SBF 31000 a perdu 0,57 %, le SBF 31200 a perdu 0,57 %, le SBF 31400 a perdu 0,57 %, le SBF 31600 a perdu 0,57 %, le SBF 31800 a perdu 0,57 %, le SBF 32000 a perdu 0,57 %, le SBF 32200 a perdu 0,57 %, le SBF 32400 a perdu 0,57 %, le SBF 32600 a perdu 0,57 %, le SBF 32800 a perdu 0,57 %, le SBF 33000 a perdu 0,57 %, le SBF 33200 a perdu 0,57 %, le SBF 33400 a perdu 0,57 %, le SBF 33600 a perdu 0,57 %, le SBF 33800 a perdu 0,57 %, le SBF 34000 a perdu 0,57 %, le SBF 34200 a perdu 0,57 %, le SBF 34400 a perdu 0,57 %, le SBF 34600 a perdu 0,57 %, le SBF 34800 a perdu 0,57 %, le SBF 35000 a perdu 0,57 %, le SBF 35200 a perdu 0,57 %, le SBF 35400 a perdu 0,57 %, le SBF 35600 a perdu 0,57 %, le SBF 35800 a perdu 0,57 %, le SBF 36000 a perdu 0,57 %, le SBF 36200 a perdu 0,57 %, le SBF 36400 a perdu 0,57 %, le SBF 36600 a perdu 0,57 %, le SBF 36800 a perdu 0,57 %, le SBF 37000 a perdu 0,57 %, le SBF 37200 a perdu 0,57 %, le SBF 37400 a perdu 0,57 %, le SBF 37600 a perdu 0,57 %, le SBF 37800 a perdu 0,57 %, le SBF 38000 a perdu 0,57 %, le SBF 38200 a perdu 0,57 %, le SBF 38400 a perdu 0,57 %, le SBF 38600 a perdu 0,57 %, le SBF 38800 a perdu 0,57 %, le SBF 39000 a perdu 0,57 %, le SBF 39200 a perdu 0,57 %, le SBF 39400 a perdu 0,57 %, le SBF 39600 a perdu 0,57 %, le SBF 39800 a perdu 0,57 %, le SBF 40000 a perdu 0,57 %, le SBF 40200 a perdu 0,57 %, le SBF 40400 a perdu 0,57 %, le SBF 40600 a perdu 0,57 %, le SBF 40800 a perdu 0,57 %, le SBF 41000 a perdu 0,57 %, le SBF 41200 a perdu 0,57 %, le SBF 41400 a perdu 0,57 %, le SBF 41600 a perdu 0,57 %, le SBF 41800 a perdu 0,57 %, le SBF 42000 a perdu 0,57 %, le SBF 42200 a perdu 0,57 %, le SBF 42400 a perdu 0,57 %, le SBF 42600 a perdu 0,57 %, le SBF 42800 a perdu 0,57 %, le SBF 43000 a perdu 0,57 %, le SBF 43200 a perdu 0,57 %, le SBF 43400 a perdu 0,57 %, le SBF 43600 a perdu 0,57 %, le SBF 43800 a perdu 0,57 %, le SBF 44000 a perdu 0,57 %, le SBF 44200 a perdu 0,57 %, le SBF 44400 a perdu 0,57 %, le SBF 44600 a perdu 0,57 %, le SBF 44800 a perdu 0,57 %, le SBF 45000 a perdu 0,57 %, le SBF 45200 a perdu 0,57 %, le SBF 45400 a perdu 0,57 %, le SBF 45600 a perdu 0,57 %, le SBF 45800 a perdu 0,57 %, le SBF 46000 a perdu 0,57 %, le SBF 46200 a perdu 0,57 %, le SBF 46400 a perdu 0,57 %, le SBF 46600 a perdu 0,57 %, le SBF 46800 a perdu 0,57 %, le SBF 47000 a perdu 0,57 %, le SBF 47200 a perdu 0,57 %, le SBF 47400 a perdu 0,57 %, le SBF 47600 a perdu 0,57 %, le SBF 47800 a perdu 0,57 %, le SBF 48000 a perdu 0,57 %, le SBF 48200 a perdu 0,57 %, le SBF 48400 a perdu 0,57 %, le SBF 48600 a perdu 0,57 %, le SBF 48800 a perdu 0,57 %, le SBF 49000 a perdu 0,57 %, le SBF 49200 a perdu 0,57 %, le SBF 49400 a perdu 0,57 %, le SBF 49600 a perdu 0,57 %, le SBF 49800 a perdu 0,57 %, le SBF 50000 a perdu 0,57 %, le SBF 50200 a perdu 0,57 %, le SBF 50400 a perdu 0,57 %, le SBF 50600 a perdu 0,57 %, le SBF 50800 a perdu 0,57 %, le SBF 51000 a perdu 0,57 %, le SBF 51200 a perdu 0,57 %, le SBF 51400 a perdu 0,57 %, le SBF 51600 a perdu 0,57 %, le SBF 51800 a perdu 0,57 %, le SBF 52000 a perdu 0,57 %, le SBF 52200 a perdu 0,57 %, le SBF 52400 a perdu 0,57 %, le SBF 52600 a perdu 0,57 %, le SBF 52800 a perdu 0,57 %, le SBF 53000 a perdu 0,57 %, le SBF 53200 a perdu 0,57 %, le SBF 53400 a perdu 0,57 %, le SBF 53600 a perdu 0,57 %, le SBF 53800 a perdu 0,57 %, le SBF 54000 a perdu 0,57 %, le SBF 54200 a perdu 0,57 %, le SBF 54400 a perdu 0,57 %, le SBF 54600 a perdu 0,57 %, le SBF 54800 a perdu 0,57 %, le SBF 55000 a perdu 0,57 %, le SBF 55200 a perdu 0,57 %, le SBF 55400 a perdu 0,57 %, le SBF 55600 a perdu 0,57 %, le SBF 55800 a perdu 0,57 %, le SBF 56000 a perdu 0,57 %, le SBF 56200 a perdu 0,57 %, le SBF 56400 a perdu 0,57 %, le SBF 56600 a perdu 0,57 %, le SBF 56800 a perdu 0,57 %, le SBF 57000 a perdu 0,57 %, le SBF 57200 a perdu 0,57 %, le SBF 57400 a perdu 0,57 %, le SBF 57600 a perdu 0,57 %, le SBF 57800 a perdu 0,57 %, le SBF 58000 a perdu 0,57 %, le SBF 58200 a perdu 0,57 %, le SBF 58400 a perdu 0,57 %, le SBF 58600 a perdu 0,57 %, le SBF 58800 a perdu 0,57 %, le SBF 59000 a perdu 0,57 %, le SBF 59200 a perdu 0,57 %, le SBF 59400 a perdu 0,57 %, le SBF 59600 a perdu 0,57 %, le SBF 59800 a perdu 0,57 %, le SBF 60000 a perdu 0,57 %, le SBF 60200 a perdu 0,57 %, le SBF 60400 a perdu 0,57 %, le SBF 60600 a perdu 0,57 %, le SBF 60800 a perdu 0,57 %, le SBF 61000 a perdu 0,57 %, le SBF 61200 a perdu 0,57 %, le SBF 61400 a perdu 0,57 %, le SBF 61600 a perdu 0,57 %, le SBF 61800 a perdu 0,57 %, le SBF 62000 a perdu 0,57 %, le SBF 62200 a perdu 0,57 %, le SBF 62400 a perdu 0,57 %, le SBF 62600 a perdu 0,57 %, le SBF 62800 a perdu 0,57 %, le SBF 63000 a perdu 0,57 %, le SBF 63200 a perdu 0,57 %, le SBF 63400 a perdu 0,57 %, le SBF 63600 a perdu 0,57 %, le SBF 63800 a perdu 0,57 %, le SBF 64000 a perdu 0,57 %, le SBF 64200 a perdu 0,57 %, le SBF 64400 a perdu 0,57 %, le SBF 64600 a perdu 0,57 %, le SBF 64800 a perdu 0,57 %, le SBF 65000 a perdu 0,57 %, le SBF 65200 a perdu 0,57 %, le SBF 65400 a perdu 0,57 %, le SBF 65600 a perdu 0,57 %, le SBF 65800 a perdu 0,57 %, le SBF 66000 a perdu 0,57 %, le SBF 66200 a perdu 0,57 %, le SBF 66400 a perdu 0,57 %, le SBF 66600 a perdu 0,57 %, le SBF 66800 a perdu 0,57 %, le SBF 67000 a perdu 0,57 %, le SBF 67200 a perdu 0,57 %, le SBF 67400 a perdu 0,57 %, le SBF 67600 a perdu 0,57 %, le SBF 67800 a perdu 0,57 %, le SBF 68000 a perdu 0,57 %, le SBF 68200 a perdu 0,57 %, le SBF 68400 a perdu 0,57 %, le SBF 68600 a perdu 0,57 %, le SBF 68800 a perdu 0,57 %, le SBF 69000 a perdu 0,57 %, le SBF 69200 a perdu 0,57 %, le SBF 69400 a perdu 0,57 %, le SBF 69600 a perdu 0,57 %, le SBF 69800 a perdu 0,57 %, le SBF 70000 a perdu 0,57 %, le SBF 70200 a perdu 0,57 %, le SBF 70400 a perdu 0,57 %, le SBF 70600 a perdu 0,57 %, le SBF 70800 a perdu 0,57 %, le SBF 71000 a perdu 0,57 %, le SBF 71200 a perdu 0,57 %, le SBF 71400 a perdu 0,57 %, le SBF 71600 a perdu 0,57 %, le SBF 71800 a perdu 0,57 %, le SBF 72000 a perdu 0,57 %, le SBF 72200 a perdu 0,57 %, le SBF 72400 a perdu 0,57 %, le SBF 72600 a perdu 0,57 %, le SBF 72800 a perdu 0,57 %, le SBF 73000 a perdu 0,57 %, le SBF 73200 a perdu 0,57 %, le SBF 73400 a perdu 0,57 %, le SBF 73600 a perdu 0,57 %, le SBF 73800 a perdu 0,57 %, le SBF 74000 a perdu 0,57 %, le SBF 74200 a perdu 0,57 %, le SBF 74400 a perdu 0,57 %, le SBF 74600 a perdu 0,57 %, le SBF 74800 a perdu 0,57 %, le SBF 75000 a perdu 0,57 %, le SBF 75200 a perdu 0,57 %, le SBF 75400 a perdu 0,57 %, le SBF 75600 a perdu 0,57 %, le SBF 75800 a perdu 0,57 %, le SBF 76000 a perdu 0,57 %, le SBF 76200 a perdu 0,57 %, le SBF 76400 a perdu 0,57 %, le SBF 76600 a perdu 0,57 %, le SBF 76800 a perdu 0,57 %, le SBF 77000 a perdu 0,57 %, le SBF 77200 a perdu 0,57 %, le SBF 77400 a perdu 0,57 %, le SBF 77600 a perdu 0,57 %, le SBF 77800 a perdu 0,57 %, le SBF 78000 a perdu 0,57 %, le SBF 78200 a perdu 0,57 %, le SBF 78400 a perdu 0,57 %, le SBF 78600 a perdu 0,57 %, le SBF 78800 a perdu 0,57 %, le SBF 79000 a perdu 0,57 %, le SBF 79200 a perdu 0,57 %, le SBF 79400 a perdu 0,57 %, le SBF 79600 a perdu 0,57 %, le SBF 79800 a perdu 0,57 %, le SBF 80000 a perdu 0,57 %, le SBF 80200 a perdu 0,57 %, le SBF 80400 a perdu 0,57 %, le SBF 80600 a perdu 0,57 %, le SBF 80800 a perdu 0,57 %, le SBF 81000 a perdu 0,57 %, le SBF 81200 a perdu 0,57 %, le SBF 81400 a perdu 0,57 %, le SBF 81600 a perdu 0,57 %, le SBF 81800 a perdu 0,57 %, le SBF 82000 a perdu 0,57 %, le SBF 82200 a perdu 0,57 %, le SBF 82400 a perdu 0,57 %, le SBF 82600 a perdu 0,57 %, le SBF 82800 a perdu 0,57 %, le SBF 83000 a perdu 0,57 %, le SBF 83200 a perdu 0,57 %, le SBF 83400 a perdu 0,57 %, le SBF 83600 a perdu 0,57 %, le SBF 83800 a perdu 0,57 %, le SBF 84000 a perdu 0,57 %, le SBF 84200 a perdu 0,57 %, le SBF 84400 a perdu 0,57 %, le SBF 84600 a perdu 0,57 %, le SBF 84800 a perdu 0,57 %, le SBF 85000 a perdu 0,57 %, le SBF 85200 a perdu 0,57 %, le SBF 85400 a perdu 0,57 %, le SBF 85600 a perdu 0,57 %, le SBF 85800 a perdu 0,57 %, le SBF 86000 a perdu 0,57 %, le SBF 86200 a perdu 0,57 %, le SBF 86400 a perdu 0,57 %, le SBF 86600 a perdu 0,57 %, le SBF 86800 a perdu 0,57 %, le SBF 87000 a perdu 0,57 %, le SBF 87200 a perdu 0,57 %, le SBF 87400 a perdu 0,57 %, le SBF 87600 a perdu 0,57 %, le SBF 87800 a perdu 0,57 %, le SBF 88000 a perdu 0,57 %, le SBF 88200 a perdu 0,57 %, le SBF 88400 a perdu 0,57 %, le SBF 88600 a perdu 0,57 %, le SBF 88800 a perdu 0,57 %, le SBF 89000 a perdu 0,57 %, le SBF 89200 a perdu 0,57 %, le SBF 89400 a perdu 0,57 %, le SBF 89600 a perdu 0,57 %, le SBF 89800 a perdu 0,57 %, le SBF 90000 a perdu 0,57 %, le SBF 90200 a perdu 0,57 %, le SBF 90400 a perdu 0,57 %, le SBF 90600 a perdu 0,57 %, le SBF 90800 a perdu 0,57 %, le SBF 91000 a perdu 0,57 %, le SBF 91200 a perdu 0,57 %, le SBF 91400 a perdu 0,57 %, le SBF 91600 a perdu 0,57 %, le SBF 91800 a perdu 0,57 %, le SBF 92000 a perdu 0,57 %, le SBF 92200 a perdu 0,57 %, le SBF 92400 a perdu 0,57 %, le SBF 92600 a perdu 0,57 %, le SBF 92800 a perdu 0,57 %, le SBF 93000 a perdu 0,57 %, le SBF 93200 a perdu 0,57 %, le SBF 93400 a perdu 0,57 %, le SBF 93600 a perdu 0,57 %, le SBF 93800 a perdu 0,57 %, le SBF 94000 a perdu 0,57 %, le SBF 94200 a perdu 0,57 %, le SBF 94400 a perdu 0,57 %, le SBF 94600 a perdu 0,57 %, le SBF 94800 a perdu 0,57 %, le SBF 95000 a perdu 0,57 %, le SBF 95200 a perdu 0,57 %, le SBF 95400 a perdu 0,57 %, le SBF 95600 a perdu 0,57 %, le SBF 95800 a perdu 0,57 %, le SBF 96000 a perdu 0,57 %, le SBF 96200 a perdu 0,57 %, le SBF 96400 a perdu 0,57 %, le SBF 96600 a perdu 0,57 %, le SBF 96800 a perdu 0,57 %, le SBF 97000 a perdu 0,57 %, le SBF 97200 a perdu 0,57 %, le SBF 97400 a perdu 0,57 %, le SBF 97600 a perdu 0,57 %, le SBF 97800 a perdu 0,57 %, le SBF 98000 a perdu 0,57 %, le SBF 98200 a perdu 0,57 %, le SBF 98400 a perdu 0,57 %, le SBF 98600 a perdu 0,57 %, le SBF 98800 a perdu 0,57 %, le SBF 99000 a perdu 0,57 %, le SBF 99200 a perdu 0,57 %, le SBF 99400 a perdu 0,57 %, le SBF 99600 a perdu 0,57 %, le SBF 99800 a perdu 0,57 %, le SBF 100000 a perdu 0,57 %, le SBF 100200 a perdu 0,57 %, le SBF 100400 a perdu 0,57 %, le SBF 100600 a perdu 0,57 %, le SBF 100800 a perdu 0,57 %, le SBF 101000 a perdu 0,57 %, le SBF 101200 a perdu 0,57 %, le SBF 101400 a perdu 0,57 %, le SBF 101600 a perdu 0,57 %, le SBF 101800 a perdu 0,57 %, le SBF 102000 a perdu 0,57 %, le SBF 102200 a perdu 0,57 %, le SBF 102400 a perdu 0,57 %, le SBF 102600 a perdu 0,57 %, le SBF 102800 a perdu 0,57 %, le SBF 103000 a perdu 0,57 %, le SBF 103200 a perdu 0,57 %, le SBF 103400 a perdu 0,57 %, le SBF 103600 a perdu 0,57 %, le SBF 103800 a perdu 0,57 %, le SBF 104000 a perdu 0,57 %, le SBF 104200 a perdu 0,57 %, le SBF 104400 a perdu 0,57 %, le SBF 104600 a perdu 0,57 %, le SBF 104800 a perdu 0,57 %, le SBF 105000 a perdu 0,57 %, le SBF 105200 a perdu 0,57 %, le SBF 105400 a perdu 0,57 %, le SBF 105600 a perdu 0,57 %, le SBF 105800 a perdu 0,57 %, le SBF 106000 a perdu 0,57 %, le SBF 106200 a perdu 0,57 %, le SBF 106400 a perdu 0,57 %, le SBF 106600 a perdu 0,57 %, le SBF 106800 a perdu 0,57 %, le SBF 107000 a perdu 0,57 %, le SBF 107200 a perdu 0,57 %, le SBF 107400 a perdu 0,57 %, le SBF 107600 a perdu 0,57 %, le SBF 107800 a perdu 0,57 %, le SBF 108000 a perdu 0,57 %, le SBF 108200 a perdu 0,57 %, le SBF 108400 a perdu 0,57 %, le SBF 108600 a perdu 0,57 %, le SBF 108800 a perdu 0,57 %, le SBF 109000 a perdu 0,57 %, le SBF 109200 a perdu 0,57 %, le SBF 109400 a perdu 0,57 %, le SBF 109600 a perdu 0,57 %, le SBF 109800 a perdu 0,57 %, le SBF 110000 a perdu 0,57 %, le SBF 110200 a perdu 0,57 %, le SBF 110400 a perdu 0,57 %, le SBF 110600 a perdu 0,57 %, le SBF 110800 a perdu 0,57 %, le SBF 111000 a perdu 0,57 %, le SBF 111200 a perdu 0,57 %, le SBF 111400 a perdu 0,57 %, le SBF 111600 a perdu 0,57 %, le SBF 111800 a perdu 0,57 %, le SBF 112000 a perdu 0,57 %, le SBF 112200 a perdu 0,57 %, le SBF 112400 a perdu 0,57 %, le SBF 112600 a perdu 0,57 %, le SBF 112800 a perdu 0,57 %, le SBF 113000 a perdu 0,57 %, le SBF 113200 a perdu 0,57 %, le SBF 113400 a perdu 0,57 %, le SBF 113600 a perdu 0,57 %, le SBF 113800 a perdu 0,57 %, le SBF 114000 a perdu 0,57 %, le SBF 114200 a perdu 0,57 %, le SBF 114400 a perdu 0,57 %, le SBF 114600 a perdu 0,57 %, le SBF 114800 a perdu 0,57 %, le SBF 115000 a perdu 0,57 %, le SBF 115200 a perdu 0,57 %, le SBF 115400 a perdu 0,57 %, le S

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - ■ : marché continu

صحة من الاحل

Accord entre l'Etat et la Compagnie générale d'électricité

M. Bérégovoy annonce une solution « proche » pour Framatome

M. Pierre Bérégovoy a indiqué jeudi 26 juillet, lors de son point de presse hebdomadaire, que les bases d'un accord sur l'actionnariat du constructeur de chaudières nucléaires Framatome, conforme aux orientations fixées par l'Etat, étaient en vue. « Une solution proche est possible », a dit le ministre des finances en précisant qu'il avait rencontré, « il y a quelques jours », M. Pierre Suard, le PDG de la Compagnie générale d'électricité, qui détient 52 % des actions de Framatome.

Le président Mitterrand avait indiqué en mai dernier qu'il souhaitait que l'Etat prenne une majorité du capital de Framatome, société stratégique. Il refusait la solution du partage à 50/50 entre l'Etat et la société privée CGE, que MM. Rocard et Faureux, le ministre de l'Industrie, cherchaient à mettre en place depuis l'automne dernier. M. Bérégovoy avait alors récapitulé ce dossier pour le moins confus.

La solution en vue est de ramener la part de la CGE de 52 % à une place « fortement minoritaire », située entre 40 % et 45 %. L'Etat passera de 45 % actuellement (35 % Commissariat à l'énergie atomique et 10 % EDF) à 51 %. Probablement par un grossissement du CEA et par le remplacement d'EDF par la Cogema, société de traitement nucléaire. Cette-ci ne devrait pas devenir le porteur principal des parts publiques, qui restera le CEA. Le reste des parts, entre 4 % et 9 %, pourrait être réservé au personnel, dont la part actuelle est 3 %.

Toutefois, si les principes sont acquis dans leurs grandes lignes, le prix de cession des actions de la CGE est loin d'être arrêté. La valorisation de Framatome varie de plus du simple au double, de 5 milliards à près de 12 milliards de francs. L'accord final, qui avait déjà été annoncé pour la fin du mois, est, en fait, repoussé de quelques semaines.

E. L. B.

Auteur des « Trente Glorieuses »

Jean Fourastié est mort

On apprend la mort survenue à Paris, le 25 juillet, de Jean Fourastié, membre de l'Institut. Agé de quatre-vingt-trois ans, cet économiste, philosophe et sociologue est notamment l'auteur de la célèbre formule « les trente glorieuses », titre de l'un de ses livres qui porte sur l'étude de l'évolution économique de l'après-guerre.

Né le 15 avril 1907 à Saint-Benoît-d'Azy (Nièvre), Jean Fourastié était ingénieur de l'Ecole centrale des arts et manufactures, docteur en droit et diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques. Auteur de nombreux ouvrages, Jean Fourastié a occupé des fonctions d'enseignement et de conseiller auprès de nombreux organismes. Après avoir commencé sa carrière comme commissaire contrôleur des assurances au ministère des finances, il a notamment été conseiller économique et technique au Commissariat général du Plan entre 1949 et 1977.

Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études, professeur titulaire de la chaire d'économie et statistiques industrielles au Conservatoire des arts et métiers, Jean Fourastié avait été élu à l'Académie des sciences le 25 mars 1968 dans la section de morale et sociologie. Il était l'auteur d'une trentaine d'ouvrages et de très nombreux articles scientifiques, notamment à l'Express et au Figaro, où il avait été éditorialiste. Parmi ses ouvrages, les plus connus sont : les Assurances au point de vue économique, le Grand Espoir du XX^e siècle, Machinisme et Bien-être, Les Quarante mille Heures et Effets de morale perspective, L'évolution des prix à long terme, Lettre ouverte à quatre milliards d'hommes, Economie et Société, les Trente Glorieuses, le Jardin du voisin.

Les obsèques de Jean Fourastié ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

JEAN-MARIE DUNOYER

CARTES POSTALES

Le café album de Mamie Jarente

Sur l'instantané jauni, ce bébé qui dormait dans son landau, coiffé d'une casquette à la Charlot, dans le halo d'un crachoir de feu, est-ce bien elle ? Aujourd'hui, Lolita Simonds, douze ans, est revenue, libellule longiligne, vers le Bar de Jarente feuilleter sa vie.

De New-York à Paris, place du Marché-Sainte-Catherine, c'est, chaque été, l'éternel retour chez Mamie, patronne de café et grand-mère d'adoption qui tient à jour, depuis quinze ans, l'album de famille, et immortalise la tribu de ses clients. En noir et blanc ou couleurs, clichés à suivre : Lolita, à six mois, dans sa poussette, sous l'enseigne ; Lolita, à sept ans, affilant une grenadine avec ses copines, ou, avec sa mère comédienne, déployant ses ailes papillonnées de Dragon volant. Pas de doute, c'est bien elle, petite fille des nuits d'été passées.

Les enfants d'hier sont devenus les clients d'aujourd'hui. Leurs débuts assurent désormais la relève sur les photos. A la grenadine, que Mamie leur offrait, ont succédé le tango et le pastel à prix d'ami. Au fil des centaines de pages de l'album, défilent des générations de baladins de comptoir.

Des rivages lointains où ils accostent, ils envoient une photo flamboyante de scène de famille, un faire-part de naissance, une coupure du match que l'un d'eux a remporté au monde. Parfois ils rentrent au port, chez Jarente, pour une soirée mémorable que fixe, sur

pellicule, Mamie, au griffe de l'effection. Tous sont soigneusement consignés dans les classeurs aux anneaux écaillés de rouille.

La patronne est toujours là, derrière son objectif pour lequel posent les mariés du jour, en noir et blanc, la Marocaine et la Tunisienne sans autre famille que celle du café. Elle fixe, pour l'éternité, du moins la sienne, les tâches menues d'une maternelle paisible : quand l'une tricotait, que l'autre lit, alors que la table voisine s'acharnait mollement à taper le carton.

Bref on s'aide à vivre commodément. Et Mamie qui veille à tout enluminer parfois, de son écriture maladroite, le livre d'heures avec ces quelques phrases françaises tellement indispensables à un Américain à Paris : « ce ne sont pas mes souvenirs », « trois panachés », « vous plaît ». Ou, alors, elle tient la chronique réaliste des événements importants. Comme ce « Monsieur très fatigué, repos bien gagné », écrit, en guise d'épithète guillerote pour un homme vaincu, sur sa chaise.

De l'album, de ce mémoire de comptoir, surgissent, aux côtés des chers inconnus, quelques célébrités. Mais au Bar de Jarente tous sont des amis et il ne serait donc pas convenable de les nommer. Mamie ne trahit pas ses sources.

De Paris
DANIELLE ROUARD

L'ESSENTIEL

ÉTRANGER

Japon-Corée
M. Tokyo serait prêt à accorder des réparations à Pyongyang... 4

Convoi sous haute protection
Les Etats-Unis commencent à évacuer des armes chimiques de RFA... 4

La fin du boycottage de M. Waldheim
M. Vaclav Havel déclare que nul ne peut oublier son passé... 4

La « guerre » des Indiens au Québec
Un promoteur français au secours des Mohawks... 5

POLITIQUE

La Constitution et la Corse
Le ministre de l'Intérieur envisage de réformer le statut de la Corse mais son projet risque de rencontrer des obstacles constitutionnels... 6

SOCIÉTÉ

Contrats de ville
L'Etat signe avec Marseille, Saint-Nazaire, Saint-Denis et Saint-Denis de la Réunion... 7

Dispensaires de la Croix-rouge
Sursis pour le centre de Levallois-Perret... 7

CULTURE

Avignon finit en musique
Des films muets accompagnés par trois jeunes compositeurs et un concert inoubliable de Pierre Boulez... 8

Le monde de Willy Kessels
A Arles, le photographe belge présente sa vision du réel... 9

ÉCONOMIE

Uruguay Round
Le directeur général du GATT fait des propositions après la décevante réunion de Genève sur les échanges commerciaux et internationaux... 15

EDF en RDA
EDF pourrait être associée à la production d'électricité en Allemagne de l'Est... 15

La distribution de la presse perturbée
La modernisation des NMPP provoque des mouvements de grève et aggrave les dissensions au sein de la CGT... 17

Services

Abonnements... 6
Jeux... 12
Carnet... 17
Loto... 17
Marchés financiers... 18-19
Météorologie... 9
Radio-Télévision... 14
Spectacles... 10
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM
Le numéro du « Monde » daté 27 juillet 1990 a été tiré à 501 666 exemplaires.

Eastern Airlines

et neuf de ses salariés inculpés pour manquement aux règles de sécurité

La compagnie aérienne américaine Eastern Airlines et plusieurs responsables de services ont été inculpés, mercredi 25 juillet, par la justice américaine de fraude individuelle et collective et de dissimulation d'informations à l'égard de l'administration fédérale de l'aviation (FAA). Les neuf salariés, dont un directeur régional, sont accusés d'avoir falsifié des documents d'entretien d'appareils, afin d'éviter des retards ou des annulations de vols.

Les faits reprochés se sont produits sur les aéroports de New York (Kennedy et La Guardia), d'Atlanta, et au quartier général de la compagnie à Miami (Floride), entre juillet 1985 et octobre 1989. En falsifiant les documents, les responsables ont permis d'utiliser des appareils qui n'étaient pas convenablement entretenus ou réparés, ce qui aurait pu entraîner des accidents. La compagnie risque jusqu'à 30 millions de dollars d'amende, et chacun des salariés concernés jusqu'à 250 000 dollars et cinq ans de prison. La compagnie avait refusé une transaction à l'amiable avec les autorités judiciaires.

En dépit de l'hostilité des enseignants

La physique et la chimie seront supprimées en 6^e et 5^e

L'enseignement de la physique et de la chimie dans les classes de sixième sera supprimé à compter de la rentrée 1991, et l'année suivante dans celles de cinquième ; il sera en revanche renforcé en quatrième et troisième. Les deux arrêtés concrétisant ces mesures ont été publiés au Journal officiel du vendredi 27 juillet, en dépit du rejet presque unanime de la réforme par le Conseil supérieur de l'éducation (le 20 juillet). L'ensemble des syndicats d'enseignants et les parents d'élèves de la PEEP (modérés) avaient voté contre, le 18 juillet, seuls les parents de la FCPE (gauche) approuvant le projet du ministère.

Celui-ci justifie aujourd'hui sa décision en l'inscrivant dans « une démarche d'ensemble » qui sera « précisée » dès l'automne prochain sur la base de propositions du Conseil national des programmes (CNP). La nouvelle instance créée par M. Jospin. L'enseignement de la physique et de la chimie, introduit en 1976 au collège à raison d'une heure et demie par semaine, disparaîtra en sixième et cinquième, mais passera à deux heures hebdomadaires en quatrième et troisième.

L'initiative d'un restaurateur de Neuilly

Gastronomie en braille

Une cérémonie sans protocole a eu lieu le jeudi 26 juillet à la terrasse d'un restaurant de Neuilly. Il y avait là le chanteur aveugle Guy Montagré, Guy Bedos, attirés par cet aimable tohu-bohu, et M. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat aux handicapés. Il s'agissait, pour une fois, non de morigerer un tenancier refusant de servir les handicapés, comme d'autres interdisent les chiens, mais de féliciter un restaurateur, en l'occurrence M. Alain Marcellin, qui a eu l'idée de faire imprimer une version en braille de ses menus. Les mal-voyants fréquentant son établissement peuvent choisir sans l'aide de quiconque entre le marcadin à l'oignon et le mille-feuilles de foie gras.

Jugé pour un détournement de fonds

Un chef d'entreprise orléanais est condamné à cinq ans de prison

Un chef d'entreprise, M. Christophe Babin, a été condamné, jeudi 26 juillet, à cinq ans d'emprisonnement, dont un avec sursis, par le tribunal de grande instance d'Orléans. A la tête d'un groupe de sociétés spécialisées dans la bureautique, comptant cent trente-sept salariés, M. Babin avait été inculpé de faux en écritures et d'escroquerie, et incarcéré le 25 novembre 1989 à la suite de la découverte d'un détournement de près de 30 millions de francs.

Deux nouvelles inculpations dans l'affaire du trafic d'armes au Liban

L'ex-CRS d'Orléans (Var), Philippe Nino, a été inculpé, jeudi 26 juillet, d'association de malfaiteurs et d'infraction à la législation sur les armes, par acquisition, cession et détention d'armes et de munitions de première et quatrième catégories par le juge d'instruction marseillais, M. Patrick Ardid. Déjà impliqué dans une affaire de vol de Ferrari volée, révoqué de la police nationale le 10 mai 1990 par le ministre de l'Intérieur, Philippe Nino avait révélé, le 12 avril, l'existence d'un réseau de trafic d'armes, animé par

Deux versions à propos d'une échauffourée à Paris

Deux versions contradictoires sont présentées à propos des faits survenus, jeudi 26 juillet vers 11 heures du matin, dans le quartier de l'Opéra à Paris (le Monde du 27 juillet). Pour la préfecture de police, l'altercation au cours de laquelle deux jeunes juifs ont été blessés ne présenterait pas le caractère antisémite rapporté par des témoins faisant état d'une agression commise contre ces jeunes gens par un commando de skinheads.

En l'état actuel de l'enquête menée par la deuxième division de police judiciaire, les policiers continuent de privilégier la thèse de l'altercation violente et, somme toute, banale, intervenue à la suite d'une dispute entre des spectateurs du cinéma Paramount-Opéra. La version de l'agression antisémite paraît peu crédible aux yeux des enquêteurs. Plusieurs des protagonistes ont été entendus par les policiers.

Deux des agresseurs des jeunes juifs ont été identifiés. Il s'agit de M. Fuchot, vingt-sept ans, agent de sécurité d'un pub du quartier de l'Opéra (et non pas du cinéma Paramount, contrairement à ce qui était indiqué jeudi, de source policière), qui a été entendu par la police, et de son ami, M. Grandière, vingt-cinq ans, qui s'était disputé avec deux jeunes spectateurs juifs dans l'enceinte du cinéma Paramount, et qui a été blessé au cours de l'affrontement, qui s'est déroulé dans la rue.

Les trois jeunes juifs — un mineur, Franck Fitoussi, vingt-trois ans, et Michael Habib, dix-huit ans (1) — ont été entendus. Un seul d'entre eux a fait état d'injures racistes prononcées à son encontre. Les trois jeunes gens ont déposé plainte pour « coups et blessures volontaires », jeudi 26 juillet.

Aucune procédure judiciaire n'avait été ouverte, vendredi 27 juillet, en milieu de matinée.

(1) La préfecture de police, par suite d'une confusion, avait indiqué, jeudi matin, que M. Michael Habib était le gérant du Paramount-Opéra et que l'affrontement qui s'était produit avait opposé de jeunes spectateurs brouillés à des membres du service de sécurité de cet établissement. Ces informations, reprises dans nos éditions d'hier, étaient fausses. Le gérant, directeur général du Paramount-Opéra, est M. Guy Didier. A aucun moment, ni lui-même ni des membres de son personnel n'ont été impliqués dans ces événements, ce dont nous lui remercions.

LIBRAIRIE BUCHLADEN

Toute la littérature d'expression allemande traduite
Ouvert 7 jours, 7 de 11 h à 20 h 30
3, rue Burg - 75018 PARIS
Tél. : 42-55-42-13

TRÉCA

moteurs, sonneries, ensembles, conçus pour votre plus grand confort (toutes dimensions)

CAPELOU

37, av. de la République 75011 PARIS TEL. 42-57-10-35-41 METRO PARENTHESE